

بنك الجزائر  
BANK OF ALGERIA

RAPPORT | 20 | EVOLUTION  
ANNUEL | 22 | ECONOMIQUE  
ET MONETAIRE

Septembre 2023





**RAPPORT 20 ÉVOLUTION  
ANNUEL 22 ÉCONOMIQUE  
ET MONÉTAIRE**

**Septembre 2023**





# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	11
CHAPITRE II : ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE.....	25
CHAPITRE III : ÉVOLUTION DES PRIX.....	33
CHAPITRE IV : POLITIQUE MONÉTAIRE.....	45
CHAPITRE V : INTERMEDIATION ET INFRASTRUCTURE BANCAIRE.....	53
CHAPITRE VI : BALANCE DES PAIEMENTS, POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE ET TAUX DE CHANGE .....	87
CHAPITRE VII : FINANCES PUBLIQUES .....	101
ANNEXES : TABLEAUX STATISTIQUES .....	113



## INTRODUCTION

Le présent rapport retrace l'évolution des activités de l'ensemble des agents économiques du pays en 2022. Cette année a été marquée par une succession de chocs exogènes dont les effets ont lourdement pesé sur la croissance économique mondiale augmentant ainsi le risque d'une récession. Alors que la pandémie du COVID-19 a commencé à reculer dans plusieurs pays, une nouvelle crise s'est déclenchée avec le conflit russo-ukrainien, perturbant les marchés des produits alimentaires et énergétiques internationaux. Par conséquent, l'inflation a fortement augmenté et a atteint des taux inédits depuis des décennies. Face à une telle situation, les réponses des banques centrales à travers le monde ont été proportionnées. En effet, elles ont mis en place, très rapidement et selon leur conjoncture interne, des politiques monétaires restrictives dans le but de contenir l'inflation. Cette vague de resserrement monétaire a contribué au ralentissement de l'activité économique mondiale.

Ainsi, **la croissance mondiale** a considérablement ralenti et est passée de 6,3 % en 2021 à 3,4 % en 2022. Elle est passée de 5,4 % à 2,7 % dans les pays développés, de 6,9 % à 4 % dans les pays émergents, et de 7 % à 4 % en Amérique latine et les Caraïbes. À contrario, la croissance économique au Moyen-Orient et en Asie a augmenté pour atteindre 5,3 % en 2022 contre 4,6 % en 2021. Le resserrement des conditions financières et les fortes perturbations géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien, ont fortement impacté les marchés de l'énergie et ceux des matières premières. En effet, les prix du pétrole brut ont augmenté de 40,6 % en 2022, ceux du gaz naturel de 115,5 %, et ceux des matières premières de 41,8 %. Dans ce contexte, l'inflation mondiale, en forte hausse, a atteint 8,7 % en 2022 contre 4,7 % en 2021.

**L'activité économique en Algérie** a enregistré une croissance appréciable après une forte récession de 5,1 % en 2020 suite au choc pandémique, et un rebond à 3,4 % en 2021 pour s'établir à 3,2 % en 2022. Une performance reflétant une dynamique de l'activité économique dont les moteurs diffèrent de ceux de l'année précédente. En effet, si la reprise post-pandémique amorcée en 2021 était principalement tirée par le secteur des hydrocarbures, celle de 2022 provient essentiellement de la croissance des secteurs hors hydrocarbures. En effet, la croissance du PIB en volume hors hydrocarbures est passée de 2,3 % en 2021 à 4,3 % en 2022, tandis que celle des hydrocarbures a reculé de 0,6 % en 2022 après une forte croissance de 10,5 % une année auparavant. Durant la même période, le secteur agricole a enregistré une croissance de 5,8 % contre une baisse de 1,9 % en 2021. Le secteur industriel a enregistré une croissance quasiment stable de 5,2 % en volume en 2022 contre 5,3 % l'année précédente. Les services marchands ont enregistré une croissance de 5,5 % en 2022 contre 4,9 % en 2021, et les services non marchands une croissance de 2,8 % en 2022 contre 1,5 % en 2021, sous l'effet d'une reprise post-pandémique soutenue et l'accroissement des dépenses de l'État.

**L'évolution des prix** montre, qu'au niveau national, l'inflation en moyenne annuelle a atteint 9,70 %, et celle du Grand Alger a enregistré une inflation de 9,27 %. Les prix des biens alimentaires ont augmenté de 13,4 % suite à la hausse des cours mondiaux des produits de base dont les produits alimentaires. La hausse des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import s'est poursuivie enregistrant un taux d'inflation en moyenne annuelle de 15,55 % en 2022 contre 6,56 % en 2021. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'indice hors produits agricoles frais et produits à prix

réglés, s'est établie à 8,93 % en 2022 contre 6,07 % l'année précédente. Un taux inférieur à l'inflation globale (9,27 %) dénotant de la persistance de la forte contribution des produits agricoles frais à l'inflation globale.

Dans ce contexte, **la politique monétaire** mise en œuvre par la Banque d'Algérie durant l'année 2022 s'est traduite par des actions de normalisation graduelle, notamment via la levée des mesures exceptionnelles d'allègement prudentielles adoptées en mars 2020. Toutefois, la Banque d'Algérie a poursuivi son action de soutien au financement de l'économie en maintenant le taux de réserves obligatoires à 2 %, et le taux d'intérêt directeur applicable aux opérations principales de refinancement à 3 % en 2022, en contexte d'augmentation de la liquidité bancaire suite au Programme Spécial de Refinancement (PSR) d'un montant de 2 100 milliards de dinars initié en juillet 2021 et clôturé en juin 2022. Il est à noter que le montant du PSR remboursé par anticipation en 2022 s'élève à 463,39 milliards de dinars, soit 22 % du programme.

La normalisation de la politique monétaire s'est également traduite en octobre 2022 par la mise en place d'une opération de reprise de liquidité bilatérale ciblée de 300 milliards de dinars, afin d'absorber la source d'excès de liquidité potentiellement inflationniste. Cette mesure vient en complément de l'ajustement du taux de change du dinar algérien, entre fin juillet et fin septembre 2022, qui s'est apprécié de 4,1 % contre le dollar américain et de 7 % contre l'euro. Ceci a permis de réduire, sur le court terme, une partie de l'inflation importée dont la contribution à l'inflation globale a été de plus de 70 % en 2021 et de 61,7 % en 2022.

Après avoir enregistré une très forte hausse de l'ordre de 110,64 % en 2021, le niveau de la liquidité bancaire a également augmenté en 2022 mais de manière moins importante, où il a atteint 1 966,41 milliards de dinars contre

1 331,95 milliards de dinars en 2021, soit une hausse de 47,63 %. La masse monétaire au sens M2 a enregistré une croissance de 14,34 % en 2022, tirée principalement par la hausse de l'agrégat M1 qui a augmenté de 12,91 % en 2022 contre un taux de croissance de 14,19 % en 2021. La circulation fiduciaire hors banque a connu une hausse, légèrement plus importante que celle enregistrée l'année précédente, avec un taux de croissance de 10,14 % en 2022 contre un taux de 9,35 % en 2021. À noter que sa part dans la masse monétaire M2 reste très importante en 2022, avec un taux de 32 % contre un taux de 33 % en 2021.

En termes **d'intermédiation et d'infrastructure bancaire**, le total des dépôts à vue et à terme collectés par les banques a connu une progression de 18,2 % en 2022 contre 17,8 % en 2021. Le total des crédits à l'économie a augmenté de 3,3 % en 2022 contre une baisse de 12,4 % en 2021. En termes de solidité financière, la quasi-majorité des indicateurs demeure confortable en conséquence des politiques publiques déployées pour soutenir la relance économique post-pandémique. Ces politiques ont permis aux banques de faire preuve d'une grande résilience et d'une solvabilité significativement renforcée. Néanmoins, la problématique des créances non-performantes issues des anciens dispositifs d'aide à l'emploi (ANSEJ, ANGEM et CNAC) et des crédits d'investissement privés qui ont émergé après 2019 reste posée. Par ailleurs, la question du financement de l'économie nationale demeure également une préoccupation majeure, en contexte d'une faible croissance du crédit à l'investissement et d'un environnement international, caractérisé par de fortes incertitudes malgré les conditions financières internes très favorables.

**Le solde global de la balance des paiements** a considérablement augmenté en 2022, affichant un excédent de 18,47 milliards de dollars contre un déficit de 1,48 milliard de dollars une année

auparavant. Après avoir enregistré un déficit de 4,57 milliards de dollars en 2021, le solde de la balance courante et de capital a enregistré un excédent de 19,30 milliards de dollars en 2022. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à l'amélioration du solde de la balance commerciale, qui a enregistré un excédent de 26,77 milliards de dollars en 2022 contre 1,23 milliard de dollars en 2021, soit une progression de 25,54 milliards de dollars, en contexte de hausse des prix du pétrole et du gaz combinée à l'augmentation historique des exportations hors hydrocarbures, qui se sont établies à 6 milliards de dollars à fin 2022, soit une hausse de 30,57 % par rapport à 2021. Au total, **la position extérieure globale** reste solide avec l'augmentation du niveau des réserves de change, qui sont passées de 45,30 milliards de dollars à fin 2021 à 60,99 milliards de dollars à fin 2022 en contexte de faible dette extérieure.

**Les finances publiques** ont affiché une augmentation appréciable des recettes budgétaires résultant principalement de la hausse des cours des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Ainsi, le déficit budgétaire s'est réduit de manière notable, passant de 838, 55 milliards de dinars en 2021 (soit 3,8 % du PIB) à 192,68 milliards de dinars en 2022 (soit 0,7 % du PIB). Cette nette amélioration de l'ordre de 77 % du solde budgétaire résulte essentiellement de l'importante croissance de 43,5 % des recettes budgétaires, induite par la forte hausse des recettes des hydrocarbures (116,8 %), et celle moins marquée des dépenses budgétaires de de l'ordre de 29,9 %. Le total des recettes

budgétaires s'est établi à 9 467,3 milliards de dinars à fin 2022 contre 6 597,5 milliards de dinars à fin 2021. Les recettes des hydrocarbures ont atteint 5 657,7 milliards de dinars à fin 2022 contre 2 609,2 milliards de dinars l'année précédente. Tandis que les recettes hors hydrocarbures sont passées de 3 981,9 milliards de dinars en 2021 à 3 809,6 milliards de dinars en 2022, soit une baisse de 4,3 %. Les dépenses budgétaires totales qui avaient diminué de 10,8 % en 2020 ont augmenté de 29,9 % en 2022 pour atteindre 9 660 milliards de dinars contre 7 428,7 milliards de dinars en 2021. Rapportées au PIB, les dépenses totales ont augmenté en 2022 à 34,9 % contre 33,7 % en 2021.

**Au total**, et après avoir fait preuve d'une grande résilience face aux vagues du COVID-19 et à leurs conséquences, l'économie algérienne enregistre pour l'année 2022 de bons résultats. La situation macroéconomique globale de l'Algérie demeure solide, affichant une amélioration globale de tous les indicateurs macro-financiers. Les perturbations géopolitiques mondiales, notamment la crise énergétique européenne, se sont traduites par une hausse des prix des hydrocarbures (pétrole et surtout gaz). L'Algérie a pu ainsi consolider sa balance commerciale, y compris les exportations hors hydrocarbures, et augmenter ses réserves de change en contexte de très faible endettement extérieur. Néanmoins, la persistance des tensions inflationnistes, notamment d'origine importée, reste un défi majeur à court et moyen termes.



**CHAPITRE I**



**ENVIRONNEMENT  
INTERNATIONAL**



## CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale a été confrontée en 2022 à une succession de chocs dont les effets ont pesé lourdement sur la croissance économique mondiale augmentant ainsi le risque d'une récession. Alors que la pandémie du COVID-19 a commencé à reculer dans plusieurs pays, une nouvelle crise s'est déclenchée avec le conflit russo-ukrainien, perturbant les marchés alimentaires et énergétiques à travers le monde. Par conséquent, l'inflation en 2022 a fortement réagi et a atteint des taux inédits depuis des décennies. Cette inflation a été initialement alimentée par la relance de la demande globale post Covid en contexte de goulots d'étranglement de l'offre ainsi que par la hausse des coûts de la main-d'œuvre et de l'assouplissement quantitatif, d'une part, et par le conflit en Ukraine depuis presque une année, d'autre part. Les dévaluations monétaires par rapport au dollar qui ont suivi dans de nombreux pays en développement ont également joué un rôle dans l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie importées dans ces pays.

En réponse, plusieurs banques centrales à travers le monde, selon leur conjoncture interne, ont mis en place des politiques monétaires restrictives dans le but de contenir l'inflation, ce qui a entraîné un ralentissement de l'activité économique mondiale.

La Réserve fédérale a mené le resserrement monétaire mondial, en augmentant ses taux directeurs sept fois durant l'année 2022, afin d'atteindre les conditions qui répondent à son

**+3,4 % (2022)**

**+6,3 % (2021)**

### Croissance de l'économie mondiale

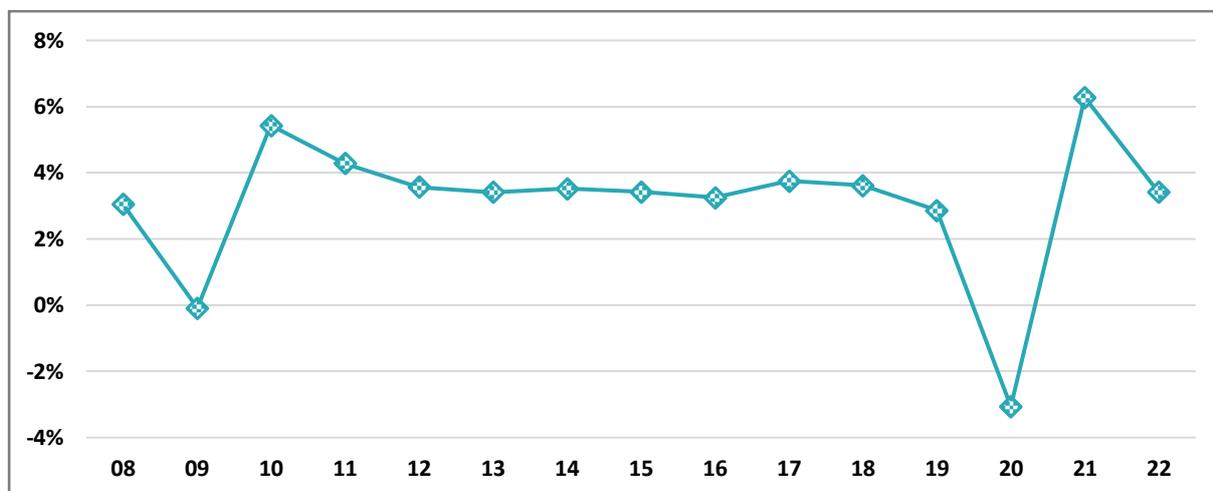
double mandat à savoir ; la stabilité des prix et le plein emploi. Le taux de croissance mondial est passé de 6,3 % en 2021 à 3,4 % en 2022, tandis que dans les pays avancés, elle est passée de 5,4 % à 2,7 %. Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique a également diminué pour s'établir à 4 %, après avoir enregistré une croissance de 6,9 % en 2021. En Amérique latine et dans les Caraïbes, elle est passée de 7 % en 2021 à 4 % en 2022, et en Afrique subsaharienne, elle a enregistré un ralentissement, passant de 4,8 % en 2021 à 3,9 % en 2022. Néanmoins, au Moyen-Orient et en Asie centrale, la croissance économique a augmenté pour atteindre 5,3 % en 2022, contre 4,6 % en 2021.

Aussi, il est à souligner que la reprise post Covid masque des disparités régionales et sectorielles en termes d'évolution du marché du travail. Ainsi, bien que la reprise amorcée en 2021 soit partielle, la plupart des pays n'ont pas encore retrouvé en 2022 les niveaux d'emploi et d'heures travaillées d'avant la crise sanitaire. Le taux de chômage mondial est passé de 5,4 % en 2019 à 6,6 %, 6,2 % et à 5,8 % en 2020, 2021 et 2022 respectivement. Le déficit mondial d'emplois a concerné 473 millions de personnes en 2022, ce qui correspond à un taux d'incidence du déficit d'emplois de 12,3 %.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Selon l'organisation Internationale du Travail, le **déficit mondial d'emplois** est une nouvelle mesure de la demande d'emploi non satisfaite dans le monde qui inclut les personnes sans emploi ainsi que les

personnes qui ont besoin d'un emploi mais qui ne sont pas considérées comme chômeuses car elles ne répondent pas aux critères requis.

Graphique I.1 : Evolution de la croissance économique mondiale



Source : FMI

Par ailleurs, le conflit en Ukraine a eu un impact significatif sur les prix des matières premières, notamment les produits énergétiques qui se sont renchérissés de 60,0 % en 2022 par rapport à 2021 et de presque de 100 % par rapport à leurs niveaux d'avant la pandémie. Cependant, l'indice global des prix des produits non énergétiques a enregistré une hausse de 10,6 % en 2022 contre une augmentation de 33,7 % en 2021 et de seulement 3,1 % en 2020.

Sur le marché des change, l'appréciation du dollar américain par rapport aux principales monnaies dans le monde a caractérisé l'année 2022. En effet, le système financier mondial est largement dominé par le dollar américain, où environ 60 % des réserves de change des banques centrales sont investies dans des actifs libellés en dollars.<sup>2</sup>

### 1.1 CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le PIB mondial<sup>3</sup> a atteint 100,22 mille milliards de dollars à la fin de l'année 2022. Au top cinq, les Etats unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne

et l'Inde. Cette dernière a dépassé le Royaume-Uni pour se classer comme la cinquième économie mondiale.

L'économie américaine avec un PIB de 25 464,48 milliards de dollars reste la première économie au monde, suivie de la Chine avec 18 100,04 milliards de dollars, du Japon avec 4 233,54 milliards de dollars, de l'Allemagne avec 4 075,40 milliards de dollars, de l'Inde avec 3 386,40 milliards de dollars et du Royaume-Uni avec 3 070,60 milliards de dollars.

En termes de croissance économique, et en raison des politiques monétaires restrictives visant à contenir une inflation extrêmement élevée, des conditions financières moins favorables et des perturbations des prix de l'énergie et des chaînes d'approvisionnement mondiales causées par le conflit russo-ukrainien, l'activité économique mondiale a considérablement ralenti en 2022 pour atteindre 3,4 % contre 6,3 % en 2021.

<sup>2</sup> Selon l'enquête COFER du FMI sur la composition en devises des réserves de change officielles, 58,36 % des réserves internationales de changes

sont investies en dollars à T42022, contre 20,47 % investies en euro.

<sup>3</sup> Source : FMI

**Tableau I.1 : Croissance économique dans le monde (en %)**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Monde</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>2,9</b>	<b>-2,8</b>	<b>6,3</b>	<b>3,4</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>-4,2</b>	<b>5,4</b>	<b>2,7</b>
Etats-Unis	2,3	2,9	2,3	-2,8	5,9	2,1
Zone euro	2,6	1,8	1,6	-6,1	5,4	3,5
Allemagne	2,7	1,1	1,1	-3,7	2,6	1,8
France	2,4	1,8	1,8	-7,9	6,8	2,6
Italie	1,7	0,9	0,5	-9,0	7,0	3,7
Espagne	3,0	2,3	2,1	-11,3	5,5	5,5
Japon	1,7	0,6	-0,2	-4,3	2,1	1,1
Royaume-Uni	2,1	1,7	1,7	-11,0	7,6	4,0
Canada	3,0	2,8	1,9	-5,1	5,0	3,4
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>6,9</b>	<b>4,0</b>
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>7,5</b>	<b>4,4</b>
Chine	6,9	6,8	6,0	2,2	8,5	3,0
Inde	6,8	6,5	3,7	-5,8	9,1	6,8
ASEAN-5*	5,5	5,4	4,9	-4,4	4,0	5,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>4,0</b>	<b>3,2</b>	<b>2,1</b>	<b>-1,6</b>	<b>7,3</b>	<b>0,8</b>
Russie	1,8	2,8	2,2	-2,7	5,6	-2,1
Turquie	7,5	3,0	0,9	1,9	11,4	5,6
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-6,8</b>	<b>7,0</b>	<b>4,0</b>
Brésil	1,3	1,3	1,1	-3,3	5,0	2,9
Mexique	2,1	2,1	-0,1	-8,0	4,7	3,1
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>4,6</b>	<b>5,3</b>
Iraq	-3,4	4,7	5,8	-15,7	7,7	8,1
Arabie Saoudite	-0,7	2,5	0,3	-4,3	3,9	8,7
Emirats Arabes Unis	2,4	1,2	3,4	-5,0	3,9	7,4
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>4,8</b>	<b>3,9</b>
Afrique du Sud	1,2	1,5	0,1	-6,3	4,9	2,0

\*Association des Nations d'Asie du Sud-Est : comprend 10 pays dont Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam

Source : FMI

Aux États-Unis, le PIB a enregistré une croissance de 2,1 % en 2022, soit 3,8 points de pourcentage de moins par rapport à l'année 2021. Les contributions positives<sup>4</sup>, en points de pourcentage, provenaient des dépenses de consommation des ménages (1,85 point), des exportations (0,79 point), de l'investissement privé domestique (0,72 point), qui ont été en partie compensées par la baisse des dépenses de consommation et d'investissement brut des administrations publiques de 0,10 point et celle des importations de 1,19 point.

Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB a fortement ralenti pour atteindre 3,5 % en 2022 contre 5,4 % en 2021, l'année du rebond économique, après la récession de 2020. Au sein de la zone euro, l'Allemagne a enregistré une croissance de 1,8 % en 2022, en baisse par rapport à 2021 où elle a atteint 2,6 %. Cette récession s'explique par la grave crise énergétique causée par le conflit en Ukraine, qui a engendré une inflation élevée, des coûts d'emprunt en hausse, des contraintes d'approvisionnement et une pénurie de travailleurs qualifiés. En France, la croissance économique est moins importante que prévue (3,6 %) pour l'année 2022, elle a atteint en effet un taux de 2,6 % en 2022 contre 6,8 % en 2021.

Au Royaume-Uni, la croissance économique a enregistré un taux de 4,0 % en 2022, en deçà de la croissance record de 7,6 % enregistrée en 2021. Toutefois, ce niveau représente plus que le double de celui enregistré avant la pandémie du Covid-19.

Au Canada, la croissance du PIB a affiché un taux de 3,4 % en 2022 contre un taux de 5 % en 2021. Au Japon, la croissance du PIB a baissé de 1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, affichant un taux de 1,1 %.

Aussi, la croissance en Chine a atteint 3 % en 2022, en forte baisse par rapport à l'année 2021

où elle a enregistré 8,5 %. Il s'agit du taux le plus bas depuis des décennies après celui enregistré en 2020, l'année du choc sanitaire. La politique chinoise "zéro Covid" a entravé l'activité économique dans le pays avant que les autorités ne prennent la décision soudaine d'annuler cette politique en décembre 2022. Cependant, la deuxième économie du monde souffre toujours d'autres aléas, notamment la dette pesant sur le secteur immobilier, le faible niveau de confiance des consommateurs, ainsi que les effets de l'inflation mondiale et la récession dans d'autres pays du monde qui impacte ses importations.

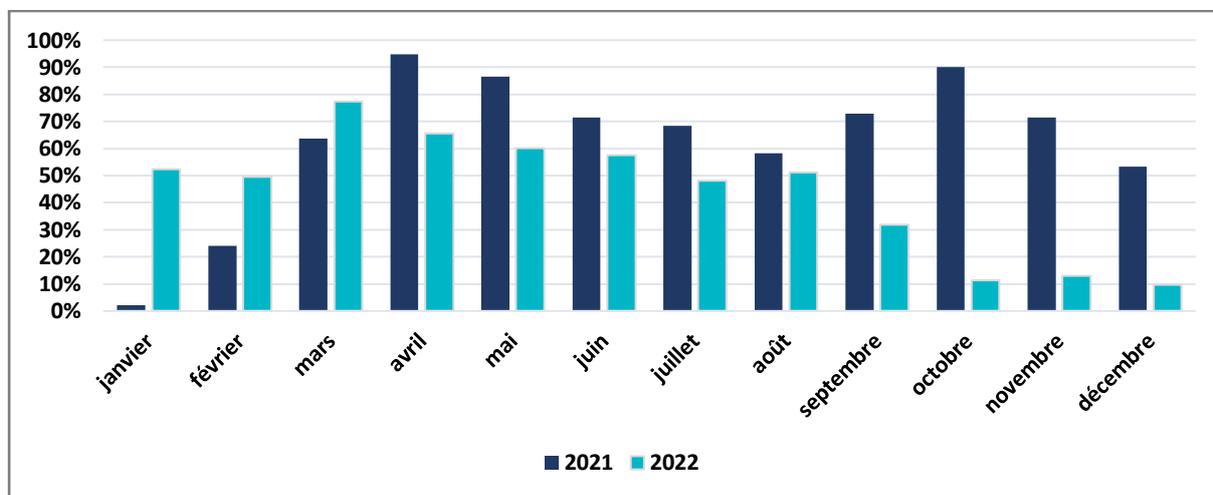
La croissance en Inde reste robuste atteignant un taux de 7 % en 2022 malgré une baisse par rapport à 2021 où elle a enregistré un taux de 9,1 %. La croissance en Turquie a connu une forte chute passant de 11,4 % en 2021 à 5,6 % en 2022.

Pour les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, la croissance en 2022 est en hausse par rapport à l'année 2021. En particulier, en Iraq, la croissance est passée de 7,7 % à 8,1 %, en Arabie Saoudite, elle est passée de 3,9 % à 8,7 % et aux Emirats Arabes Unies, elle est passée de 3,9 % à 7,4 %.

En Afrique, la croissance économique en 2022 a ralenti, enregistrant 3,8 % en 2022 contre 4,8 % en 2021. Néanmoins il est à remarquer que 53 des 54 pays d'Afrique ont enregistré une croissance positive. Par pays, la croissance en Afrique du Sud a atteint 2,0 % en 2022 comparativement à 4,9 % en 2021. Au Rwanda, la croissance a fortement ralenti à 6,8 % en 2022 contre 10,9 % une année auparavant. Au Nigéria, la croissance du PIB a reculé de 0,3 point de pourcentage en 2022 pour atteindre 3,3 %. En Egypte la croissance économique a affiché un taux de 6,6 % en 2022, soit le double de celui réalisé l'année 2021 (3,3 %).

<sup>4</sup> US Bureau of Economic Analysis

**Graphique I.2 : Évolution en glissement annuel de l'indice des prix des matières premières (en %)**



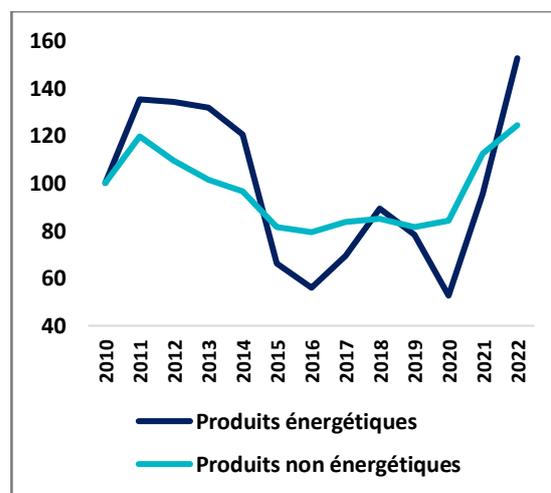
Source : Banque mondiale

## I.2 MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES

En 2022, l'indice des matières premières<sup>5</sup> a connu une forte augmentation en janvier par rapport à l'année précédente, affichant 52,3 %. Cette tendance haussière s'est poursuivie pour atteindre son apogée en mars enregistrant une augmentation de 77,4 %. Cependant, la tendance s'est inversée en avril, marquant un ralentissement de l'évolution de l'indice des matières premières qui s'est maintenu jusqu'en décembre 2022, où l'indice n'a augmenté que de 9,7 % par rapport à l'année précédente. En moyenne sur l'année, cet indice a évolué de 41,8 % en 2022 contre 60,2 % en 2021.

Par ailleurs, sur le marché de l'énergie, après avoir enregistré une hausse importante en 2021 (+67,4 % en termes annuels), le prix du pétrole brut<sup>6</sup> a augmenté de 40,6 % en 2022 pour s'établir en moyenne à 97,1 dollars le baril, un niveau sans précédent depuis huit ans.

**Graphique I.3: Évolution des indices des prix des matières premières (2010=100)**



Source : Banque mondiale

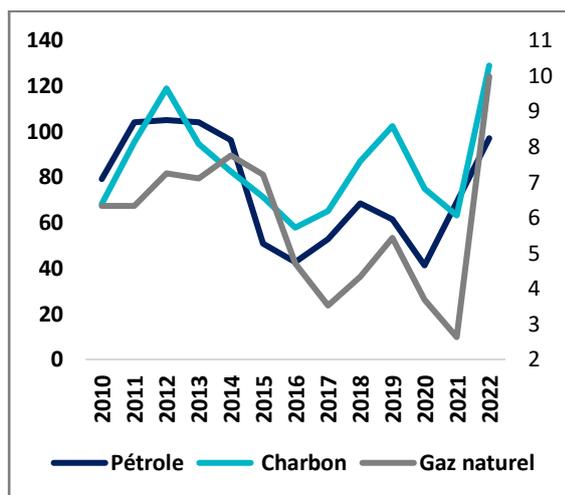
Il est à noter que le prix du baril est resté au-dessus de la barre des 100 dollars pendant cinq mois en 2022, de mars à juillet, conséquence du conflit en Ukraine. A partir du mois d'août 2022, les prix du pétrole ont connu une baisse due en partie à la reprise des exportations russes, qui ont été réorientées vers la Chine et l'Inde après une baisse des exportations vers

<sup>5</sup> Banque mondiale

<sup>6</sup> Moyenne des prix du Brent, WTI et Dubai Fateh.

l'Occident. Les cours du pétrole brut ont ainsi atteint 78,1 dollars le baril en fin d'année, en raison notamment des craintes d'une récession mondiale.

**Graphique I.4: Évolution des prix du pétrole (en \$/baril), du charbon (en \$/mt) et du gaz naturel (en \$/mbtu, échelle de droite)**



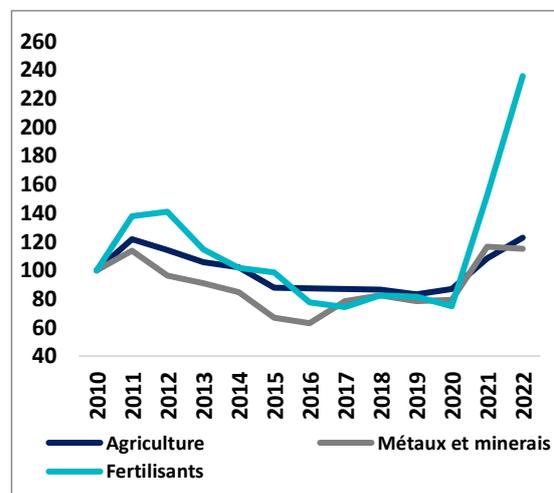
Source : Banque mondiale

Les cours du gaz naturel ont décéléré de plus que la moitié affichant une augmentation de 115,5 % en moyenne en 2022, contre une plus grande hausse de 187,2 % en 2021. Cependant, les prix du charbon ont augmenté de 127 % en moyenne en 2022, dépassant de presque un quart son niveau de 2021.

Hors énergie, les cours des produits agricoles ont augmenté de 30,3 % en 2022 contre une hausse de 24,4 % en 2021, atteignant des niveaux historiquement élevés.<sup>7</sup> La plupart des prix des produits agricoles ont largement dépassé leurs niveaux pré-pandémique. Parmi les principaux produits alimentaires, le blé a connu la plus forte augmentation (36,0 %), suivi du maïs (22,8 %), du café (+21,9 %) et du soja (15,8 %). En revanche, les prix du riz ont baissé de 5,6 %.

<sup>7</sup> En 2022, l'indice des produits agricoles a atteint 122,75. Historiquement, le deuxième plus haut

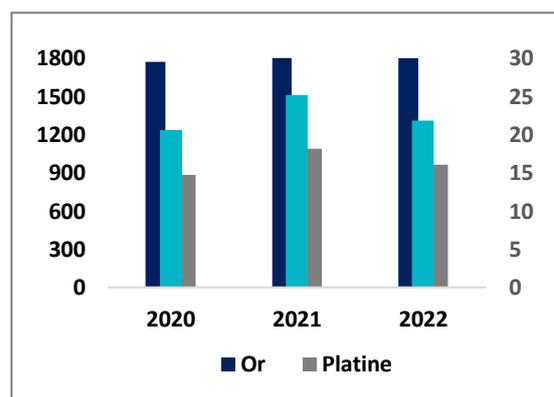
**Graphique I.5: Évolution des indices des prix des produits non énergétiques (2010=100)**



Source : Banque mondiale

En 2022, l'indice des prix des métaux et minerais a augmenté de 48,6 % par rapport à celui de 2021, bien que la variation soit en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à celle enregistrée entre 2021 et 2020, à savoir 47,1 %.

**Graphique I.6 : Évolution des prix des métaux précieux: or, platine, et argent (échelle de droite) (en \$/once troy)**



Source : Banque mondiale

Les prix de la moitié des métaux de base ont connu une baisse, il s'agit de minerai de fer de 25,0 %, de cuivre de 5,3 %, l'étain de 3,1 %, et

niveau a été repéré en 2011 avec 121,52.

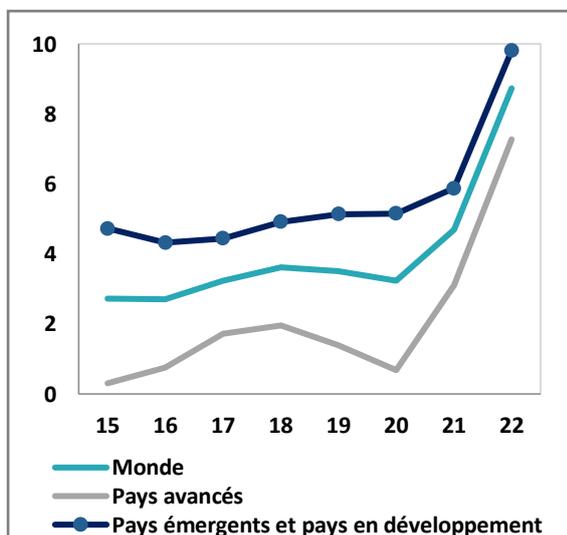
le plomb de 2,3 %. En revanche, les prix du nickel, de l'aluminium et du zinc ont connu des hausses respectives de 39,9 %, 9,4 %, et 15,9 %.

Les prix des métaux précieux ont connu une baisse de 2,4 % en raison de la baisse des prix de l'argent de 13,4 % et du platine de 11,9 %. En revanche, les prix de l'or se sont stabilisés avec une variation de seulement 0,1 % en 2022.

### 1.3 INFLATION

En 2022, l'inflation mondiale a atteint 8,7 % contre 4,7 % en 2021, soit une hausse de 4 points de pourcentage. Cette hausse s'explique principalement par les répercussions du conflit russo-ukrainien, notamment la hausse des prix de l'énergie, des céréales et des denrées alimentaires.<sup>8</sup>

**Graphique I.7 : Évolution de l'inflation dans le monde (en %)**

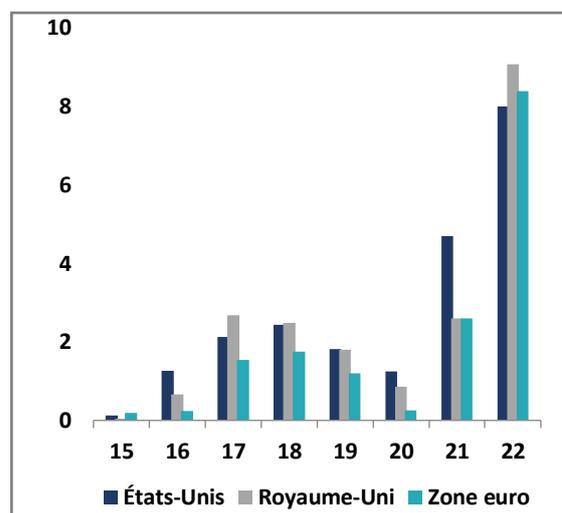


Source : FMI

En moyenne sur l'année, l'inflation aux États-Unis a atteint un taux de 8 % en 2022, contre un taux de 4,7 % en 2021. En glissement annuel, l'inflation a connu une tendance à la hausse tout au long de l'année 2022 avec des variations

assez significatives. En effet, le taux d'inflation est passé de 7,5% en janvier 2022 à 9,1% en juin 2022 ; son niveau le plus élevé de l'année, pour se situer à 6,5 % en décembre 2022. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'indice des prix à la consommation en excluant les produits énergétiques et alimentaires, a enregistré une hausse de 5,7 % en décembre 2022, son plus bas niveau depuis juin 2022 (6,6 %).

**Graphique I.8 : Évolution de l'inflation aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro (en %)**



Source : FMI

L'inflation dans la zone euro a connu une augmentation constante tout au long de l'année 2022. Elle était de 5,1 % en janvier 2022 puis a atteint son niveau le plus élevé en octobre 2022, où elle a enregistré un taux de 10,6 %. L'inflation en décembre a enregistré une légère baisse pour atteindre 9,2 % en décembre 2022. En moyenne sur l'année, l'inflation a atteint 8,4 % en 2022, contre un taux de 2,6 % en 2021. L'inflation sous-jacente s'est accrue de 5,2 % en fin d'année 2022. Par pays, le taux d'inflation annuel en Allemagne a été de 8,1 % en glissement annuel en décembre 2022, un plus

<sup>8</sup> Source : FMI.

Tableau I.2 : Inflation dans le monde (en %)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Monde</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>4,7</b>	<b>8,7</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>
États-Unis	2,1	2,4	1,8	1,3	4,7	8,0
Zone euro	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4
Allemagne	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	8,7
France	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	5,9
Italie	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	8,7
Espagne	2,0	1,7	0,7	-0,3	3,0	8,3
Japon	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5
Royaume-Uni	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	9,1
Canada	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	6,8
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>	<b>9,8</b>
Chine	1,6	2,1	2,9	2,5	0,9	1,9
Inde	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,7
Russie	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	13,8
Turquie	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	72,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>6,3</b>	<b>6,6</b>	<b>7,7</b>	<b>6,4</b>	<b>9,8</b>	<b>14,0</b>
Brésil	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	9,3
Mexique	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	7,9
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>6,9</b>	<b>9,8</b>	<b>7,8</b>	<b>10,4</b>	<b>12,8</b>	<b>14,3</b>
Arabie Saoudite	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,5
Égypte	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	8,5
Tunisie	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,3

Source : FMI (Inflation en moyenne annuelle)

bas niveau en une année. Le rythme d'inflation annuelle s'est établi à 8,7 % contre 3,2 % en 2021. En France, le taux moyen d'inflation a atteint 5,9% en 2022, contre un taux de 2,1% en 2021.

Au Canada, le taux d'inflation moyen est passé de 3,4 % en 2021 à 6,8 % en 2022. Quant au

Royaume-Uni, l'inflation était de 9,1 % en 2022, soit une augmentation de 6,5 points de pourcentage par rapport à l'année 2021.

En moyenne sur l'année, l'inflation au Japon a atteint un taux de 2,5 % en 2022 contre une déflation de 0,2 % en 2021. En glissement annuel, l'inflation a connu une hausse

progressive durant l'année 2022. Après une baisse de 0,3 point de pourcentage en janvier 2022 par rapport à décembre 2021, soit un taux de 0,5 % en janvier 2022, l'inflation a maintenu un rythme à la hausse et a atteint un taux de 4 % en décembre 2022 ; le taux d'inflation le plus élevé que le pays a enregistré depuis décembre 1981.

L'inflation en moyenne annuelle au Brésil a atteint 9,3 % en 2022 contre 8,3 % en 2021. En glissement annuel, l'inflation en Chine a connu une tendance globale à la hausse tout au long de l'année 2022, passant de 1,5 % en décembre 2021, puis à 0,9 % en janvier 2022 avec un pic de 2,8 % en septembre 2022. Une hausse attribuable en partie à la reprise économique post pandémie et une hausse des prix des matières premières, ainsi qu'à une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, ce qui a entraîné une augmentation des coûts de production. Cependant, à partir d'octobre 2022, l'inflation a montré des signes de ralentissement, avec une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à septembre 2022. En

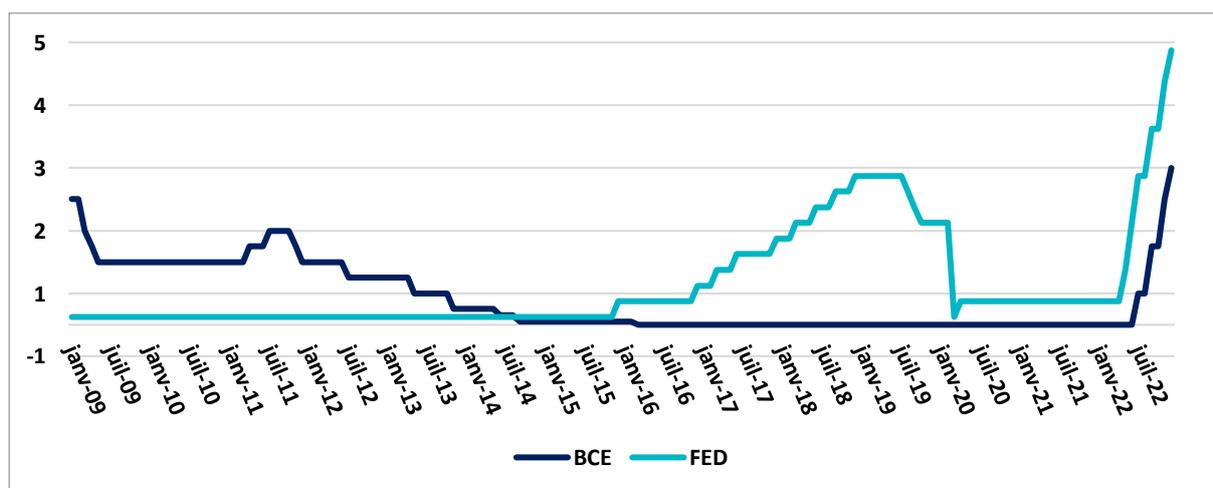
novembre et décembre 2022, l'inflation est restée relativement stable, avec des taux de 1,6 % et 1,8 % respectivement. L'inflation en moyenne annuelle a également enregistré des hausses en Russie et en Afrique du Sud qui affichaient des taux respectifs de 13,8 % et de 6,9 % en 2022 contre 6,7 % et 4,6 % en 2021. En Inde, l'inflation en 2022 s'est établie à 6,7 % contre 5,5 % une année auparavant.

#### I.4 POLITIQUES MONÉTAIRES

L'inflation enregistrée à des niveaux record en 2022 a amené la majorité des banques centrales à ajuster leurs politiques monétaires selon la conjoncture interne de chaque pays ou zone monétaire, et passer d'une politique monétaire accommodante à une politique monétaire restrictive.

À cet effet, la Fed a relevé son taux directeur durant l'année 2022. Elle a procédé à une première augmentation de 25 points de base en mars, puis une deuxième augmentation de 50

**Graphique I.9 : Taux directeur de la BCE et de la Fed (moyenne de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux) (en %)**



Source : Banque Centrale Européenne, Réserve Fédérale

**Tableau I.3 : Synthèse des actions d'un Benchmark de banques centrales**

	Variation du taux directeur en 2021 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2022 (en pdb)	Le taux directeur à décembre 2022 (%)
<b>Etats-Unis</b>	0	425	4,50
<b>Zone Euro</b>	0	250	2,50
<b>Royaume-Uni</b>	15	325	3,5
<b>Chine</b>	-5	-5	3,65
<b>Canada</b>	0	400	4,25
<b>Japon</b>	-0,6	-0,1	-0,022
<b>Russie</b>	500	200	7,5
<b>Inde</b>	0	225	6,25
<b>Brésil</b>	725	450	13,75
<b>Afrique du sud</b>	25	300	7
<b>Turquie</b>	-300	-500	9
<b>Mexique</b>	104	504	10,55
<b>Arabie saoudite</b>	0	400	4,5
<b>Egypte</b>	0	800	17,25

Source : Bloomberg

points de base en mai, suivi d'autres augmentations<sup>9</sup>, atteignant la fourchette [4,25 % - 4,5 %] en décembre 2022 contre [0 % - 0,25 %] une année auparavant, soit un niveau proche de celui d'avant la crise financière 2008.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a entrepris la même démarche en relevant les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 0,5 % contre 0 % le 27 juillet 2022. La facilité de prêt marginal a augmenté de 50 points de base pour atteindre 0,75 %, tandis que les facilités de dépôt sont passées de négatives à zéro. Le 14 septembre 2022, la BCE a relevé les taux d'intérêt de la facilité de refinancement principale de la facilité de prêt

<sup>9</sup> 75 pdb en juin, 75 pdb en juillet, 75 pdb en septembre, 75 pdb en novembre et 50 pdb en décembre.

sur marge et de la facilité de dépôt respectivement à 1,25 %, 1,5 % et 0,75 %. Le 21 décembre 2022, ces taux ont été augmentés de 50 points de base, portant les taux à 2,50 %, 2,75 % et 2,00 % à fin décembre.<sup>10</sup>

La Banque d'Angleterre a suivi la même politique que la Fed, avec deux hausses de 25 points de base en février puis 50 points de base en mai 2022, atteignant 3,5 % en décembre 2022 contre 0,25 % en décembre 2021.

En revanche, la Banque du Japon, la Banque Populaire de Chine et la Banque Centrale de la République de Turquie ont maintenu une politique monétaire accommodante en baissant

<sup>10</sup> Source : BCE

leurs taux directeurs respectifs de 0,1, de 5 et de 500 points de base en 2022.

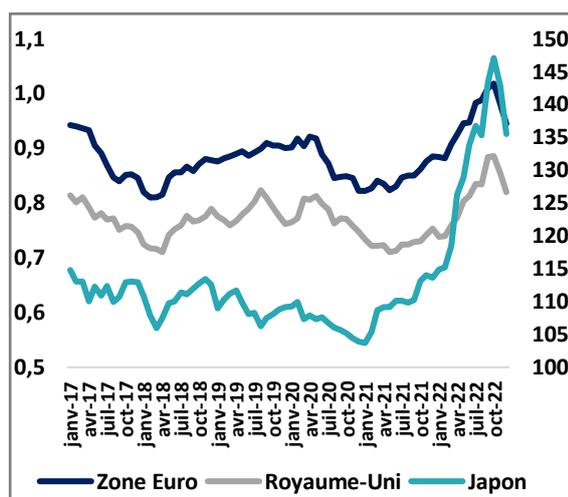
### 1.5 MARCHÉ DES CHANGES

L'année 2022 a été marquée par une forte appréciation du dollar américain par rapport aux principales devises mondiales corrélativement à la hausse des taux directeurs américains. Après des mois d'appréciation, le dollar a atteint un sommet historique en septembre 2022. Cette tendance s'est reflétée dans l'indice USD<sup>11</sup>, qui a enregistré une hausse de 8,207 %.

Le yen japonais a également perdu de sa valeur passant de 109,754 JPY pour 1 USD en 2021 à 131,498 JPY pour 1 USD en 2022, soit une dépréciation de 19,8 %.

Pour les pays émergents, le yuan chinois c'est déprécié de 4,3 %, s'établissant à 0,14843 USD en 2022 contre 0,15506 USD en 2021. Aussi, La Roupie indienne s'est, quant à elle, dépréciée par rapport au dollar de 6,0 %. En revanche, le rouble russe a connu une appréciation de 7,5 % en 2022, passant de 0,01358 USD en 2021 à 0,01460 USD en 2022.

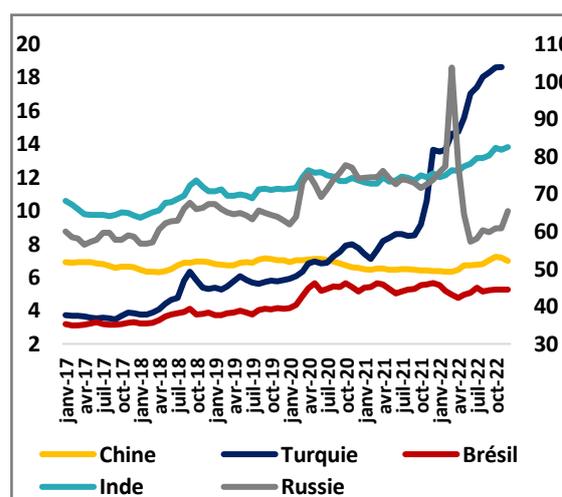
**Graphique I.10 : Évolution des devises des principales économies avancées exprimées en dollars américains (Japon: échelle de droite)**



Source : FMI

En ce qui concerne les autres devises, l'euro a subi une importante dépréciation par rapport au dollar, passant de 1,183 USD en 2021 à 1,053 USD en 2022, soit une dépréciation de 11%. La livre sterling, quant à elle, a enregistré une chute de 10,4 % par rapport au dollar, atteignant une valeur de 1,233 USD en 2022 contre 1,375 USD en 2021.

**Graphique 1.11 : Évolution des devises des principales économies émergentes exprimées en dollars américains (Inde et Russie: échelle de droite)**



Source : FMI

livre sterling, le dollar canadien, le franc suisse et la couronne suédoise.

<sup>11</sup> US Dollar Index est un indicateur qui représente la valeur du dollar américain par rapport à six autres devises, à savoir, l'euro, le yen japonais, la



## CHAPITRE II



# ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE



## CHAPITRE II : ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE

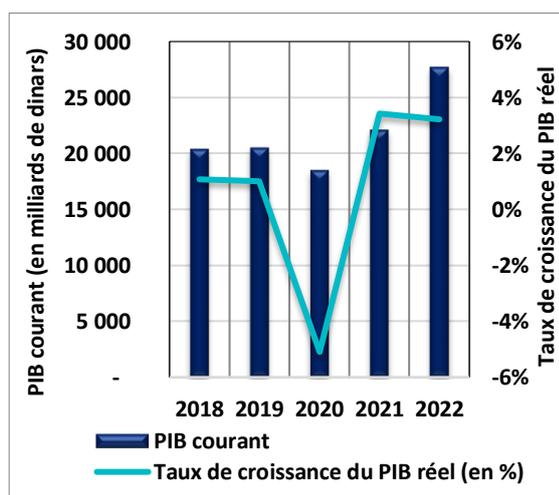
**3,2 % (2022)**

**3,4 % (2021)**

### Taux de croissance du PIB en volume

Après une forte récession de 5,1 % en 2020 suite au choc pandémique, la croissance économique nationale a rebondi à 3,4 % en 2021 et s'est établie à 3,2 % en 2022. Une performance reflétant une dynamique de l'activité économique dont les moteurs diffèrent de ceux de l'année précédente. En effet, si la reprise post-pandémique amorcée en 2021 était principalement tirée par le secteur des hydrocarbures, celle de 2022 provient essentiellement de la croissance des secteurs hors hydrocarbures.

**Graphique II.1 : Croissance et évolution du PIB**



Source : ONS

Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures a affiché une progression de 4,3 % en 2022 contre 2,3 % en 2021, tandis que celui des hydrocarbures a reculé de 0,6 % en

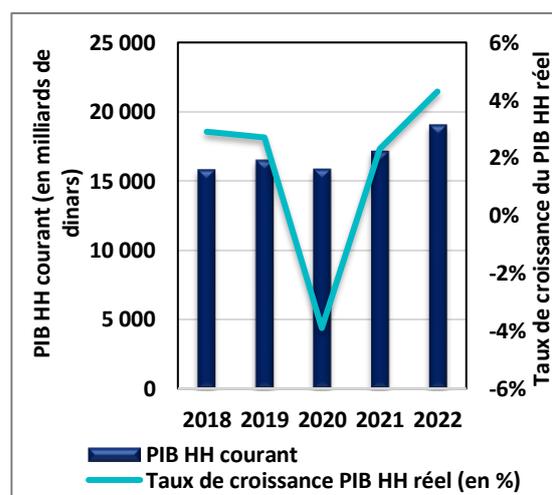
**4,3 % (2022)**

**2,3 % (2021)**

### Taux de croissance du PIBHH

2022 après une forte croissance de 10,5 % une année auparavant. La croissance totale en volume est de 3,2 % en 2022 contre 3,4 % en 2021. En valeur, le PIB a atteint 27 688,9 milliards de dinars.

**Graphique II.2 : Croissance et évolution du PIBHH**

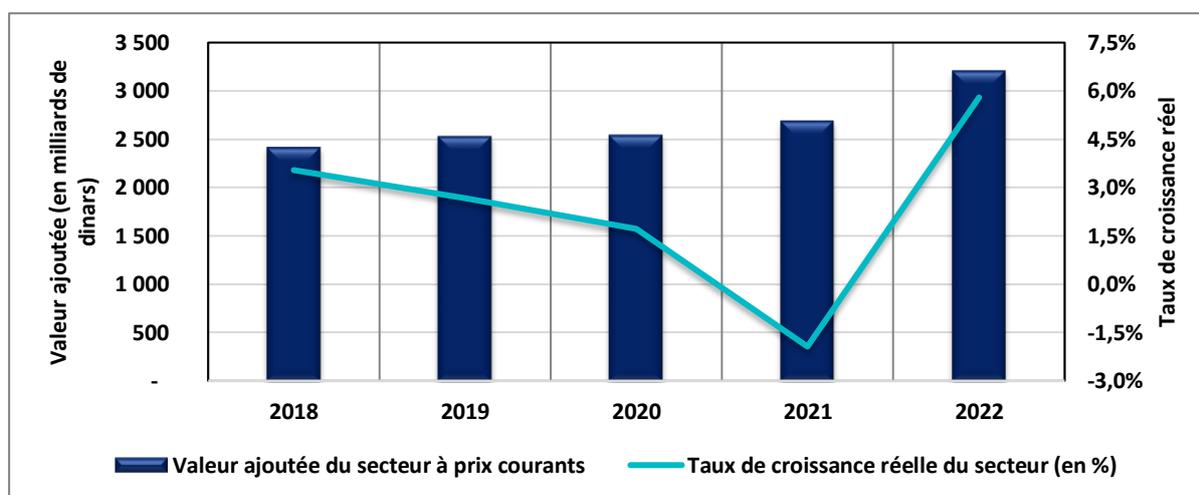


Source : ONS

### II. 1 Production et croissance

La croissance économique hors hydrocarbures progresse à un rythme très soutenu, en hausse de 2 points de pourcentage pour s'établir à 4,3 % en 2022 contre 2,3 % l'année précédente. Cette évolution est due à une hausse de la production de tous les secteurs et au rebond particulièrement marqué du secteur de l'agriculture, sous l'effet de l'augmentation de la production céréalière après la sécheresse de 2021.

Graphique II.3 : Croissance du secteur agricole<sup>12</sup>



Source : ONS

### II.1.1 – La production agricole

La production agricole a affiché des résultats fortement appréciables en 2022 représentant 11,6 % du PIB courant, et enregistrant une croissance de 5,8 % contre une baisse de 1,9 % en 2021.

Sous l'effet des conditions météorologiques favorables, la croissance de la production céréalière a sensiblement augmenté de 51,4 % en 2022, après une forte contraction de 37 % une année auparavant, soit une production de 41,9 millions de quintaux en 2022 contre 27,6 millions de quintaux en 2021. L'augmentation de la production a concerné toutes les filières céréalières : la récolte de blé des deux variétés dur et tendre a augmenté substantiellement de 39,4 % et de 41,6 % respectivement, au même titre que la production d'orge et d'avoine qui a suivi la même tendance, enregistrant une croissance de 98,8 % et de 28,9 % respectivement.

Après avoir fortement reculé en 2021 (-34,7 %), la croissance de la production oléicole a accusé

une reprise enregistrant une hausse de 30,3% en 2022 pour atteindre 9,2 millions de quintaux.

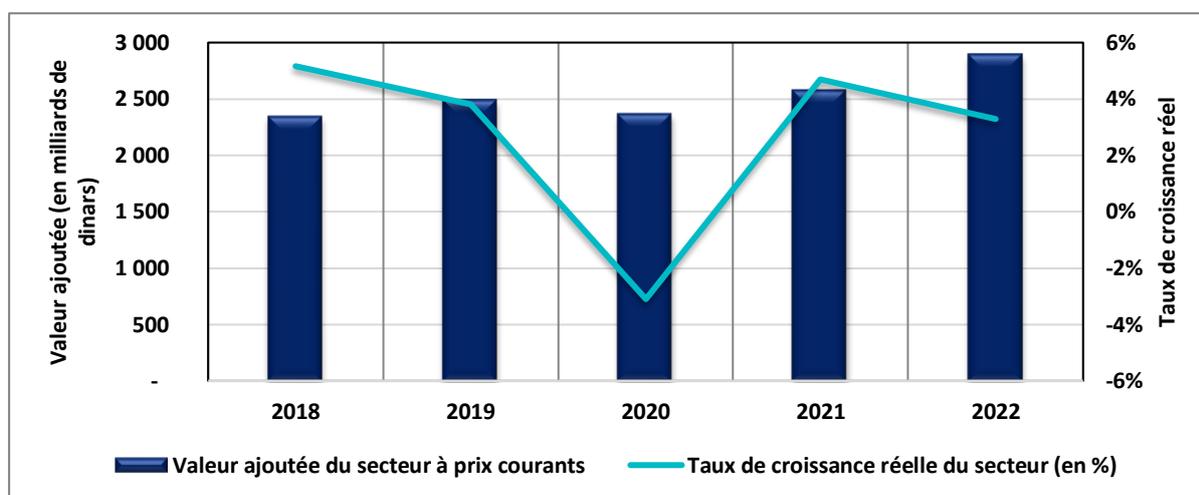
Cette même tendance est observée pour la filière viticole et agrumes. En effet, la production des agrumes a rebondi de 7,5 % contre une baisse de 3,25 % l'année précédente. La filière viticulture a, quant à elle, enregistré une croissance appréciable de sa production de 9,3% mais en nette décélération par rapport à l'année précédente.

En revanche, les cultures maraichères, qui constituent l'une des principales cultures de la production agricole en Algérie, ont vu leur valeur ajoutée en volume baisser à 135,6 millions de quintaux en 2022 contre 146,3 millions de quintaux en 2021, soit une baisse significative de 7,3 %. Ceci s'explique principalement par la baisse de la production des pommes de terre de 11,6 % et celle des oignons de 11,3 % contre une croissance notable de la production de l'ail de 29,1 %.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Incluant pêche et sylviculture.

<sup>13</sup> Données Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, transmises le 17/05/2023.

Graphique II.4 : Croissance du secteur du BTPH y compris STPP



Source : ONS

En volume, la production de pommes de terre a atteint 38,5 millions de quintaux en 2022, celle de l'oignon a atteint 15,2 millions de quintaux contre 43,6 et 17,1 millions de quintaux respectivement par rapport à la campagne 2021. Après quatre années de croissance soutenue, la production de la tomate industrielle a enregistré une baisse importante de 14,1 % en 2022 contre une forte croissance de 20,3 % une année auparavant.

Aussi, la production animale en volume s'est repliée accusant une baisse sensible pour les viandes rouges de (4,2 %), de 6,7 % pour la production du lait, et de 7,4 % pour les œufs. Le recul est particulièrement marqué pour la production de laine (33,5 %), celle du miel (14,7 %), et celle des viandes blanches (12,5 %).

### II.1.2 – Le bâtiment et les travaux publics (BTPH)

La valeur ajoutée en volume du BTPH a accusé une légère baisse en 2022 enregistrant une croissance de 3,3 % contre 4,7 % l'année précédente. Par ailleurs, la part de ce secteur

dans le PIB courant s'élève à 10,5 % en 2022 contre 11,2 % en 2021.

Les livraisons de logements ont atteint 245 000 unités en 2022 contre 226 900 unités en 2021. Une progression qui a concerné plus particulièrement la catégorie de logements aidés et la catégorie de logements promotionnels libres : les livraisons de logements aidés ont augmenté de 32 % contre 11,4 % en 2021, et celles de la catégorie de logements promotionnels libres de 39,1 % contre 8,47 % en 2021.<sup>14</sup>

Par ailleurs, les livraisons de logements promotionnels publics et logements sociaux ont été de 5 000 unités pour le promotionnel public, et de 24 600 pour les logements sociaux en 2022. Celles de la catégorie auto-construction ont, quant à elles, été de 4 800 unités.<sup>15</sup>

### II.1.3 – Services marchands et non marchands

La valeur ajoutée du secteur des services a atteint 9 838,6 milliards de dinars en 2022 contre 9 065,9 milliards de dinars en 2021. La part des services est de 35,5 % du PIB et 51,6 %

<sup>14</sup> Données Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, transmises le 16/03/2023.

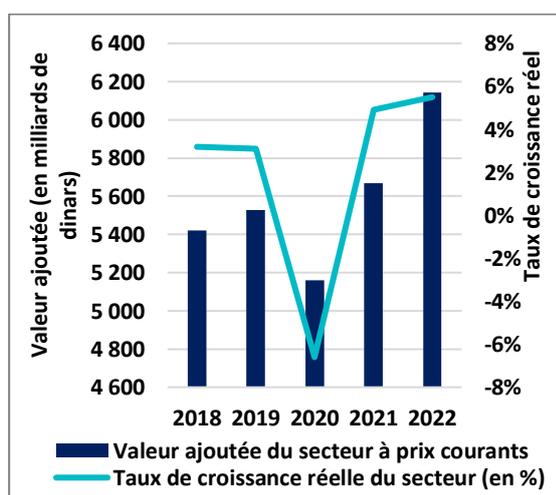
<sup>15</sup> Idem.

du PIB hors hydrocarbures en 2022 contre 41,06 % et 52,8 % respectivement en 2021.

Les services marchands ont enregistré une croissance de 5,5 % en 2022 contre 4,9 % en 2021 ; une progression traduisant une reprise post-pandémique soutenue de ce secteur. Cette dernière a été tirée par la croissance de la majorité des branches des services marchands, notamment celles des « Transport et Communication », « Hôtels Cafés Restaurants », et « Services fournis aux entreprises » dont la croissance a augmenté respectivement de 4,1 %, 30,1 %, et 4,5 % en 2022 contre 3,7 %, 15,2 %, et de 2,1 % en 2021.

Ces évolutions ont amené la valeur ajoutée des services marchands en 2022 à 6 142,7 milliards de dinars contre 5 667,8 milliards de dinars en 2021, représentant ainsi une part de 22,2 % du PIB global et de 32,2 % du PIB hors hydrocarbures.

**Graphique II.5: Croissance du secteur des services marchands**



Source : ONS

Les services non marchands ont également connu une évolution positive en 2022, notamment en raison de l'accroissement des dépenses de l'État, enregistrant un taux de

croissance de 2,8 % contre 1,5 % en 2021. La valeur ajoutée de ces services est de 3 695,9 milliards de dinars en 2022 contre 3 398,1 milliards de dinars en 2021. La part des services non marchands est de 14,32 % du PIB et de 19,38 % du PIB hors hydrocarbures en 2022 contre 15,39 % et 19,79 % respectivement en 2021.

**Graphique II.6: Croissance du secteur des services non marchands**

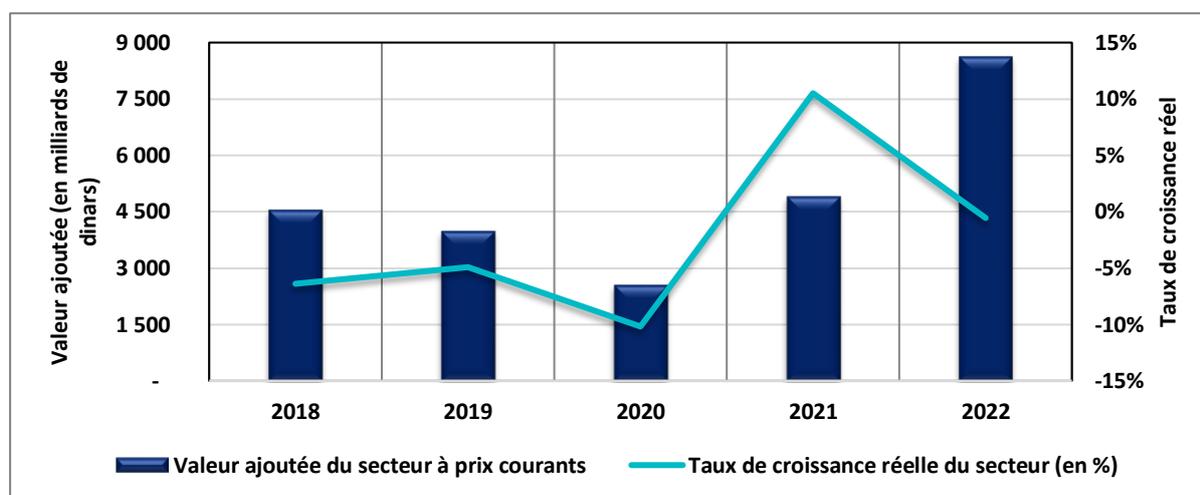


Source : ONS

## II.1.4 – Les hydrocarbures

Après les rebonds notables de la production et des exportations des hydrocarbures, respectivement, de 10,5 % et de 10,6 % en 2021, la valeur ajoutée en volume du secteur des hydrocarbures s'est quelque peu essouffée en 2022. En effet, ce secteur a connu une contraction passant de 10,5 % en 2021 à (-0,6%) en 2022. Aux prix courants, la valeur ajoutée du secteur s'établit à 8 617,4 milliards de dinars contre 4 912,1 milliards de dinars en 2021, correspondant à une progression significative de 75,4 %. Ceci reflète l'augmentation des prix des hydrocarbures qui a compensé, dans une large mesure, la baisse des volumes. La part de ce secteur dans le PIB s'est établie à 31,12 % en 2022 contre 22,24 % l'année précédente.

Graphique II.7 : Croissance du secteur des hydrocarbures



Source : ONS

L'augmentation des cours de l'énergie a permis à l'économie nationale d'améliorer sensiblement ses exportations d'hydrocarbures liquides et gazeux, lesquelles recettes ont atteint 59,5 milliards de dollars en 2022 contre 34,1 milliards de dollars une année auparavant, soit une progression de 74,5 %.

La hausse des revenus issus des exportations des hydrocarbures liquides et gazeux découle exclusivement de la hausse des prix sous l'effet des tensions sur les marchés de l'énergie. En effet, les prix moyens des hydrocarbures exportés ont augmenté de 42,6 % pour le pétrole brut, passant de 72,7 dollars en 2021 à 103,7 dollars en 2022 et ceux du gaz naturel ont progressé de 179 % passant de 5,2 dollars en 2021 à 14,5 dollars le million de BTU en 2022.

En revanche, les quantités d'hydrocarbures exportées, en tonne équivalent pétrole (TEP), ont baissé de 2,5 % en 2022. Cette baisse est expliquée essentiellement par la baisse importante des exportations des hydrocarbures gazeux (-9,1 %), et ce, malgré l'augmentation des exportations des hydrocarbures liquides (+5,3 %).

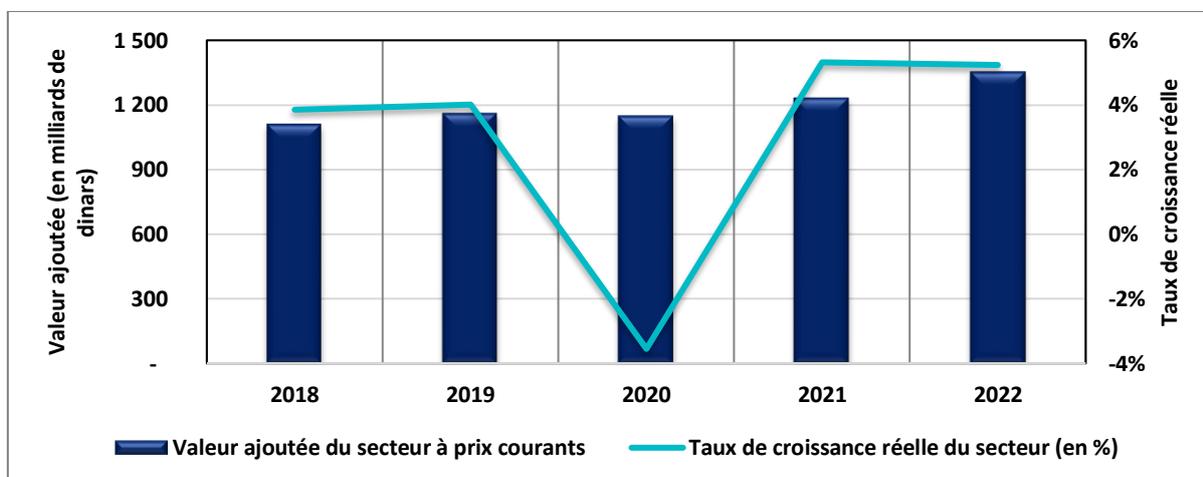
### II.1.5 – L'industrie

La valeur ajoutée du secteur de l'industrie s'est établie à 1 354,1 milliards de dinars en 2022 contre 1 230,8 milliards de dinars en 2021, soit une hausse de 10,02 %. La part de ce secteur dans le PIB s'est établie à 4,9 % et sa part dans le PIB hors hydrocarbures à 7,10 % en 2022. Le taux de croissance en volume de l'industrie demeure quasiment stable, atteignant 5,2 % en 2022 contre 5,3 % l'année précédente.

Tous les secteurs de l'industrie ont connu des croissances positives à l'exception de la branche des industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Electroniques et Électriques (I.S.M.M.E.E) qui a accusé un recul de 0,5 % en 2022 contre une croissance de 11,2 % en 2021. La croissance de l'industrie a été principalement tirée par trois branches d'activité, à savoir ; « Cuir et Chaussures » (20,1% en 2022 contre 5,4 % en 2021), « Bois, Lièges et Papiers » (11 % en 2022 contre 2 % en 2021), et « Chimie, Caoutchouc, Plastique » (7,3 % en 2021 contre 3,5 % en 2021).

La croissance enregistrée dans les autres branches reste appréciable, néanmoins, en légère baisse pour la branche « eau et énergie »

Graphique II.8 : Croissance du secteur industriel



Source : ONS

qui est passée de 7,5 % en 2021 à 6,5 % 2022, et la branche des « industries agro-alimentaires » qui est passée de 5,6 % à 5,4 % sur la même période.

Totalisant 74 007 gigawatt-heures, les ventes d'électricité ont augmenté de 6,6 % en 2022, un rythme de croissance quasiment stable par rapport à l'année précédente. Les secteurs concernés par cette hausse de consommation sont les secteurs des entreprises (haute tension), avec une hausse de 8,4 % et celui des ménages

(basse tension) avec une augmentation de 6,8 %.<sup>16</sup>

Parallèlement, les ventes de gaz ont enregistré une forte augmentation en 2022 pour atteindre 8,32 % contre 6,46 % en 2021, en raison de la hausse de la consommation de la haute et basse pression respectivement de 6,04 % et de 9,72 %. Ainsi, les ventes de gaz se sont établies à 194,2 giga-thermie en 2022 contre 179,3 en 2021.<sup>17</sup>

<sup>16</sup> Données Ministère de l'Énergie et des Mines, transmises le 16/03/2023.

<sup>17</sup> Idem.

## CHAPITRE III



# ÉVOLUTION DES PRIX



## CHAPITRE III : ÉVOLUTION DES PRIX

En 2022, le rythme annuel moyen de progression de l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa forte accélération pour enregistrer des taux d'inflation les plus élevés de la décennie. Le rythme de hausse de l'indice national a atteint 9,70 % contre 7,23 % en 2021, et celui du Grand Alger a enregistré une inflation de 9,27 %.

Cette tendance inflationniste demeure toujours influencée, principalement, par la hausse des prix des produits alimentaires, qui sont de nature exogène. En 2022, ces prix ont enregistré une inflation de 13,4%, contribuant ainsi à hauteur de 64,4 % à l'inflation globale.

L'inflation annuelle moyenne des prix à la production industrielle publique est en nette accélération, progressant de 13,3 % en 2022 après une progression de 7,4 % une année auparavant. Celle des prix des industries manufacturières a progressé de 8,9 % en 2022, contre 7,8 % en 2021.

L'indice global des valeurs unitaires à l'importation (IVU<sup>18</sup>) a enregistré une inflation de 15,6 % en 2022 contre 22,6 % l'année précédente tirée par l'IVU des produits alimentaires et animaux vivants, qui a atteint un taux d'inflation annuel moyen de 32,6 % au cours de l'année sous revue plus grande que celle enregistrée l'année 2021 de 25,6 %.

Il est à rappeler que sur le marché mondial, l'année 2022 est caractérisée par une progression nette des cours des principaux produits alimentaires. L'indice annuel des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et

l'Agriculture a enregistré une valeur moyenne de 143,7 points, soit une hausse de 14,3 % en une année. A l'origine de cette augmentation, la hausse des cours de tous les groupes de produits alimentaires par rapport à l'année 2021, à savoir les produits laitiers de 19,5 %, les céréales de 17,9 %, les huiles végétales de 13,9 %, la viande de 10,3 % et le sucre de 4,7 %.

La tendance haussière des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import s'est poursuivie, enregistrant un taux d'inflation, en moyenne annuelle, de 15,55 % en 2022, contre 6,56 % en 2021. Il en est de même pour les prix des produits réglementés qui ont enregistré une augmentation au cours de l'année 2022, pour finir en moyenne annuelle, à 6,07 %, contre 5,7 % en 2021. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix des produits alimentaires réglementés, qui ont marqué une progression de 11,09 % contre une inflation de 10,05 % enregistrée l'année précédente, après deux années de déflation consécutives 0,4 % en 2020 et 0,1 % en 2019.

L'inflation fondamentale mesurée par l'indice hors produits agricoles frais a atteint 8,21 % en 2022 contre 5,97 % en 2021. Celle mesurée par l'indice hors produits agricoles frais et produits à prix réglementés s'est établie à 8,93 % en 2022 contre 6,07 % l'année précédente. Des taux inférieurs à l'inflation globale (9,27 %).

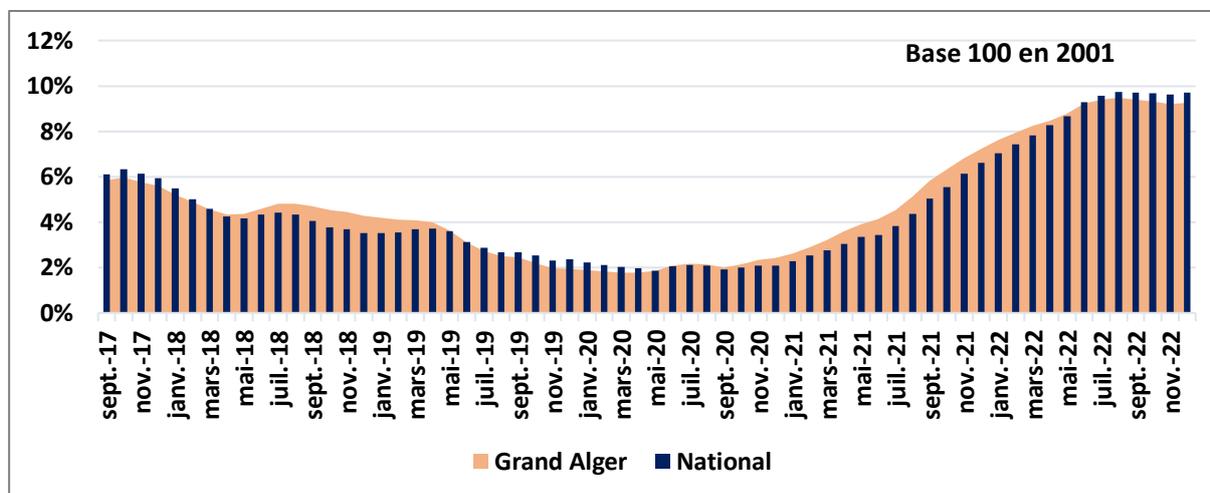
### III.1 - ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

#### III.1.1 - Prix à la consommation

En 2022, l'indice national des prix à la consommation a connu une nette accélération

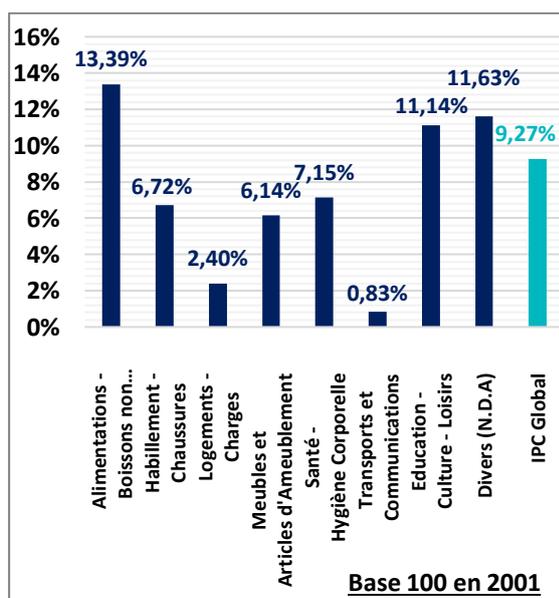
<sup>18</sup> IVU : indice national des valeurs unitaires à l'importation des marchandises (base 100 en 2011).

**Graphique III.1 : Inflation annuelle moyenne des prix à la consommation : National et Grand Alger**



sur une année. En effet, l'inflation a progressé de 9,70 % contre 6,62 % de l'année précédente, atteignant le même niveau du pic d'inflation enregistré en 2012 de 9,70 % en contexte similaire d'augmentation des prix à l'importation.

**Graphique III.2 : Inflation annuelle moyenne selon les groupes de produits en décembre 2022**

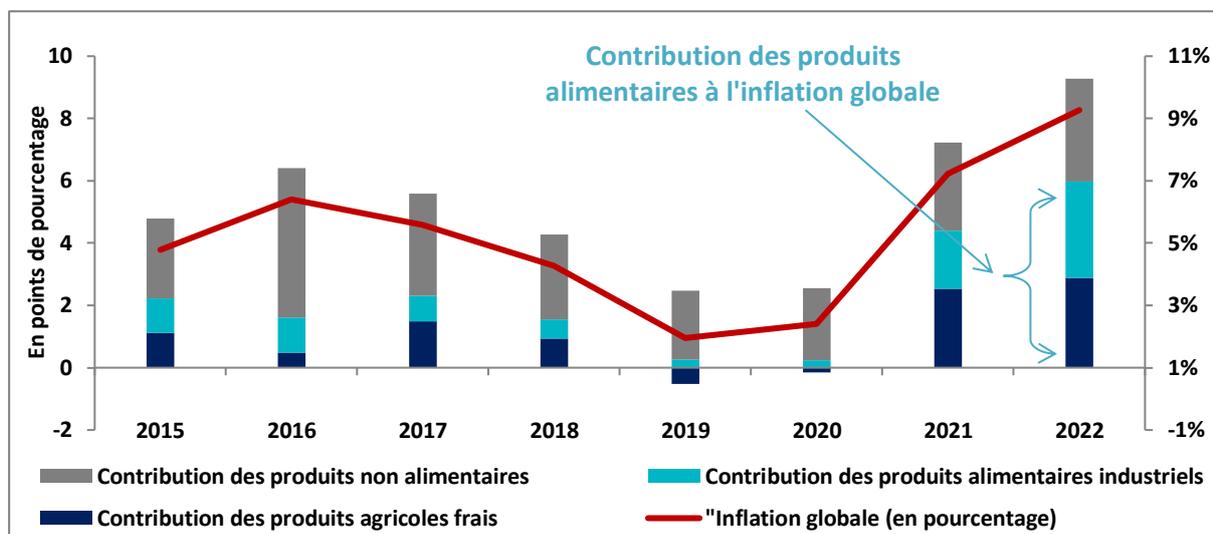


L'indice des prix à la consommation du Grand Alger a affiché la même tendance haussière, atteignant 9,27% contre 7,23 % en 2021.

En décomposant le panier de consommation par groupes de produits, le rythme moyen annuel d'inflation est caractérisé par l'accélération nette des prix de trois groupes, à savoir « alimentation et boissons non alcoolisées », « divers », et « éducation-culture loisirs », dont les taux respectifs ont été de 13,39 %, 11,6 %, et 11,14 % en 2022. Cependant, l'évolution des prix est de moindre ampleur pour les groupes de produits « logements-charges » de 2,40 %, « meubles et articles d'ameublement » de 6,14 %, « habillement et chaussures » de 6,72 %, suivi du groupe « santé et hygiène corporelle » avec un taux d'inflation de 7,15 %, à l'exception du groupe « transport et communication » qui a subi une désinflation de 0,8 % en 2022.

Par ailleurs, l'essentiel de l'inflation en moyenne annuelle est généré par les deux groupes de produits « alimentation et boissons non alcoolisées », et « divers », dont la contribution à l'inflation moyenne est de 80,19 %, sachant que leurs poids cumulés dans le panier de l'IPC est de 51,73 %.

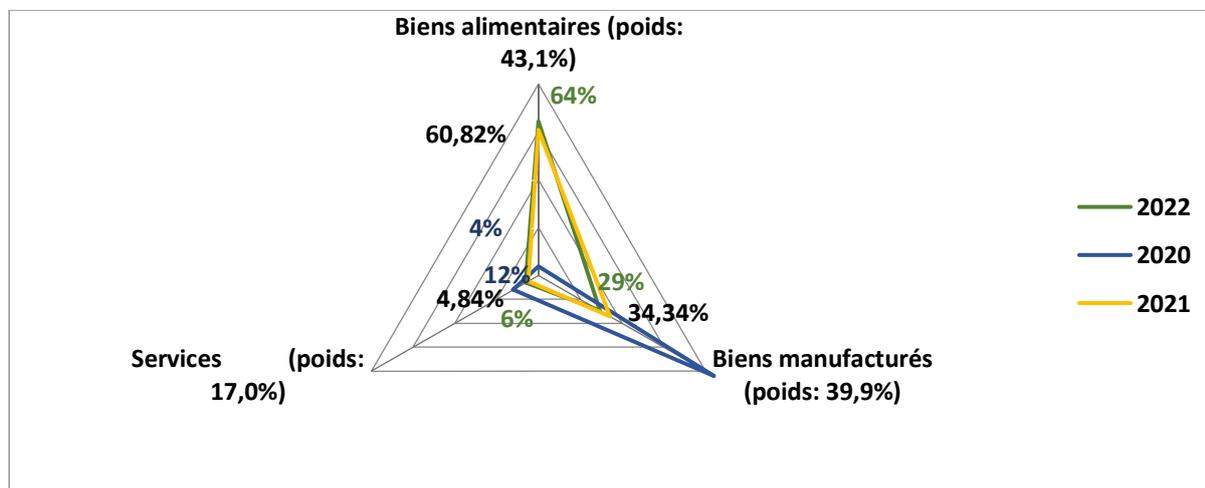
**Graphique III.3 : Contribution par catégories de produits à l'inflation globale**



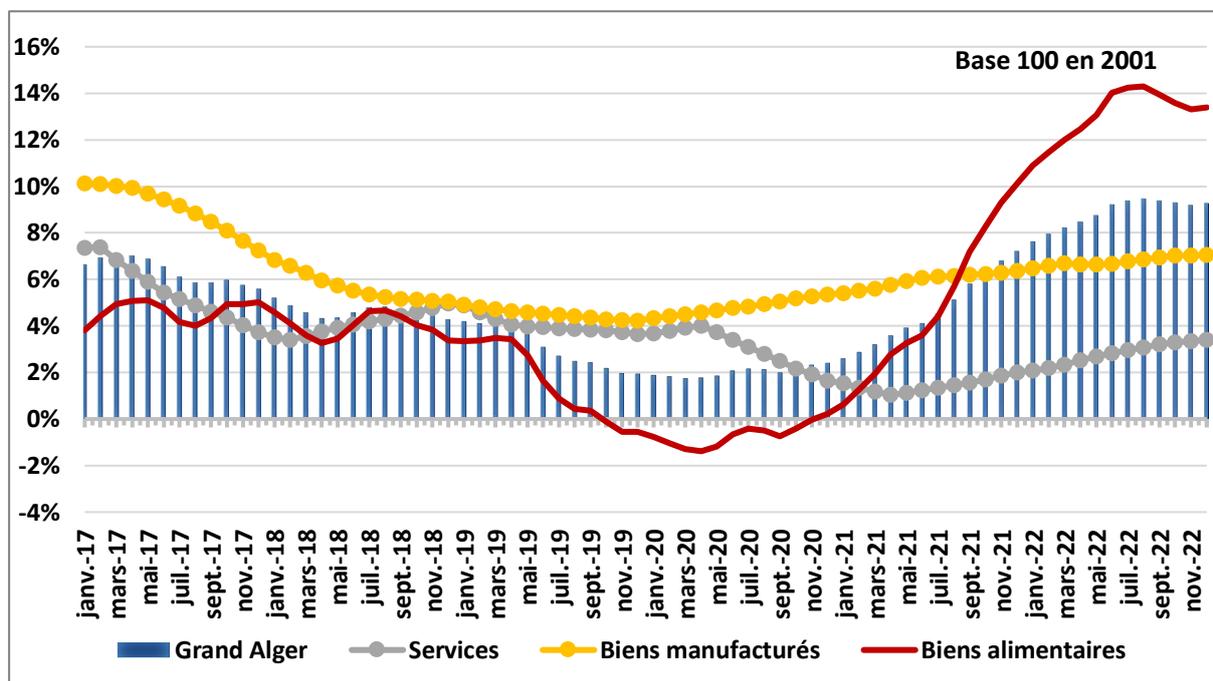
Par catégories de biens, les produits alimentaires continuent de contribuer fortement à l'évolution globale des prix et ce à hauteur de 64,41 % en 2022 contre 60,82 % en 2021. Cette forte contribution résulte de la hausse des prix des biens alimentaires de 13,38 % en 2022, contre 10,12 % l'année précédente, en lien avec la flambée des prix des produits agricoles frais qui a atteint un nouveau pic de 12,94 % en 2022 après celui enregistré en 2012 de 21,37 %, combinée à l'accroissement des prix des produits alimentaires industriels de 13,82 % au cours de l'année sous revue.

Les biens manufacturés, dont les prix ont augmenté de 7,05 %, ont généré 29,48 % de l'inflation globale en 2022, contre 34,34 % l'année précédente. Quant aux services, dont le poids relatif est de 16,98 % dans le panier de la consommation des ménages, ils ont contribué à hauteur de 6,12 % à l'inflation globale en 2022, contre une contribution de 4,84 % en 2021 reflétant un taux de croissance des prix de 3,40 % en 2022.

**Graphique III.4 : Contribution des catégories de biens à l'inflation annuelle moyenne**



Graphique III.5 : Inflation annuelle moyenne selon les catégories de biens

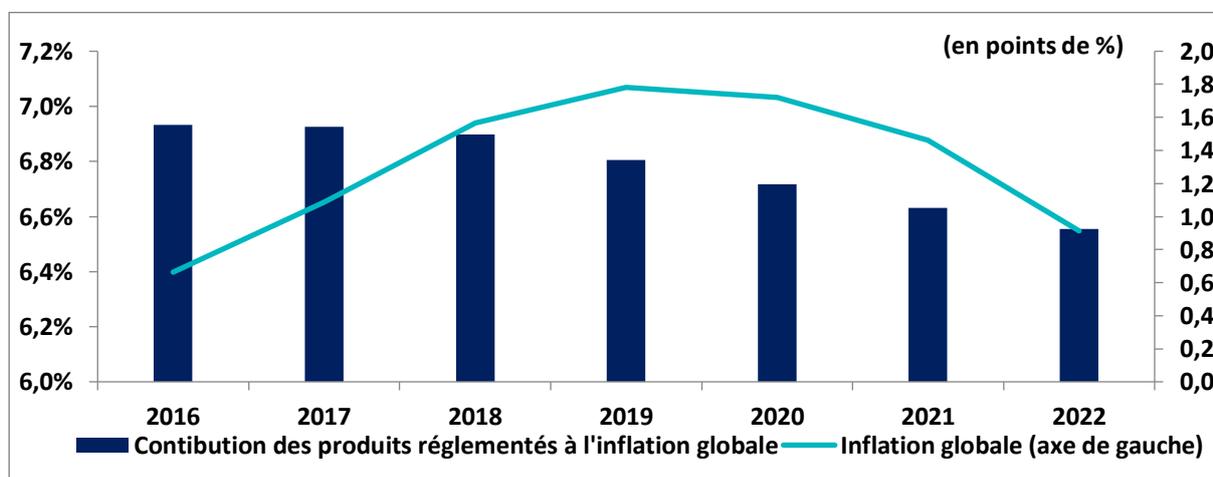


### III.1.2 – Inflation des prix des produits réglementés

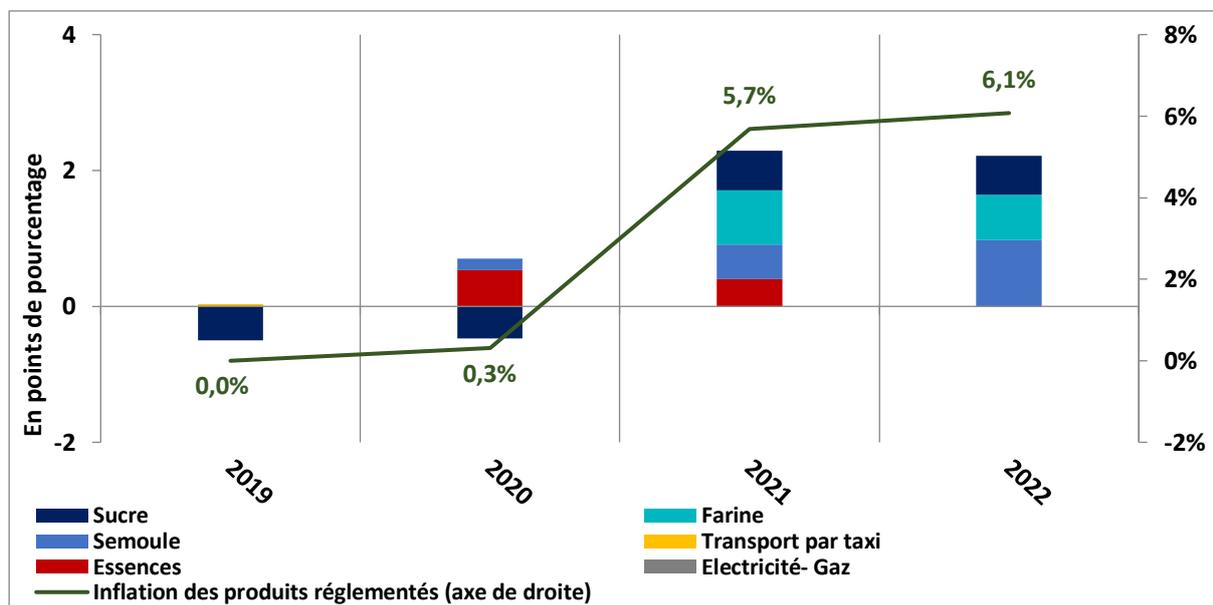
L'indice des prix des produits réglementés représente plus du quart de l'indice global (26,13 %) et se compose de quatorze (14) produits dont six (06) alimentaires. En moyenne annuelle, l'inflation des prix des produits règlementés a progressé de 6,07 % en 2022 contre un taux de 6,35 % enregistré en 2021.

Cette hausse a concerné cinq (5) produits alimentaires, les prix du pain ont progressé de 19,25 %, les prix des huiles végétales en hausse de 14,19 %, les prix de sucre ont augmenté de 10,83 % et ceux de la semoule de 8,68 %. De même, les prix de la farine ont progressé de 7,77 % en 2022, alors que les prix des produits règlementés non alimentaires sont restés stables.

Graphique III.6 : Contribution des produits réglementés à l'inflation globale



**Graphique III.7 : Contributions de quelques produits réglementés à l'inflation des produits réglementés**



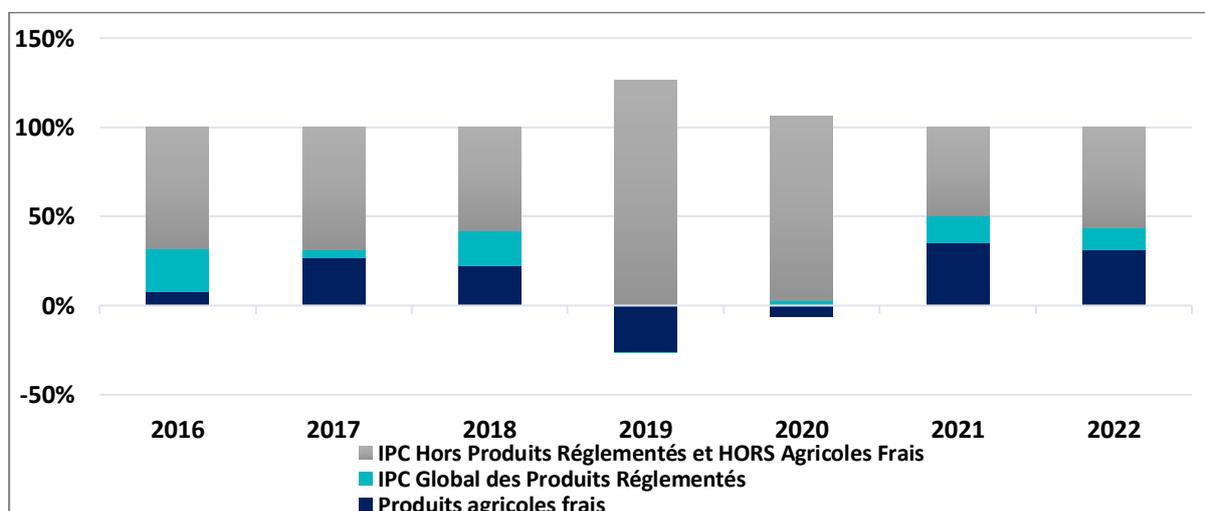
Il est à noter que même si ces prix n'ont pas été augmentés officiellement, le relevé effectif des prix par l'ONS auprès des points de ventes a relevé une augmentation réelle pratiquée par les commerçants.

agricoles frais, est de 8,21 %, et celle mesurée par l'indice des prix à la consommation excluant les produits agricoles frais et les produits à prix réglementés est de 8,93 %. Les deux mesures ayant évolué à un rythme inférieur à l'inflation globale de 9,27 % durant l'année 2022.

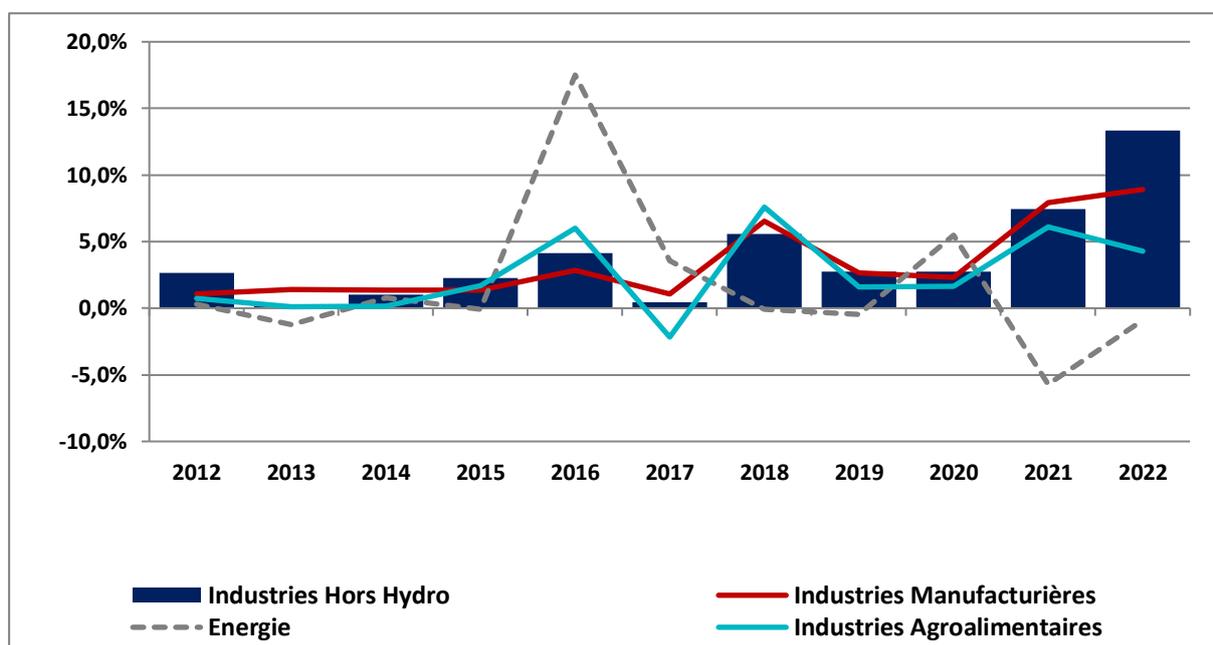
### III.1.3 – Inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente, calculée par l'indice global en moyenne annuelle hors produits

**Graphique III.8 : Contribution de l'inflation sous-jacente à l'inflation globale**



Graphique III.9 : Évolution des prix de l'industrie



### III.2 - PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PUBLIQUE

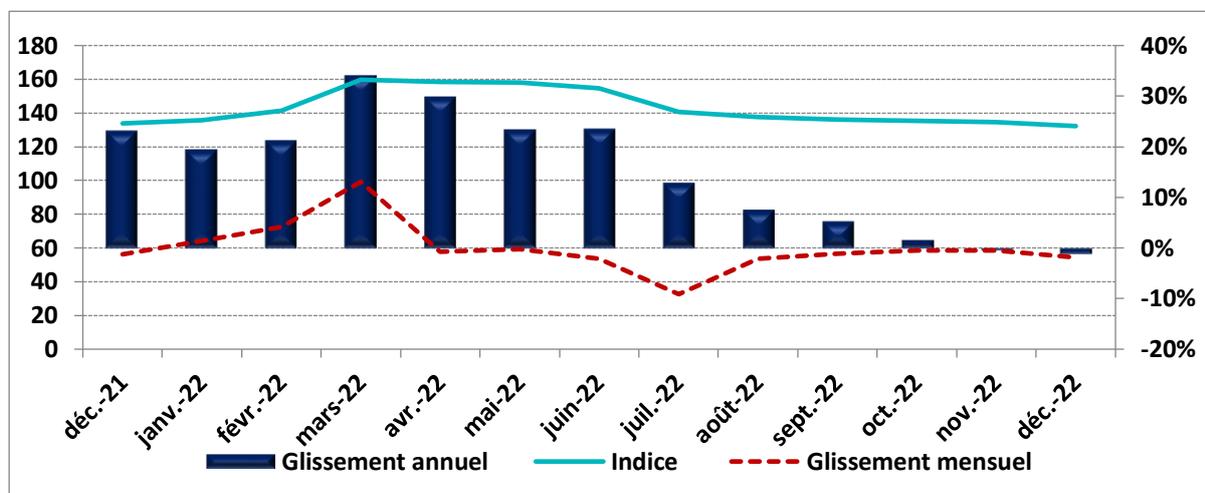
L'inflation annuelle moyenne des prix à la production industrielle du secteur public national a atteint un niveau de 13,3 % en 2022, portant ainsi l'indice (base 100 en 1989) à 1 785,1 points ; celui des industries manufacturières s'est établi à 1 648,9 points, en progression de 8,9 %. L'évolution en glissement annuel par secteurs d'activité s'est caractérisée par une nette accélération des prix à la production du secteur « Mines et Carrières », dont le taux de croissance est passé de 11,8 % à 95,9 % en une année.

L'inflation des prix du secteur « Industries Chimiques » s'est élevée à 18,6 % en 2022, contre 2,5 % en 2021. De même, les prix du secteur « Industries Sidérurgiques Métalliques, Mécaniques, Électriques et Électroniques (ISMME) » ont marqué une hausse de 13,6 % en 2022. Un accroissement des prix de 2,8 % a caractérisé le secteur « Industries Cuir et Chaussures ».

L'inflation annuelle moyenne du secteur « Industries Textiles » a enregistré un niveau de 8,4 % en 2022, contre 12,0 % en 2021. Aussi, les prix à la production du secteur « Agroalimentaire » ont augmenté de 4,3 % en 2022, contre un taux de 6,1 % en 2021. Enfin, le secteur « Bois, Liège et Papier » a enregistré une progression des prix de 4,7 % en 2022, après un rythme d'évolution stable de 0,7 % en 2021.

Deux secteurs d'activité ont été caractérisés par une évolution modérée de leurs prix, à savoir le secteur « Matériaux de Construction » de 1,2 % et le secteur « Industries Diverses » avec une augmentation de 0,4 % en 2022. En revanche, le secteur de l'énergie a enregistré une baisse des prix pour la deuxième année consécutive de 0,9 % en 2022, contre 5,7 % enregistrée une année auparavant.

Graphique III.10 : Indice FAO : Indice (ech. gauche) et glissements %



### III.3 - PRIX DES BIENS DE CONSOMMATION IMPORTES

#### III.3.1 – Évolution des cours mondiaux

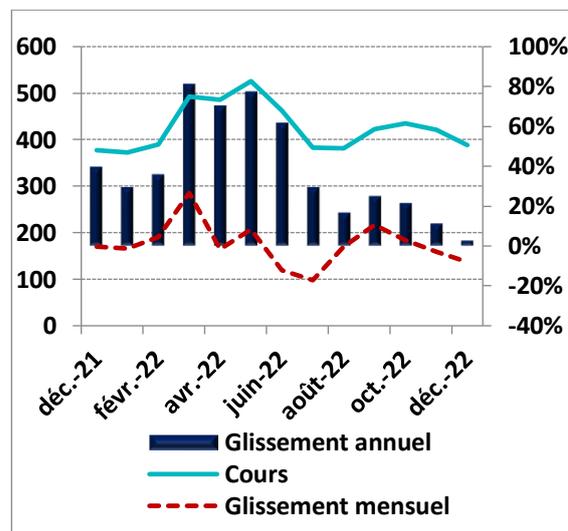
L'indice FAO<sup>19</sup> des prix des produits alimentaires, qui mesure la variation des cours internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés (sucre, huiles, céréales, produits laitiers, viande), s'est établi en moyenne à 143,7 points en 2022 (base 100 en 2014-2016), soit 14,29 % de plus que la valeur moyenne de 2021, atteignant un record absolu en mars avec 159,7 points. Pour l'ensemble de l'année 2022, l'Indice FAO des prix des céréales a atteint son plus haut niveau annuel depuis 2011 (142,2 en moyenne) et a été en moyenne 17,93 % plus élevé qu'en 2021.

Les prix des huiles végétales ont augmenté de 13,91 % par rapport à 2021, l'indice des prix du sucre s'est accru de 4,68 %, atteignant son plus haut niveau depuis 2016 (111,6 en 2016). Les prix de la viande étaient supérieurs de 10,37 % aux prix de l'année 2021 et les prix des produits laitiers ont progressé de 19,52 % par rapport à l'année 2021.

<sup>19</sup> L'indice FAO est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet le suivi des cours mondiaux de cinq principaux groupes de produits alimentaires, à savoir les céréales

La production céréalière mondiale a atteint 2 812,2 millions de tonnes sur la campagne 2021/2022. Elle a enregistré une baisse de 1,27 % en 2021/2022 après avoir enregistré une hausse de 2,32 % en 2020/2021.

Graphique III.11 : Blé USA : cours en dollar la tonne (ech. Gauche) et glissements %



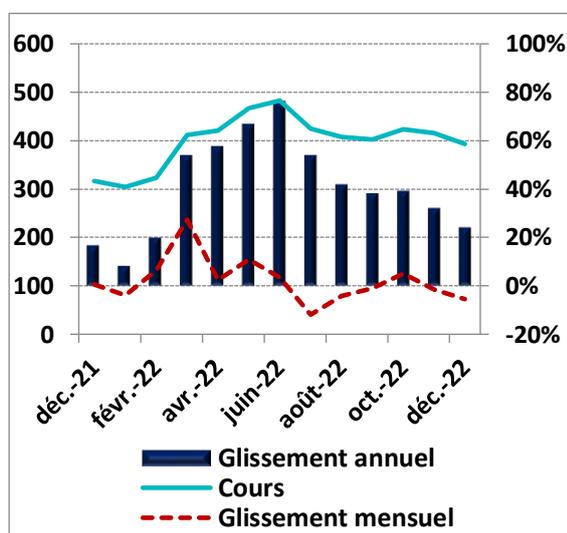
Concernant le blé, sa production s'est établie à 778,0 millions de tonnes, en croissance de

de base, les huiles végétales, les produits laitiers, la viande et le sucre.

0,36 % par rapport à la campagne 2020/2021. Ainsi, le cours annuel moyen du blé des États-Unis a atteint 430,02 dollars US la tonne en 2022, contre 315,75 dollars US en 2021, soit une hausse de 36,19 % en moyenne annuelle.

De même, le cours du blé d'Argentine a enregistré une progression annuelle de 42,13 % en 2022, portant le cours moyen à 406,38 dollars US la tonne en 2022, contre 285,92 dollars US l'année précédente.

**Graphique III.12 : Blé Argentine : cours en dollar tonne (ech.gauche) et glissements %**

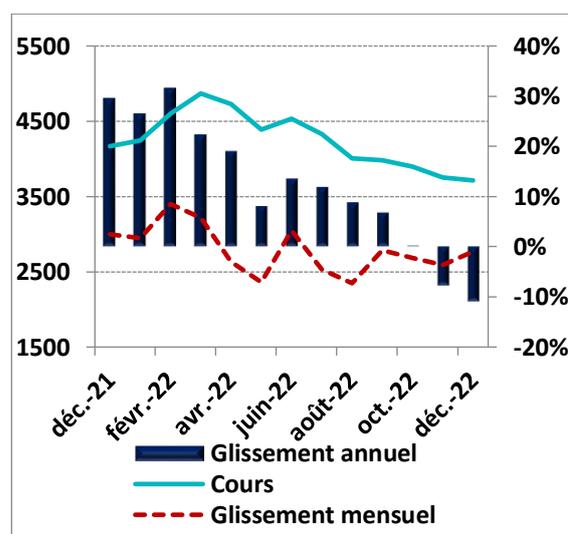


Sur l'ensemble de l'année, l'indice FAO des prix des huiles végétales a ainsi augmenté en moyenne de 13,91 % par rapport à 2021, atteignant un plus haut niveau historique (251,8 points en mars 2022). Les prix internationaux de l'huile de soja ont progressé de 20,31 % par rapport à 2021, portant le cours annuel moyen à 1 666,80 dollars US la tonne. De même, les prix de l'huile de tournesol ont augmenté de 17,57 % par rapport l'année précédente, pour finir l'année à 1 650,77 dollars US la tonne.

Les cours des produits laitiers ont progressé de 19,52 % en 2022, portant leur indice des prix annuel moyen à 142,5 points, base 100 en (2014-2016). Concernant la poudre de lait, son

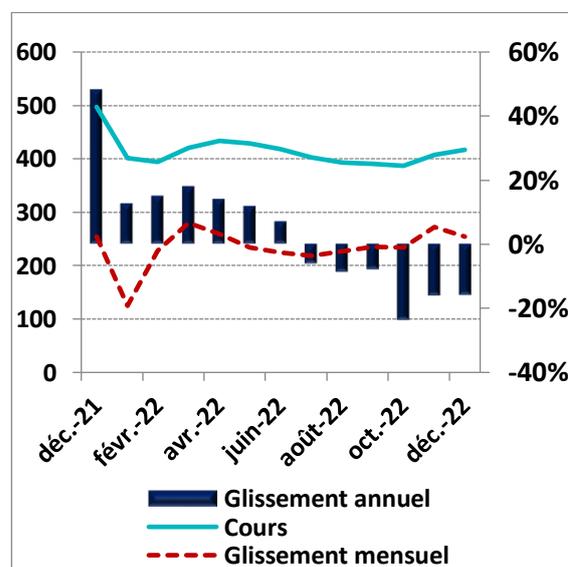
cours a atteint 4 253,08 dollars US la tonne en 2022, soit une augmentation de 10,32 % en moyenne annuelle.

**Graphique III.13 : Lait entier : cours en dollar la tonne (ech.gauche) et glissements %**



Pour le marché sucrier, les cours du sucre ont diminué de 1,85 %, en moyenne annuelle, ramenant leur cours moyen à 407,84 dollars US la tonne en 2022 contre un cours moyen de 415,52 dollars US la tonne en 2021.

**Graphique III.14 : Sucre : cours en dollar tonne (ech.gauche) et glissements %**



### III.3.2 - Prix des valeurs unitaires à l'importation de marchandises

L'indice national des valeurs unitaires à l'importation, qui suit la variation mensuelle des cours à l'importation de marchandises regroupées selon la classification type pour le commerce international (CTCI), s'est établi à 194,5 points en 2022 (base 100 en 2011), soit une hausse de 17,2 % par rapport à l'année 2021. Dans le détail, l'IVU des produits « Alimentaires et Animaux vivants importés » a enregistré un taux d'inflation de 34,8 % en 2022, contre 25,6 % en 2021, tout en contribuant à hauteur de 18,1 % à l'évolution de l'IVU global.

L'évolution des prix à l'importation des «Huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale» a marqué une nette progression en 2022, atteignant un taux de 37,09 %, contribuant ainsi à hauteur de 20,9 % à la croissance de l'IVU global en 2022. De même,

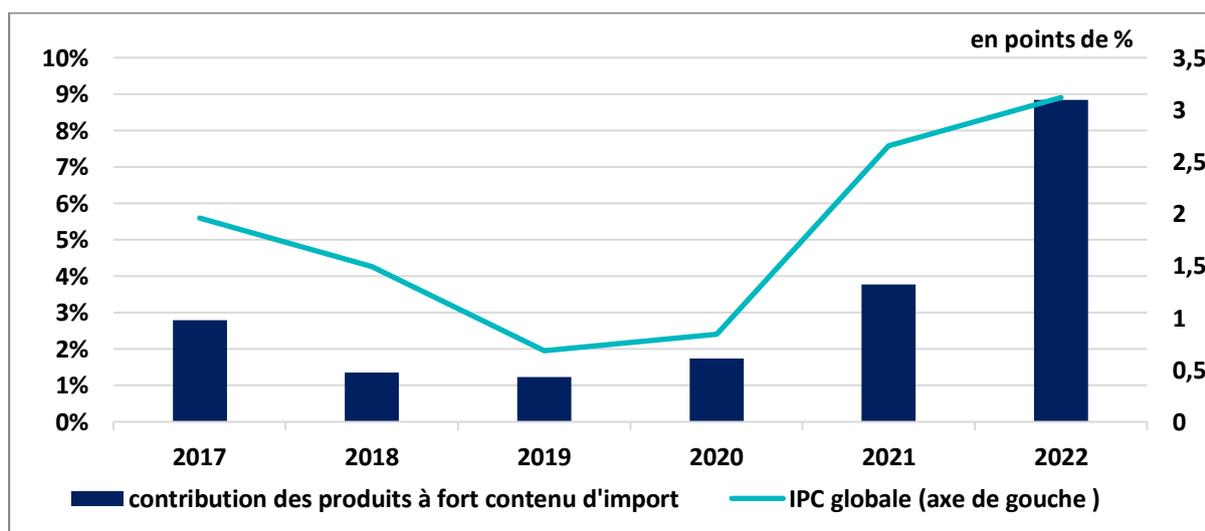
la variation des prix à l'importation des «Combustibles minéraux, Lubrifiants et produits connexes » a affiché un taux d'inflation de 26,2 % au cours de l'année sous revue contre une hausse de 83,8 % en 2021, contribuant ainsi à hauteur de 12,63 % à l'évolution de l'IVU global en 2022.

### III.3.3 - Prix des produits à fort contenu d'import

L'indice des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import est de 234 points en 2022 (base 100 en 2001).

En moyenne annuelle, il a progressé de 8,99 points de pourcentage en une année, pour atteindre un taux de 15,55 % en 2022. Les produits à fort contenu d'import, d'un poids relatif dans l'IPC de 23,07 %, ont contribué à hauteur de 34,78 % à la croissance de l'indice annuel moyen des prix à la consommation, contre 17,4 % en 2021.

Graphique III.15 : Contribution des produits à fort contenu d'import à l'inflation globale





## CHAPITRE IV



# POLITIQUE MONÉTAIRE



## CHAPITRE IV : POLITIQUE MONÉTAIRE

Le présent chapitre retrace les principales décisions de politique monétaire ainsi que l'évolution des indicateurs monétaires au cours de l'année 2022.

Après avoir fait preuve d'une grande résilience face aux vagues du COVID-19 et à leurs conséquences, l'économie algérienne a enregistré pour l'année 2022 de bonnes performances.

Les perturbations géopolitiques mondiales, notamment la crise énergétique européenne, se sont traduites par une hausse des prix des hydrocarbures (pétrole et surtout gaz). L'Algérie a pu ainsi consolider sa balance commerciale y compris les exportations hors hydrocarbures, réduire ses importations et augmenter ses réserves de change. Néanmoins, la persistance des tensions inflationnistes d'origine importée reste un défi majeur à court et moyen termes.

À cet égard, la Banque d'Algérie a entamé dès mars 2022 une normalisation progressive de la conduite de sa politique monétaire qui s'est traduite par :

- i) La levée des mesures d'allégement exceptionnelles de certaines règles prudentielles mises en place en avril 2020 ;
- ii) Une opération de reprise de liquidité bilatérale ciblée ;
- iii) L'ajustement du taux de change du dinar algérien.

### IV.1- CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Face à la hausse persistante des niveaux d'inflation observés partout dans le monde suite au choc sanitaire, les banques centrales ont

entamé un resserrement rapide et assez agressif de leurs politiques monétaires, afin de se conformer à l'objectif de stabilité des prix.

Néanmoins, il est important de souligner que l'efficacité de la politique monétaire dépend d'une compréhension claire des déterminants de son mécanisme de transmission. Chaque banque centrale met en œuvre des politiques monétaires différentes en fonction des conditions économiques et des canaux de transmission propres à chaque pays. Certaines caractéristiques clés définissent les canaux de transmission, comme la structure et le niveau de développement du système financier, l'environnement macroéconomique, le cadre juridique et réglementaire, entre autres. Ainsi, la tendance au resserrement n'a pas été mise en œuvre au même rythme ni de la même manière.

Le calibrage de ces réponses implique naturellement un compromis. Un resserrement trop important et trop rapide pourrait nuire à l'activité économique. Mais si le niveau de resserrement n'est pas suffisant ou s'il n'est pas mis en place rapidement, il sera nettement plus coûteux pour l'économie par la suite.

C'est dans cette perspective, toujours prudente et réfléchie, que s'inscrit l'orientation globale de la politique monétaire mise en œuvre par la Banque d'Algérie durant l'année 2022. En effet, à partir de mars 2022, la Banque d'Algérie a entamé des actions de normalisation graduelle de sa politique monétaire en mettant fin aux mesures d'allégement exceptionnelles de certaines règles prudentielles applicables aux banques et établissement financiers, adoptées le 1<sup>er</sup> mars 2020 (Instruction 05-2020) et dont l'objectif premier était de soutenir le système bancaire afin de préserver l'économie nationale contre l'impact du choc pandémique.

Cependant, la Banque d'Algérie a maintenu, durant l'année 2022, le taux de réserves obligatoires à 2 %, et le taux d'intérêt directeur applicable aux opérations principales de refinancement à 3 % en 2022.

Aussi, le Programme Spécial de Refinancement d'un montant de 2 100 milliards de dinars initié par la Banque d'Algérie en Juillet 2021 a été clôturé en juin 2022. Le montant remboursé en 2022 s'élève à 463,39 milliards de dinars, soit 22 % du programme.

La normalisation de la politique monétaire s'est également traduite en octobre 2022 par une reprise de liquidité bilatérale ciblée de 300 milliards de dinars afin d'absorber la source d'excès de liquidité potentiellement inflationniste, tout en maintenant le système bancaire en situation permettant le financement de l'économie nationale sans effet d'éviction et sans coûts supplémentaires.

Cette mesure vient en complément de l'ajustement du taux de change du dinar algérien, entre fin juillet et fin septembre 2022, qui s'est apprécié de 4,1 % contre le dollar américain et de 7 % contre l'euro, en droite ligne avec son niveau d'équilibre fondamental, et ce, après l'amélioration des principaux fondamentaux de l'économie nationale. Cette mesure a permis de réduire, sur le court terme, une partie de l'inflation importée dont la contribution à l'inflation globale a été de plus de 70 % en 2021 et de 61,7 % en 2022.

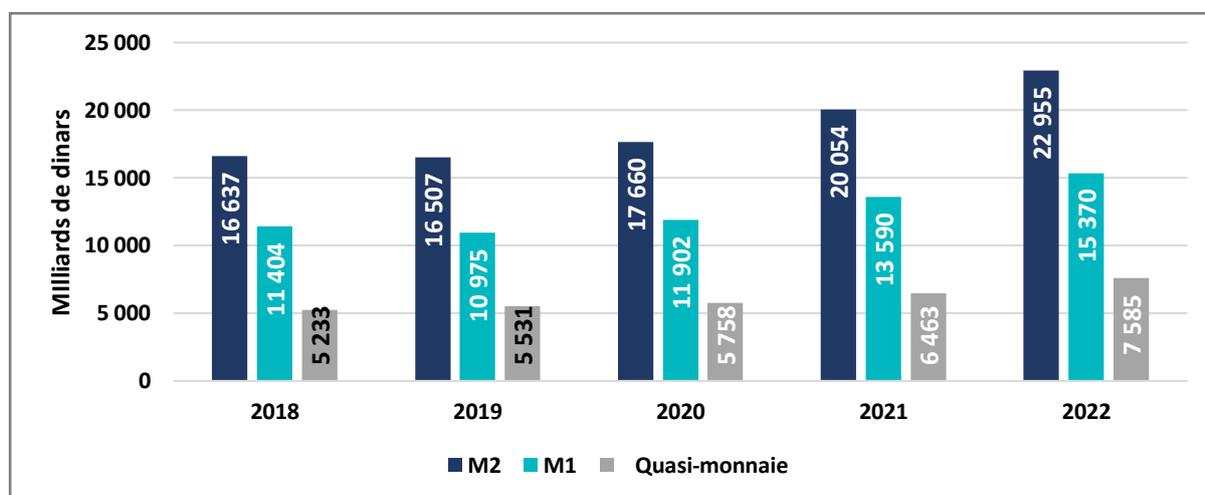
## IV.2- ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE

La masse monétaire au sens M2 a enregistré une croissance de 14,47 % en 2022, passant ainsi de 20 053,52 milliards de dinars à fin 2021 à 22 955,35 milliards de dinars à fin 2022. Cette croissance résulte principalement de la hausse de l'agrégat M1 qui a augmenté de 13,10 % en 2022 contre un taux de croissance de 14,19 % en 2021, passant ainsi de 13 590,31 milliards de dinars à fin 2021 à 15 370,42 milliards de dinars à fin 2022. De manière analogue, la quasi-monnaie a enregistré une croissance de l'ordre de 17,36 % à fin 2022, où elle a atteint 7 584,93 milliards de dinars contre 6 463,21 milliards de dinars à fin 2021. Hors dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures, la masse monétaire M2 a augmenté de 10,98 % en 2022 contre 9,29 % en 2021, passant ainsi de 19 007,03 milliards de dinars en 2021 à 21 094,33 milliards de dinars en 2022.

La progression de la masse monétaire M1 est due essentiellement à la hausse des dépôts à vue qui sont passés de 5 278,21 milliards de dinars à fin 2021 à 6 273,92 milliards de dinars à fin 2022, enregistrant ainsi un taux de croissance de 18,86 % en 2022 contre une croissance de 25,37 % en 2021. Ainsi, la croissance significative des dépôts à vue est la principale composante monétaire qui a tiré la masse monétaire M2 à la hausse avec une contribution de l'ordre de 34,31 % en 2022, contre une contribution de 44,62 % en 2021. À noter que les dépôts à vue ont été tirés à la hausse par l'augmentation des dépôts à vue de l'entreprise nationale des hydrocarbures suite à l'augmentation des prix du pétrole et du gaz.

Par ailleurs, les dépôts auprès du Trésor est la seule composante de la masse monétaire à avoir un taux de croissance négatif de (-10,76 %) en 2022 contre une croissance positive de 17,20 % en 2021, passant ainsi de 398,76 milliards de dinars en 2021 à 355,84 milliards de dinars en 2022.

Graphique IV.1 : Évolution de la masse monétaire



**+14,47 % (2022)**

**+13,56 % (2021)**

**Masse monétaire (M2)**

**+13,10 % (2022)**

**+14,19 % (2021)**

**Agrégat (M1)**

L'évolution des dépôts auprès des CCP s'est caractérisée par un rythme de progression positif enregistrant une croissance de 12,21 % en 2022 contre une évolution négative de -0,99 % en 2021, passant ainsi de 1 201,18 milliards de dinars en 2021 à 1 347,85 milliards de dinars en 2022.

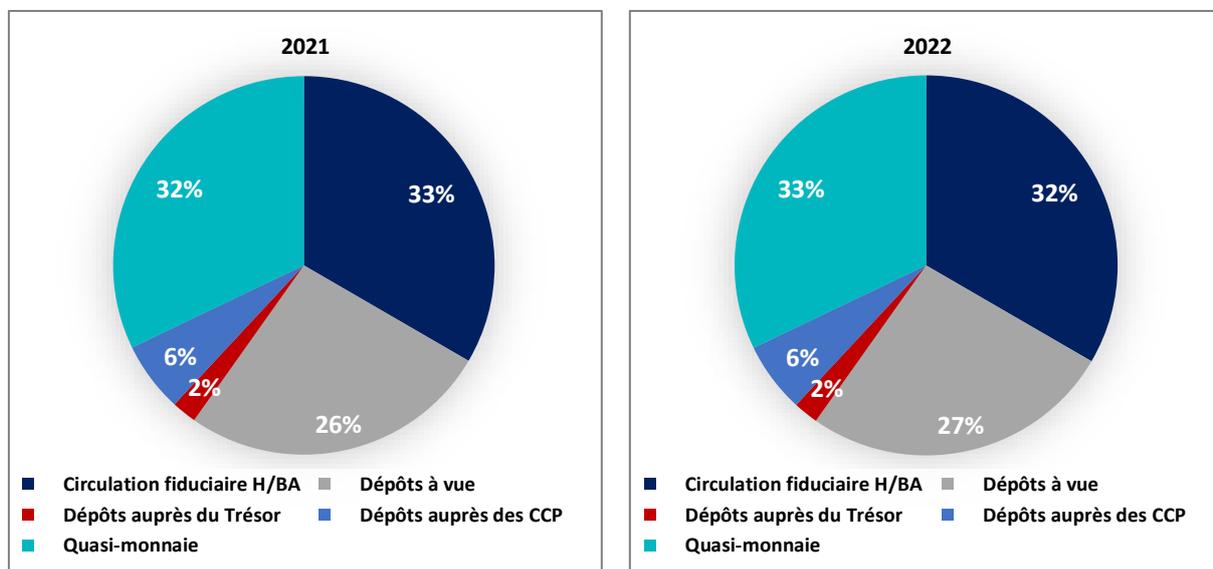
La circulation fiduciaire hors banques a connu une hausse, légèrement plus importante que celle enregistrée l'année précédente, avec un taux de croissance à hauteur de 10,14 % en 2022 contre un taux de 9,35 % en 2021. Elle est ainsi passée de 6 712,15 milliards de dinars en 2021 à 7 392,80 milliards de dinars en 2022. Néanmoins, sa part dans la masse monétaire M2 reste très importante en 2022, avec un taux de 32 % contre un taux de 33 % en 2021.

Cette forte part dans la masse monétaire constitue un défi pour la mise en œuvre de l'inclusion financière. Toutefois, il est à noter que depuis le début de la pandémie, la circulation fiduciaire a augmenté dans de nombreux pays. Cette forte demande de monnaie fiduciaire s'explique en grande partie par le comportement des agents économiques, qui en période de forte incertitude et de crise, tendent à vouloir détenir des liquidités à des fins de précaution ou de réserve de valeur.

Les dépôts à terme ont connu une progression significative de 17,36 % contre 12,25 % l'année précédente, atteignant ainsi 7 584,93 milliards de dinars en 2022 contre 6 463,21 milliards de dinars en 2021.

En termes de contreparties, l'expansion de la masse monétaire au sens M2 est la résultante principale d'un accroissement des crédits nets à l'Etat, dont la part s'élève à 41 % en 2022 contre une part de 44 % en 2021, suivi des crédits à l'économie dont la part, en légère baisse, s'élève à 32 % contre une part de 33 % en 2021.

Graphique IV.2 : Structure de la masse monétaire

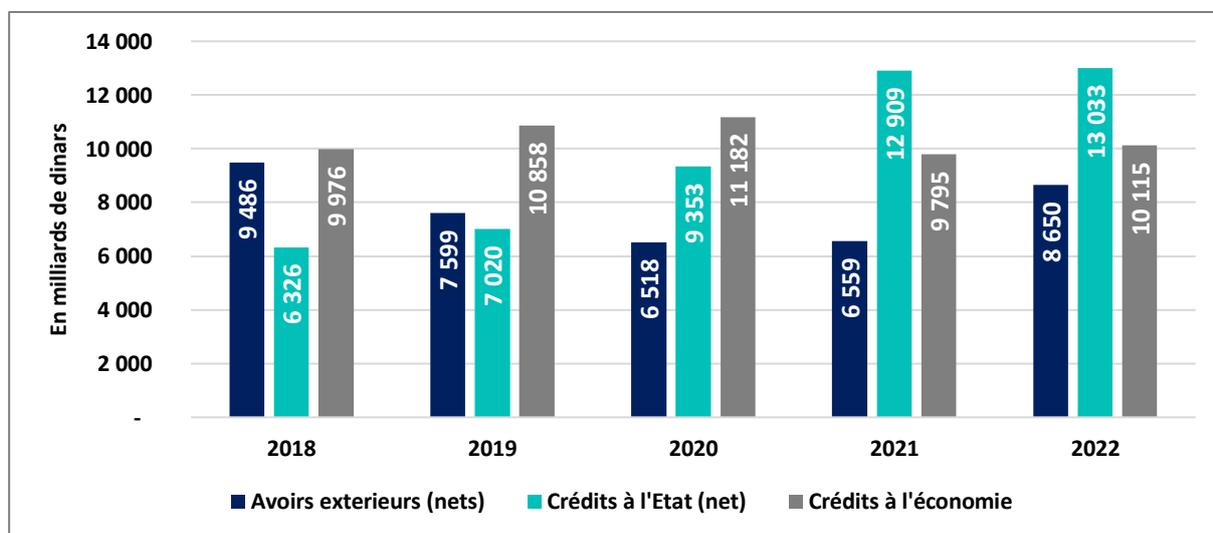


Par ailleurs, les avoirs extérieurs nets (réserves de change exprimées en dinars) représentent 38 % de la masse monétaire au sens M2 en 2022 contre un taux de 33 % en 2021. Ainsi, les crédits nets à l'État ont contribué à la hausse de la masse monétaire à hauteur de 4,29 % en 2022, les crédits à l'économie à hauteur de 11,05 % et les avoirs extérieurs nets à hauteur de 72,07 %.

Les crédits nets à l'État ont augmenté de 0,97 %, passant de 12 908,70 milliards de dinars à fin 2021 à 13 033,30 milliards de dinars à fin 2022.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré un taux de croissance de 31,88 % en 2022 contre un taux de 0,63 % en 2021, passant ainsi de 6 559,13 milliards de dinars à fin 2021 à 8 650,40 milliards de dinars à fin 2022.

Graphique IV.3 : Contrepartie de la masse monétaire



**+47,63 % (2022)**  
**+110,64 % (2021)**

**Liquidité bancaire**

Il est à noter que les crédits à l'économie, nets des rachats des crédits syndiqués des banques, sont passés de 9 794,72 milliards de dinars en 2021 à 10 115,24 milliards de dinars en 2022, soit une augmentation de 3,27 %.

**IV.3- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET MARCHÉ MONÉTAIRE**

Après avoir enregistré une très forte hausse de l'ordre de 110,64 % en 2021 suite aux dispositifs d'allègement mis en place par la Banque d'Algérie en réponse au choc sanitaire, ainsi que le PSR, la liquidité bancaire a également augmenté en 2022 mais de manière moins importante, où elle a atteint 1 966,41 milliards de dinars contre 1 331,95 milliards de dinars en 2021, soit une hausse de 47,63 %.

Le marché interbancaire a clôturé l'année 2022 avec un encours de 112 milliards de dinars contre 48,50 milliards de dinars en 2021, soit une hausse significative de 147 %. Il est à noter

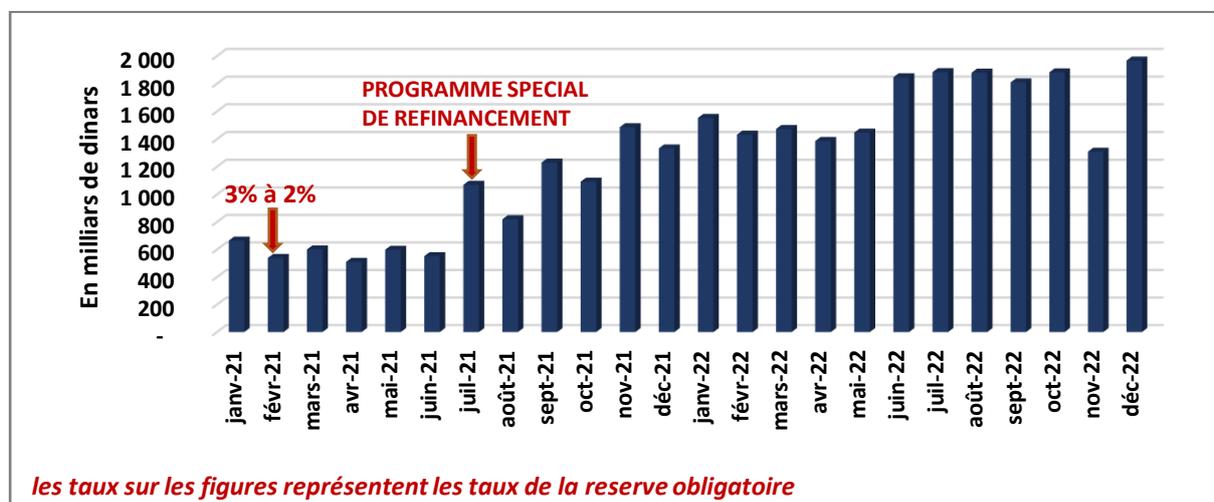
que le segment « au jour le jour » a enregistré un total d'opérations de 22 milliards de dinars et que le segment à terme a quant à lui enregistré un total de 90 milliards de dinars en 2022.

Les taux d'intérêt moyens pondérés des opérations interbancaires ont évolué en 2022 dans une fourchette de taux comprise entre 1,04 % et 2,62 %, tandis que ces derniers avaient évolué entre 0,91 % et 2,46 % en 2021.

Sur le marché des titres de créances négociables, l'encours des émissions des valeurs d'État par voie d'adjudication a connu une hausse nettement plus importante que celle observée l'année précédente, enregistrant ainsi un taux de croissance de 77,47 % en 2022 contre un taux de 40,87 % en 2021. En effet, l'encours des émissions est passé de 2 028,25 milliards de dinars en 2021 à 3 599,51 milliards de dinars en 2022. D'autre part, les taux de rendement des différents types de titres de l'État ont connu, à fin 2022, les évolutions suivantes :

- Des taux inchangés pour les bons du Trésor à court terme (BTC) de 13 et 26 semaines à 2,18 % et 2,99 % respectivement ;

**Graphique IV.4 : Évolution de la liquidité bancaire**



- Des taux à la hausse, entre 6,75 % et 5,63 %, pour les obligations du Trésor assimilables (OAT) de 7 à 15 ans, contre 6,44 % et 5,01 % en 2021.

Rapportés au montant total des titres (3 599,51 milliards de dinars) en 2022, les parts des BTC à treize (13) et vingt-six (26) semaines émis sur le marché primaire ont connu une baisse significative. Ces derniers ont représenté, respectivement, une part de 1,69 % et de 4,58 % du montant total contre une part de 6,02 % et de 9,31 % l'année précédente.

La part des BTA a globalement augmenté. En effet, les BTA à un (1) an ont représenté 25,67 % du montant total contre une part de 25,75 % en 2021.

Aussi, les BTA à deux (2) ans et à trois (3) ans ont constitué 13,06 % et 21,24 % du montant total contre une part de 11,01 % et de 15,24 % en 2021. Les BTA à cinq (5) ans ont, de leur côté, sensiblement augmenté puisque leur part du montant total a atteint 12,81 % contre une part de seulement 7,39 % en 2021. Par ailleurs, l'émission des OAT a été marquée par une légère baisse en 2022, à l'exception des OAT à 7 ans. En effet, de 2021 à 2022, la part des OAT à sept (7) ans est passée de 6,86 % à 9,06 %, celle des OAT à dix (10) ans de 7,38 % à 4,60 %, et celle des OAT à quinze (15) ans de 11,04 % à 7,28 %.

#### IV.4- DÉTERMINANTS DE L'INFLATION

Tel que précédemment abordé dans le troisième (III) chapitre du présent rapport, la progression de l'inflation a été forte en 2022. En l'espace d'une année, l'inflation en moyenne annuelle de l'indice global des prix à la consommation est passée de 7,23 % en 2021 à 9,27 % 2022. Ce niveau d'inflation est le plus élevé sur les cinq dernières années. L'inflation sous-jacente

mesurée par l'indice hors produits agricoles frais et produits à prix réglementés, et qui est donc moins perturbée par les facteurs exogènes, s'est établie quant à elle à 8,93 % en 2022 contre 6,07 % l'année précédente.

Selon une estimation effectuée par la Banque d'Algérie, la hausse de l'inflation en 2022 est causée principalement et à hauteur de 61,7 % par l'inflation importée. Ceci s'explique par la grande exposition des prix intérieurs à l'évolution des prix mondiaux qui ont connu de fortes augmentations notamment ceux des produits alimentaires.

Par ailleurs, le deuxième facteur ayant tiré l'inflation à la hausse est la masse monétaire M2 (hors dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures et hors dépôts en devises) avec une contribution de l'ordre de 40,03 %, ce qui indique qu'une partie de l'inflation est d'origine structurelle.

Quant au taux de change effectif nominal, il a contribué à hauteur de (-1,54 %) à l'inflation globale, reflétant ainsi l'appréciation du taux de change du dinar algérien sur la période juillet – octobre 2022 qui a relativement amené l'inflation globale à la baisse.

Au total, la politique monétaire adoptée en 2022 a permis de garder des niveaux de liquidité suffisants et confortables, permettant de renforcer la solidité du système bancaire et de l'économie algérienne en contexte de persistance des incertitudes causées par une forte volatilité des prix du pétrole et de risque de stagflation mondiale. Cependant, le niveau de financement bancaire de la sphère réelle demeure toujours loin de l'objectif escompté, au vu de la faible réponse de l'intermédiation bancaire.

# **INTERMÉDIATION ET INFRASTRUCTURE BANCAIRE**



## CHAPITRE V : INTERMÉDIATION ET INFRASTRUCTURE BANCAIRE

À fin 2022, les indicateurs de l'intermédiation bancaire, de la bancarisation, de la solidité, de la rentabilité du secteur bancaire et des crédits à l'économie ont évolué globalement de manière favorable.

### V.1-INDICATEURS DE L'INTERMÉDIATION BANCAIRE

Avec l'entrée en activité d'une nouvelle banque, à savoir la Banque Nationale de l'Habitat, agréée le 29 décembre 2022, le système bancaire algérien se compose, à fin décembre 2022, de 28 banques et établissements financiers ayant tous leur siège social à Alger. Il est à noter que douze 12 banques sur 20 offrent des produits et des services relevant de la finance islamique.

Selon leurs natures d'activité, les banques et les établissements financiers sont répartis comme suit :

- Sept (7) banques publiques ;
- Treize (13) banques privées à capitaux étrangers, dont une à capitaux mixtes ;
- Deux (2) établissements financiers publics;

- Cinq (5) sociétés de leasing, dont trois (3) publiques ;

- Une (1) mutuelle d'assurance agricole agréée pour effectuer des opérations de banque, qui a opté, à fin 2009, pour le statut d'établissement financier.

À fin 2022, le réseau bancaire algérien compte 1 626 agences, dont 1 226 agences pour les banques publiques et 400 agences pour les banques privées. Sur l'ensemble des agences bancaires, 69 sont à fin 2022 exclusivement dédiées à la finance islamique contre 58 agences à fin 2021. Les banques publiques totalisent 10 agences dédiées à la finance islamique à fin 2022, tandis que les banques privées comptent 59 agences, dont 54 pour les deux banques spécialisées dans la finance islamique et 5 agences pour les autres banques commerciales.

Par ailleurs, le nombre d'agences des établissements financiers a atteint 99 à fin 2022 contre 98 à fin 2021.

Au total, les banques et les établissements financiers comptent 1 725 agences à fin 2022 contre 1 702 à fin 2021, traduisant une densité

**Tableau V.1 : Banques et établissements financiers en activité**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>A) Banques</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>20</b>
Banques publiques	6	6	6	6	7
Banques privées	14	14	14	13	13
<b>B) Établissements Financiers</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
Établissements financiers publics	6	6	6	6	6
Établissements financiers privés	2	2	2	2	2
<b>C) TOTAL</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>28</b>

Source : Banque d'Algérie.

**Tableau V.2 : Evolution du secteur bancaire, financier et du Centre des Chèques Postaux algérien (nombre d'agence)**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>A) Banques</b>	<b>1 541</b>	<b>1 567</b>	<b>1 577</b>	<b>1 604</b>	<b>1 626</b>
Dont : agences dédiées à la finance islamique	44	49	53	58	69
<b>Banques publiques</b>	<b>1 160</b>	<b>1 177</b>	<b>1 188</b>	<b>1 202</b>	<b>1 226</b>
Dont : agences dédiées à la finance islamique	-	-	1	2	10
<b>Banques privées</b>	<b>381</b>	<b>390</b>	<b>389</b>	<b>402</b>	<b>400</b>
Dont : agences dédiées à la finance islamique	44	49	52	56	59
<b>B) Établissements Financiers</b>	<b>92</b>	<b>91</b>	<b>96</b>	<b>98</b>	<b>99</b>
Établissements financiers publics	76	75	79	80	81
Établissements financiers privés	16	16	17	18	18
<b>C) TOTAL Banques et Établissements Financiers</b>	<b>1 633</b>	<b>1 658</b>	<b>1 673</b>	<b>1 702</b>	<b>1725</b>
<b>D) Centre de Chèques Postaux CCP</b>	<b>3 811</b>	<b>3 862</b>	<b>3 984</b>	<b>4 055</b>	<b>4 143</b>
<b>E) TOTAL Banques et CCP</b>	<b>5 352</b>	<b>5 429</b>	<b>5 561</b>	<b>5 659</b>	<b>5 769</b>

Source : Banque d'Algérie.

d'une agence pour 26 551 habitants<sup>20</sup> en 2022 contre 26 675 habitants en 2021.

Le ratio population active<sup>21</sup>/guichets bancaires a légèrement baissé en 2022, soit un guichet pour 8 228 personnes en âge de travailler contre 8 204 personnes en 2021. Quant aux centres des chèques postaux, ils disposent à fin 2022, de 4 143 agences réparties sur l'ensemble du territoire national. Soit un établissement postal pour 3 229 personnes actives.

Au total, l'ensemble des agences des banques et des chèques postaux s'élève à 5 769, soit un ratio population active/agences de 2 319 personnes en 2022 contre 2 325 personnes en 2021.

A fin 2022, le nombre de comptes bancaires actifs en dinars a augmenté de 3,15 %, soit un total de 12 023 128 comptes en 2022 contre 11 655 567 en 2021. Les comptes ouverts par les personnes morales représentent 6,04 % du total de ces comptes, soit 726 780 comptes en 2022, tandis que ceux détenus par les personnes physiques est plus important, ils représentent 93,96 % du total des comptes bancaires actifs en dinars, soit 11 296 348 comptes en 2022.

De plus, le nombre de comptes bancaires actifs en devises a atteint 4 523 160 comptes en 2022 contre 4 199 931 comptes en 2021, soit une hausse de 7,7 %. Ceux détenus par les personnes morales ne représentent que 0,65 % du total des comptes bancaires actifs en devises, soit 29 618 comptes en 2022, alors que les comptes des

<sup>20</sup> 2021-2022 : nombre d'habitant estimé par l'ONS.

<sup>21</sup> 2021-2022 : population active estimée.

personnes physiques représentent plus de 99 % du total de ces comptes, soit 4 493 542 comptes en 2022.

**3,26** (2022)

**3,08** (2021)

### Niveau de bancarisation par personne en âge de travailler

Enfin, le niveau de bancarisation, estimé par le nombre de comptes ouverts par les banques à la clientèle (comptes actifs en dinars et en devises) et par le centre des chèques postaux, est en

légère progression en 2022 et se situe à 3,26 comptes par personne en âge de travailler, contre 3,08 comptes en 2021.

### V.1.1 - Ressources collectées

À l'instar de l'année précédente, l'activité collecte des ressources par les banques enregistre une croissance appréciable. En effet, le volume des ressources à vue et à terme auprès des banques a connu une hausse de 18,2 % en 2022 contre 17,8 % en 2021, passant de 11 679,5 milliards de dinars à fin 2021 à 13 801,6 milliards e dinars à fin 2022.

Tableau V.3 : Evolution des ressources collectées des banques

Nature des dépôts	En milliards de dinars ; fin de période				
	2018	2019	2020	2021*	2022
<b>A) Dépôts à vue</b>	<b>4 880,5</b>	<b>4 313</b>	<b>4 159,1</b>	<b>5 216,3</b>	<b>6 216,7</b>
Banques Publiques	4 054,7	3 456,3	3 270,4	4 152,2	5 104,8
Banques Privées	825,8	856,8	888,74	1 064,1	1 111,9
<b>B) Dépôts à terme</b>	<b>5 232,6</b>	<b>5 531,4</b>	<b>5 757,8</b>	<b>6 463,2</b>	<b>7 584,9</b>
Banques Publiques	4 738,3	4 986	5 150,6	5 775,3	6 855,3
<i>dont : dépôts en devises</i>	544,1	576,5	707,8	800,7	917,5
Banques Privées	494,3	545,5	607,3	687,9	729,6
<i>dont : dépôts en devises</i>	106	112,7	137,1	145,4	97,6
<b>C) Dépôts en garanties**</b>	<b>809,6</b>	<b>795,0</b>	<b>839,1</b>	<b>805,4</b>	<b>728,8</b>
Banques Publiques	626,7	635,2	690,6	635,5	609,4
<i>dont : dépôts en devises</i>	2,9	5,6	1,6	6,4	4,7
Banques Privées	182,9	159,9	148,5	170,0	119,4
<i>dont : dépôts en devises</i>	6,2	14,5	9,6	4,6	2,0
<b>D) Total des ressources collectées</b>	<b>10 922,7</b>	<b>10 639,5</b>	<b>10 756</b>	<b>12 484,9</b>	<b>14 530,4</b>
<b>Part des banques publiques:</b>	86,24%	85,32%	84,71%	84,61%	86,51%
<b>Part des banques privées:</b>	13,76%	14,68%	15,29%	15,39%	13,49%

(\*) : Données définitives.

(\*\*) : Dépôts de garantie des engagements par signatures (crédits documentaires, avals et cautions).

En incluant les dépôts affectés en garantie d'engagements par signature (crédits documentaires, avals et cautions), qui ne sont pas inclus dans la masse monétaire au sens de M2, le total des ressources collectées s'établit à 14 530,4 milliards de dinars à fin 2022 contre 12 484,9 milliards de dinars à fin 2021 soit une hausse de 16,4 %.

Par nature de dépôts, les dépôts à vue auprès des banques, à fin 2022, ont enregistré une croissance appréciable de 19,2 % contre une forte hausse de 25,4 % une année auparavant et représente 45,0 % du total des dépôts collectés (à vue et à terme), passant ainsi de 4 159,1 milliards de dinars à fin 2020 à 5 216,3 milliards de dinars à fin 2021 pour atteindre 6 216,7 milliards de dinars à fin 2022. Cette croissance résulte de la forte hausse des dépôts à vue du secteur des hydrocarbures qui ont augmenté de 46,9 % et qui ont contribué à hauteur de 17 % à la hausse des dépôts à vue à fin 2022. Hors dépôts du secteur des hydrocarbures, les dépôts à vue dans les banques continuent de progresser passant de 11,4 % à fin 2021 à 14,7 % à fin 2022.

**+19,2 % (2022)**

**+25,4 % (2021)**

**Dépôts à vue**

Par secteur juridique, les dépôts à vue collectés par les banques privées ont progressé de 4,5 % à fin 2022 contre un rythme de croissance plus élevé à fin 2021, soit 19,73 %, alors que ceux collectés par les banques publiques ont augmenté de 22,9 % à fin 2022 contre une hausse de 26,9 % à fin 2021. Ces évolutions ont fait progresser la part des dépôts à vue des banques publiques dans le total des dépôts à vue de 2,5 points de pourcentage par rapport à fin 2021 (79,6 %) pour atteindre une part de 82,1 %

à fin 2022, alors que celle des banques privées est en recul passant de 20,4 % en 2021 à 17,9 % en 2022.

Par ailleurs, la part des dépôts à terme dans le total des dépôts collectés (à vue et à terme) a enregistré une très légère baisse de 0,4 point de pourcentage en 2022 (54,9 % contre 55,3 % en 2021), leur encours passe de 6 463,2 milliards de dinars à fin 2021 à 7 584,9 milliards de dinars à fin 2022, soit une hausse de 17,4 %. Cet accroissement est essentiellement dû à l'augmentation des dépôts à terme au niveau des banques publiques avec une contribution de 96,3 % à la hausse du total des dépôts à terme. Il convient également de noter que les dépôts en devises, inclus dans la catégorie des dépôts à terme, sont en hausse de 7,3 % à fin 2022 contre 12 % de hausse à fin 2021.

Les dépôts reçus pour garantir les engagements par signature des banques (crédits documentaires, avals et cautions) marquent la même tendance baissière que celle de l'année précédente enregistrant ainsi, à fin 2022, une baisse de 9,5 % contre une baisse de 4 % à fin 2021.

**+17,4 % (2022)**

**+12,3 % (2021)**

**Dépôts à terme**

Enfin, à fin 2022, la part des ressources collectées par les banques publiques, reste prédominante avec 86,5 % (84,6 % à fin 2021) dans le total des ressources collectées par l'ensemble du système bancaire. Quant aux banques privées, leur part est en baisse de 1,9 point de pourcentage et passe ainsi de 15,4 % à fin 2021 à 13,5 % à fin 2022.

**Tableau V.4 : Répartition des dépôts par secteurs institutionnels**

En milliards de dinars ; fin de période					
Dépôts par secteur	2 018	2 019	2 020	2 021***	2 022
<b>A) Dépôts à vue</b>	<b>4 880,5</b>	<b>4 313,0</b>	<b>4 159,1</b>	<b>5 216,3</b>	<b>6 216,7</b>
Entreprises et autres organismes publics	2 531,7	2 035,9	1 674,0	2 426,7	3 042,7
Entreprises privées	1 340,8	1 266,6	1 408,1	1 545,1	1 797,4
Ménages	496,8	511,3	557,3	599,5	654,9
Autres*	511,2	499,2	519,7	645,0	721,7
<b>B) Dépôts à terme</b>	<b>5 232,6</b>	<b>5 531,4</b>	<b>5 757,9</b>	<b>6 463,2</b>	<b>7 584,9</b>
Entreprises et autres organismes publics	1 355,5	1 639,2	1 516,8	1 762,7	2 420,6
Entreprises privées	507,4	491,2	608,2	762,4	910,7
Ménages	3 253,9	3 360,8	3 568,1	3 860,3	4 168,8
Autres*	115,8	40,2	64,8	77,8	84,8
<b>C) Dépôts en garanties**</b>	<b>809,6</b>	<b>795</b>	<b>839,1</b>	<b>805,4</b>	<b>728,8</b>
<b>D) Total des ressources collectées</b>	<b>10 922,7</b>	<b>10 639,5</b>	<b>10 756</b>	<b>12 484,9</b>	<b>14 530,4</b>
Part du secteur public	40,44%	39,25%	33,86%	37,88%	41,63%
Part du secteur privé	59,56%	60,75%	66,14%	62,12%	58,37%

(\*) : Opérations en cours non encore passées en compte de la clientèle,

(\*\*) : Les dépôts en garantie des engagements par signature ne sont pas suivis par secteur,

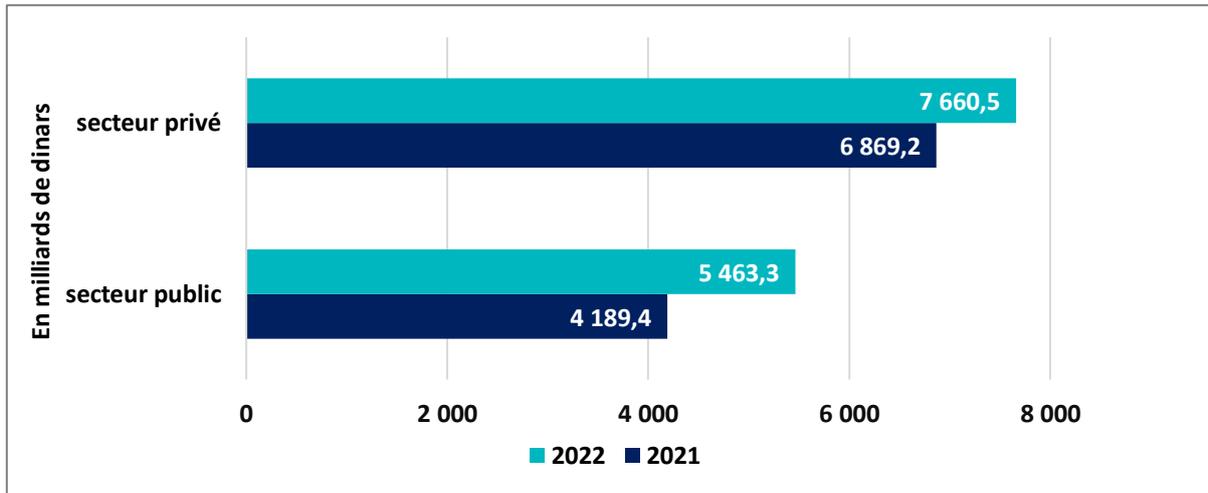
(\*\*\*) : Données définitives.

Par secteur institutionnel, la progression des dépôts des entreprises publiques et autres organismes publics a été quasiment identique à celle de 2021, soit 30,4 % à fin décembre 2022 contre 31,3 % à fin 2021. Ces dépôts passent de 4 189,4 milliards de dinars à fin 2021 à 5 463,3 milliards de dinars à fin 2022 et représentent ainsi 37,6 % du total des dépôts bancaires collectés contre 33,6 % à fin 2021. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation importante des dépôts à vue des entreprises publiques de 25,4 % à fin 2022 contre une hausse de 45 % à fin 2021. Quant aux dépôts à terme des entreprises publiques et autres organismes publics, ils ont fortement cru de 37,3 % en 2022 contre une hausse de 16,2 % enregistrée en 2021. Ainsi, la part de ces dépôts

dans le total des dépôts bancaires collectés a progressé de 3,7 points de pourcentage par rapport à fin 2021 (37,9 %) (Hors dépôts en garanties et autres) pour atteindre 41,6 % à fin 2022.

De même, les dépôts collectés auprès du secteur économique privé (Entreprises privées, ménages et associations) poursuivent leurs tendances haussières entamées en 2020, soit 9,5 % en 2020 contre 10,2 % en 2021 et 11,5 % à fin 2022. Cependant, la part de ces dépôts dans le total des dépôts bancaires collectés (Hors dépôts en garanties et autres) passe de 62,1 % en 2021 à 58,4 % en 2022.

Graphique V.1 : Evolution des dépôts dans les banques par secteur juridique



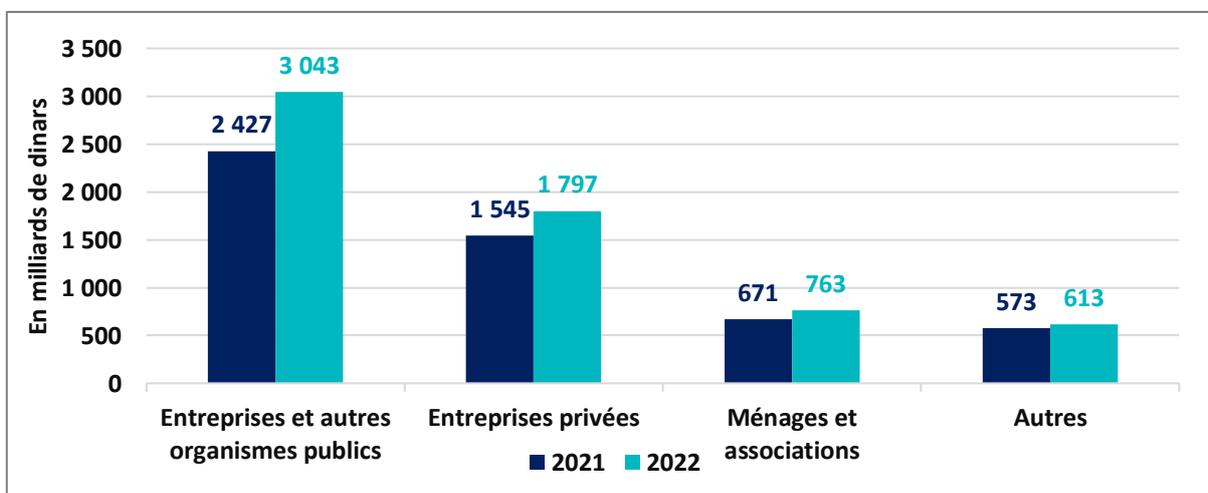
Par échéance, les dépôts à vue collectés auprès du secteur privé ont enregistré une hausse de 15,5 % au cours de l'année sous revue contre une croissance de l'ordre de 9,3 % une année auparavant. Au sein de ce secteur, la croissance des dépôts à vue a concerné aussi bien les entreprises privées (+16,3 % contre +9,7 % en 2021) que les ménages (+9,2 % contre +8,2 % en 2021).

Quant aux dépôts à terme des entreprises privées, ils ont augmenté de 19,5 % à fin 2022, soit à un rythme plus modéré que celui de l'année 2021 (+25,4 %). En parallèle, les dépôts

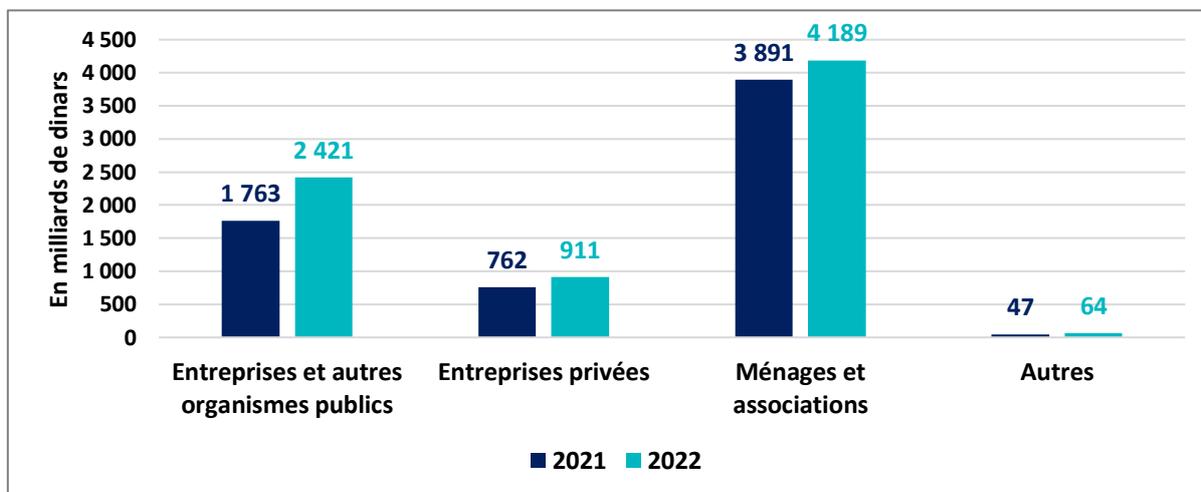
à terme des ménages se sont accrus de 8,0 % à fin 2022, passant ainsi de 3 568,1 milliards de dinars à fin 2020 à 3 860,3 milliards de dinars à fin 2021 pour atteindre 4 168,8 milliards à fin 2022. Au total, les dépôts à terme du secteur économique privé s'élèvent à 5 100 milliards de dinars à fin 2022 contre 4 653,1 milliards de dinars à fin 2021, soit une croissance de 9,6 % contre 10,7 % de croissance en 2021.

À la fin de l'année 2022, l'encours des dépôts (hors dépôts en garanties) auprès des banques se répartit comme suit : 39,6 % pour les entreprises et autres organismes publics contre 35,9 % en

Graphique V.2 : Evolution des dépôts à vue par agent économique



Graphique V.3 : Evolution des dépôts à terme par agent économique



2021 ; 19,6 % pour les entreprises privées contre 19,8 % en 2021 ; 35,0 % pour les ménages et associations contre 38,2 % à fin 2021 et 5,8 % pour les organismes de sécurité sociale, de retraites et des assurances, les institutions privées à but non-lucratif au service des ménages et l'administration locale contre 6,2% en 2021.

### V.1.2 - Crédits distribués

Après avoir fortement diminué en 2021 de 12,4 % pour atteindre 9 792,1 milliards de dinars, l'encours des crédits à l'économie du secteur bancaire est reparti à la hausse pour atteindre 10 112,3 milliards de dinars soit une croissance de l'ordre de 3,3 %. Il est à noter que les banques publiques ont contribué à hauteur de 89,1 % à la hausse du volume des crédits à l'économie contre une contribution de 10,9 % pour les banques privées.

Par secteur juridique, l'encours global des crédits accordés au secteur public par le secteur bancaire a atteint, à la fin de l'exercice 2022, un montant de 4 350,7 milliards de dinars contre 4 144,2 milliards de dinars une année auparavant, soit une hausse de 5,0 % contre un fort recul de 28,5 % à fin 2021. Ainsi, sa part dans le total du crédit est de 43,0 %.

**+3,3 % (2022)**

**-12,4 % (2021)**

**Crédits à l'économie**

À fin 2022, les crédits accordés au secteur public, essentiellement par les banques publiques (99,4 %), s'élèvent à 4 323,4 milliards de dinars contre 4 124,8 milliards de dinars à fin 2021, soit une hausse de 4,8 %. De même, ce type de crédits accordés par les banques privées a enregistré une hausse de 40,2 % pour atteindre un encours de 27,3 milliards de dinars à la fin de l'année 2022 contre 19,5 milliards de dinars à la fin de l'année 2021. Néanmoins, la contribution de ces dernières au financement du secteur public reste très faible comparativement aux banques publiques.

S'agissant des crédits bénéficiant au secteur privé, ils se sont chiffrés à 5 761,6 milliards de dinars à fin 2022 contre 5 647,9 milliards de dinars à fin 2021, marquant une hausse de 2,0 %, ramenant leur part dans le total des crédits à 57 %, dont 10,8 % aux ménages contre 57,7 % , dont 10,2 % aux ménages, une année auparavant.

**Tableau V.5 : Répartition des crédits bancaires par secteur**

En milliards de dinars ; fin de période					
Crédits des banques / secteur	2018	2019	2020	2021*	2022
<b>Crédits au secteur public</b>	<b>4 944,2</b>	<b>5 636,6</b>	<b>5 793,3</b>	<b>4 144,2</b>	<b>4 350,7</b>
<b>Banques publiques</b>	4 934,7	5 627,1	5 778,5	4 124,8	4 323,5
Crédits directs	4 786,0	5 478,6	5 630,9	3 977,1	4 175,6
Achat d'obligations	148,7	148,5	147,7	147,7	147,8
<b>Banques privées</b>	9,5	9,5	14,8	19,4	27,3
Crédits directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat d'obligations	9,5	9,5	14,8	19,4	27,3
<b>Crédits au Secteur Privé</b>	<b>5 029,9</b>	<b>5 219,1</b>	<b>5 386,9</b>	<b>5 647,9</b>	<b>5 761,6</b>
<b>Banques publiques</b>	3 701,4	3 918,7	4 093,6	4 243,7	4 330,4
Crédits directs	3 701,4	3 918,7	4 093,6	4 243,7	4 330,4
Achat d'obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Banques privées</b>	1 328,5	1 300,4	1 293,3	1 404,2	1 431,2
Crédits directs	1 328,5	1 300,4	1 293,3	1 404,2	1 431,2
Achat d'obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des crédits distribués nets de crédits rachetés :</b>	<b>9 974,0</b>	<b>10 855,6</b>	<b>11 180,2</b>	<b>9 792,1</b>	<b>10 112,3</b>
<b>Part des banques publiques :</b>	86,59%	87,93%	88,30%	85,46%	85,58%
<b>Part des banques privées :</b>	13,41%	12,07%	11,70%	14,54%	14,42%

(\*) : Données définitives.

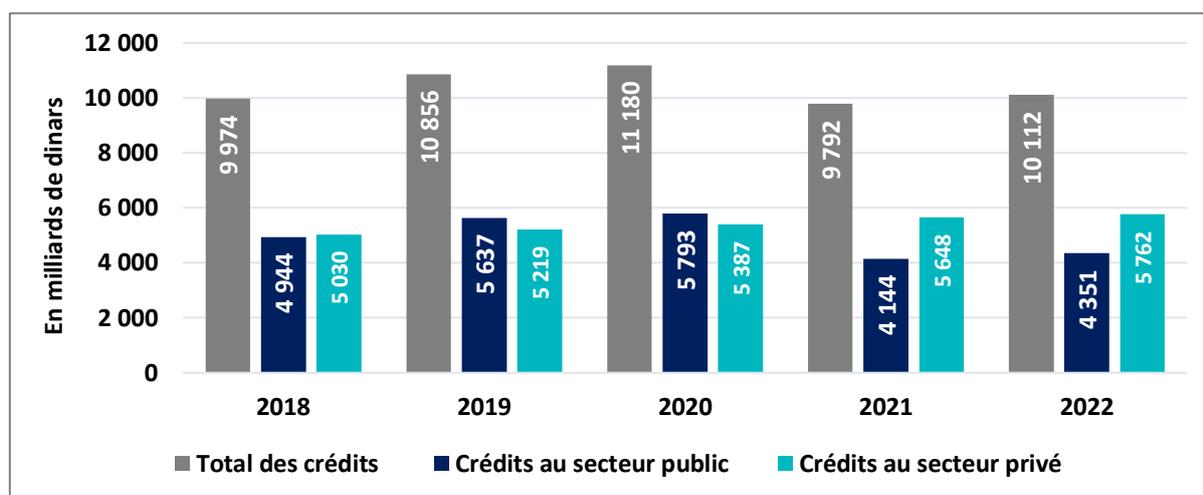
Sur ce total, les crédits accordés au secteur privé par les banques publiques s'établissent à 4 330,4 milliards de dinars à fin 2022 contre 4 243,7 milliards de dinars à fin 2021, soit une augmentation de 2,0 % contre 3,67 % de hausse enregistré une année auparavant et représente 75,2 % du total des crédits accordés au secteur privé.

Avec un montant de 1 431,2 milliards de dinars contre 1 404,2 milliards de dinars enregistrés l'année précédente et une part de 24,8 % du total des crédits accordés au secteur privé, les banques privées ont enregistré une importante décélération du rythme de progression des

crédits accordés en 2022 enregistrant une hausse de 1,9 % contre 8,6 % en 2021.

Après une baisse de 15,2 % une année auparavant, les crédits octroyés à l'économie par les banques publiques ont faiblement augmenté de 3,4 % à fin 2022, atteignant 8 653,8 milliards de dinars contre 8 368,5 milliards de dinars enregistré une année auparavant, leur part dans le total s'est stabilisé à 85,6 % à fin 2022. Il est à noter que les banques publiques garantissent la quasi-totalité du financement direct au secteur économique public (99,4 %) et que leur part dans le financement du secteur privé a atteint 75,2 % à fin 2022.

**Graphique V.4 : Les crédits bancaires par secteur juridique**



Quant aux crédits octroyés à l'économie par les banques privées, à fin décembre 2022, ils ont enregistré une hausse de 2,5 % après 8,8 % enregistrée l'année précédente, pour s'établir à 1 458,5 milliards de dinars contre 1 423,6 milliards de dinars en 2021, leur part dans le total est de 14,4 % à fin 2022 contre 14,5 % en 2021.

En l'absence de marché financier développé, les crédits directs, à fin 2022, prédominent avec 96,0 % de l'encours des crédits distribués au secteur public. L'encours des obligations d'entreprises et autres institutions représentent 4,0 %. Pour le secteur privé, la totalité de leur financement en 2022, comme en 2021, a été assuré par les crédits directs.

**Tableau V.6 : Les crédits bancaires par terme**

Crédits par maturité	En milliards de dinars ; fin de période				
	2018	2019	2020	2021*	2022
<b>A) Crédits à court terme</b>	<b>2 687,1</b>	<b>3 011,1</b>	<b>3 203,7</b>	<b>3 563,8</b>	<b>3 903,1</b>
Banques publiques	1 845,2	2 227,7	2 379,2	2 585,9	2 906,6
Banques privées	841,9	783,4	824,5	977,9	996,5
<b>B) Crédits à moyen et long terme</b>	<b>7 287,0</b>	<b>7 844,6</b>	<b>7 976,5</b>	<b>6 228,3</b>	<b>6 209,2</b>
Banques publiques	6 790,9	7 318,1	7 492,9	5 782,6	5 747,2
Banques privées	496,1	526,5	483,6	445,8	462,0
<b>C) Total des crédits distribués nets des crédits rachetés:</b>	<b>9 974,0</b>	<b>10 855,6</b>	<b>11 180,2</b>	<b>9 792,1</b>	<b>10 112,3</b>
Part crédits à court terme	26,90%	27,74%	28,66%	36,39%	38,60%
Part crédits à moyen et long terme	73,10%	72,26%	71,34%	63,61%	61,40%

(\*) : Données définitives.

Par maturité, la structure des crédits indique qu'à fin 2022, les crédits octroyés à court terme représentent 38,6 % du total des crédits contre 36,4 % à fin 2021. Les crédits octroyés à moyen et long terme, quant à eux, représentent 61,4 % des crédits, dont 14,5 % à moyen terme et 46,9 % à long terme à fin 2022, contre 15,1 % à moyen terme et 48,5 % à long terme à fin 2021.

Le rythme d'évolution des crédits à court terme a enregistré une hausse de 9,5 % à fin 2022 après celle de 11,2 % enregistrée une année auparavant pour passer de 3 563,8 milliards de dinars à fin 2021 à 3 903,1 milliards de dinars à fin 2022. Ces crédits ont fortement contribué à la croissance du total des crédits à l'économie à raison de 105,9 % à fin 2022.

Pour ce qui est des crédits à moyen terme, ils ont totalisé un encours de 1 467,6 milliards de dinars contre 1 481,7 milliards de dinars à fin 2021, marquant une légère baisse de 1,0 % après celle de 10,3 % enregistrée l'année précédente. S'agissant des crédits à long terme, ils se sont stabilisés en 2022 comparativement à 2021 et n'ont baissé que de 0,1 %.

Au total les crédits à moyen et long terme ont reculé de 0,3 %, après la forte baisse enregistrée

de 21,92 % une année auparavant due au rachat par le Trésor public des crédits consortiaux, passant ainsi de 6 228,3 milliards de dinars à fin 2021, à 6 209,2 milliards de dinars à fin 2022.

### V.1.3 - Opérations relevant de la finance islamique

A fin 2022, l'encours des dépôts relevant de la finance islamique est estimé à 546,7 milliards de dinars contre 442,1 milliards de dinars à fin 2021 et 340 milliards de dinars à fin 2020, soit une croissance de l'ordre de 23,6 % à fin 2022 contre une croissance de 30 % à fin 2021.

Par type de banque, les dépôts de la finance islamique au niveau des banques publiques, à fin 2022, ont plus que triplé passant de 20,4 milliards de dinars en 2021 à 64,5 milliards de dinars en 2022 avec une contribution de 42,2 % à la hausse du total de cette catégorie de dépôts dans le système bancaire. Cette évolution a fait que leur part dans le total de cette catégorie de dépôts a augmenté de 6,97 points de pourcentage à fin 2022, pour atteindre 11,8 % contre 4,8 % une année auparavant, néanmoins la collecte de ces dépôts reste faible. Les dépôts de la finance islamique dans les banques privées

**Tableau V.7 : Volume des dépôts de la finance islamique**

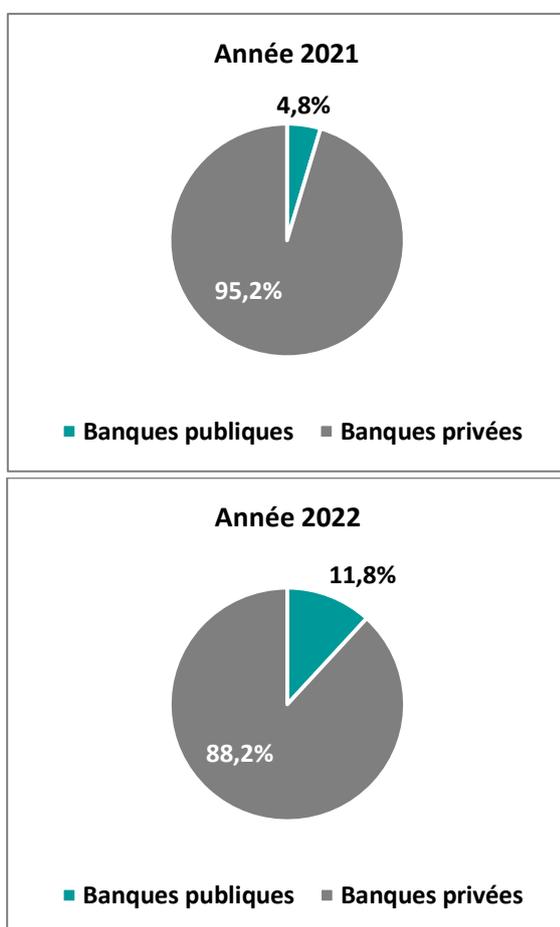
Dépôts par type	En milliards de dinars ; fin de période		
	2020	2021	2022*
<b>A) Les comptes de dépôts</b>	<b>163,0</b>	<b>212,8</b>	<b>255,5</b>
Banques publiques	1,8	19,3	57,5
Banques privées	161,3	193,4	198,0
<b>B) Les dépôts en comptes d'investissement</b>	<b>177,0</b>	<b>229,3</b>	<b>291,2</b>
Banques publiques	1,0	1,0	7,0
Banques privées	176,0	228,3	284,2
<b>C) Total général</b>	<b>340,0</b>	<b>442,1</b>	<b>546,7</b>
Part des banques publiques	0,81%	4,83%	11,80%
Part des banques privées	99,19%	95,17%	88,20%

(\*) : Données provisoires.

ont connu une hausse de 14,3 % atteignant ainsi 482,2 milliards de dinars en 2022, avec une contribution de 57,8 % à la hausse du total des dépôts de la finance islamique.

Il est à noter, que les deux (02) banques spécialisées dans la finance islamique détiennent 73,3% du total des dépôts de la finance islamique à fin 2022, leur volume est estimé à 400,8 milliards de dinars à fin 2022 contre 371,0 milliards de dinars à fin 2021.

**Graphique V.5: La répartition des dépôts relevant de la finance islamique**



Par nature de dépôts, les comptes de dépôts totalisent 255,5 milliards de dinars en 2022 contre 212,8 milliards de dinars en 2021, marquant une nouvelle croissance de 20,1 %, suite à celle de 30,6 % réalisée une année auparavant. Cette hausse a été plus forte dans

les banques publiques ou ils ont plus que triplé. Leur contribution à la hausse du total des comptes de dépôts est de 89,4 % à fin 2022, alors que celle enregistrée par les banques privées (+2,4) est de 10,6 %.

En ce qui concerne les dépôts en comptes d'investissement, qui représentent 53,3 % du total des dépôts, ils ont progressé de près de 27 % à fin décembre 2022 contre une hausse de 29,6 % à fin décembre 2021, passant ainsi de 229,3 milliards de dinars à fin 2021 à 291,2 milliards de dinars à fin 2022. Cette évolution est tirée principalement par celle des dépôts au niveau des banques privées, qui sont passés de 228,3 milliards de dinars à fin 2021 à 284,2 milliards de dinars à fin 2022, soit une contribution de 90,4 % à la hausse du total des dépôts en comptes d'investissement. Il est à souligner que la quasi-totalité de ces dépôts (97,6 %) sont collectés par les banques privées.

S'agissant des produits de financement, leur encours à fin 2022 a atteint 381,7 milliards de dinars contre 358,3 milliards de dinars à fin 2021, soit une hausse de 6,5 %. Une croissance moins élevée que celle enregistrée une année auparavant qui était de 18,5 %.

En 2022, l'encours des opérations de financement par les banques publiques a marqué une hausse de 3,4 milliards de dinars comparativement à l'année 2021, passant ainsi de 1,7 milliard de dinars à fin 2021 à 5,1 milliards de dinars à fin 2022. Néanmoins, leur part dans le total des financements demeure très faible et ne représente que 1,3 % en 2022. Il est à noter que les produits de la « Mourabaha » et « L'Ijara » demeurent les seuls produits de la finance islamique commercialisés par les banques publiques. En revanche, avec une large gamme de produits dédiés à la finance islamique, la part des banques privées dans le financement des produits islamiques reste très importante en 2022 avec un taux de 98,7 %, atteignant un encours de 376,6 milliards de

**Tableau V.8 : L'encours des produits de financement**

En milliards de dinars ; fin de période

Les produits de financement	2020	2021	2022*
La Mourabaha	132,3	128,4	125,7
La Moucharaka	1,2	0,9	1,8
La Moudaraba	4,9	5,8	7,2
L'Ijara	82,7	82,0	83,6
Le Salam	74,7	130,4	150,1
L'Istisna'a	6,6	10,7	13,4
<b>Total général</b>	<b>302,3</b>	<b>358,3</b>	<b>381,7</b>
Part des banques publiques	0,1%	0,5%	1,3%
Part des banques privées	99,9%	99,5%	98,7%

(\*) : données provisoires.

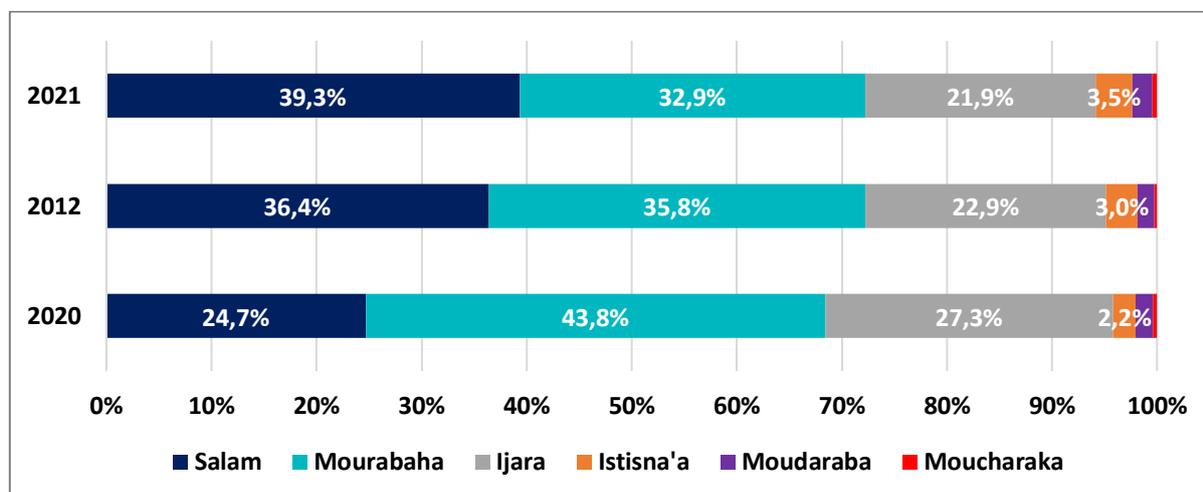
dinars à fin 2022 contre 356,6 milliards de dinars l'année précédente.

L'analyse de la structure des financements par produit en 2022, fait ressortir la prédominance de trois produits qui sont « Salam », « la Mourabaha » et « l'Ijara ». À l'opposé, les produits « la Moucharaka », « la Moudaraba » et « l'Istisna'a » sont les moins commercialisés par les banques. En effet, à fin 2022, le

financement par le produit « Salam », qui représente une part de 39,3 % du total des financements contre 36,4 % en 2021, a connu une hausse de 15,1 % au cours de la période sous revue, passant ainsi de 130,4 milliards de dinars à fin 2021 à 150,1 milliards de dinars.

Représentant une part de 32,9 % du total des financements, le financement par « la Mourabaha » a connu une baisse de 2,2 % en

**Graphique V.6 : Structure des encours des produits de financement**



2022, pour atteindre un encours de 125,7 milliards de dinars en 2022 contre 128,4 milliards de dinars l'année précédente. Concernant le financement par « l'Ijara » (21,9 % du total des financements), après la baisse de 0,8 % enregistrée en 2021, leur encours a augmenté de 1,9 % à la fin 2022 pour s'établir à 83,6 milliards de dinars.

### V.1.4 - Solidité du secteur bancaire

Après avoir fait preuve de résilience face aux chocs provoqués par la pandémie, l'activité du secteur bancaire algérien s'est relativement stabilisée à fin 2022.

En effet, la solvabilité des banques et leurs niveaux de liquidité restent supérieurs au minimum requis. Cette situation confortable résulte notamment du Programme Spécial de Refinancement<sup>22</sup>, dont la dernière opération a été effectuée en juin 2022, ainsi que des mesures d'allègement prises par les autorités monétaires durant la crise sanitaire, qui ont pris fin le 31 mars 2022.

Malgré le niveau élevé des créances classées dans les banques, le rythme de progression de ces créances s'est atténué à fin 2022 comparativement à 2021. Conjointement, les banques ont augmenté leurs provisions spécifiques, assurant un taux de couverture avoisinant les cinquante pour cent.

#### V.1.4.1- Solvabilité du secteur bancaire

Au cours de la période de la crise sanitaire, certaines règles prudentielles ont été allégées à partir de l'année 2020, notamment celle relative au coussin de sécurité où la Banque d'Algérie a

décidé de dispenser les banques et établissements financiers de le constituer<sup>23</sup>. Une décision qui a été prorogée au 31 mars 2022 par l'instruction n°12-2021 du 30 décembre 2021 modifiant et complétant l'instruction n°05-2020 du 6 avril 2020 portant mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

Les mesures d'allègement prise durant la période de la COVID-19, qui ont pris fin au 31 mars 2022, ont permis aux banques d'accroître relativement leurs activités, tout en gardant des niveaux d'adéquation des fonds propres supérieurs au minimum réglementaire requis.

Le ratio de solvabilité globale<sup>24</sup> et le ratio de solvabilité des fonds propres de base<sup>25</sup>, principaux indicateurs des niveaux d'adéquation des fonds propres, ont affiché à la fin de l'année 2022, selon les données consolidées des banques, des niveaux respectifs de 21,53 % et 17,74 %. Ces niveaux restent nettement supérieurs aux minimums requis et stables par rapport à l'année qui précède.

Le ratio de solvabilité globale des banques publiques est passé de 22,21 % à fin 2021 à 22,04 % à fin 2022, soit une légère baisse de moins d'un point de pourcentage (-0,2 %). Cette baisse est due à la hausse des risques pondérés de 6,01 % en contexte de hausse de 6,13 % des fonds propres de base.

Contrairement à l'année 2021, les banques privées enregistrent, en 2022, une légère amélioration des deux ratios de solvabilité tout en respectant le seuil minimal prévu par la réglementation en vigueur atteignant 19,33 % en termes de solvabilité globale (19,06 % en 2021) et 18,52 % en terme de solvabilité sur Tiers I (18,24 % en 2021).

<sup>22</sup> Règlement n°2021-02 du 10 juin 2021 portant programme spécial de refinancement.

<sup>23</sup> Article 3 de l'instruction n°05-2020 du 06 avril 2020, portant mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

<sup>24</sup> Le rapport entre la valeur des *fonds propres réglementaires* et les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>25</sup> Le rapport entre la valeur des *fonds propres de base* et les actifs pondérés en fonction des risques.

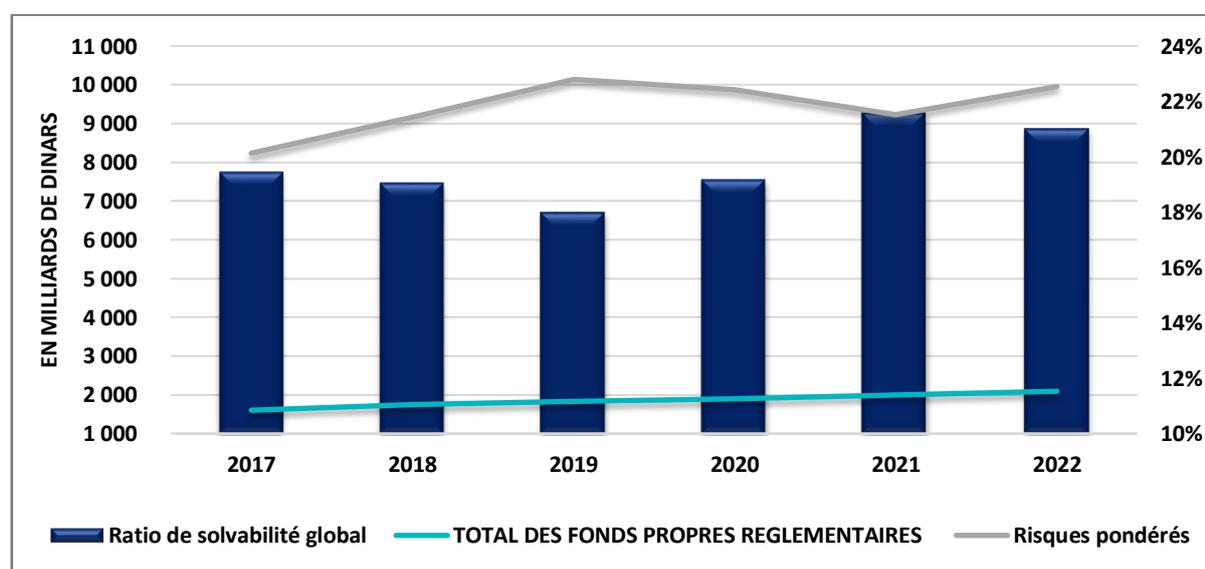
**Tableau V.9 : Indicateurs de solvabilité des banques**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
Ratio de solvabilité globale	19,24%	17,81%	18,95%	22,21%	22,04%
Ratio de solvabilité sur Tiers I	14,43%	13,47%	14,58%	17,60%	17,56%
<b>Banques privées</b>					
Ratio de solvabilité globale	18,20%	18,90%	20,29%	19,06%	19,33%
Ratio de solvabilité sur Tiers I	17,43%	18,17%	19,46%	18,24%	18,52%
<b>Secteur bancaire</b>					
Ratio de solvabilité globale	19,05%	17,99%	19,17%	21,60%	21,53%
Ratio de solvabilité sur Tiers I	14,98%	14,26%	15,38%	17,72%	17,74%

Il est à noter que durant la période 2020 et 2021, le secteur bancaire a connu une grande amélioration en termes de solvabilité suite aux mesures de sauvegarde prises par l'autorité monétaire, notamment le programme spécial de refinancement. Un programme qui continue d'influer positivement sur la situation financière

globale du secteur bancaire en général et des banques publiques en particuliers, leur permettant de connaître une période de stabilité malgré la levée des mesures d'allègement mise en place pour absorber les effets de la crise suscitée.

**Graphique V.7 : Evolution de la solvabilité globale du secteur bancaire**



**Tableau V.10 : Ratio des actifs liquides des banques**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
Actifs liquides/Total Actif	18,42%	14,21%	10,34%	35,93%	40,54%
Actif liquides/Passifs à court terme	46,30%	42,24%	31,54%	110,16%	115,57%
<b>Banques privées</b>					
Actifs liquides/Total Actif	28,52%	27,31%	30,29%	36,29%	37,88%
Actif liquides/Passifs à court terme	52,61%	52,45%	59,46%	68,90%	73,80%
<b>Secteur bancaire</b>					
Actifs liquides/Total Actif	19,84%	15,97%	13,11%	35,98%	40,22%
Actif liquides/Passifs à court terme	47,45%	44,23%	37,14%	102,06%	108,53%

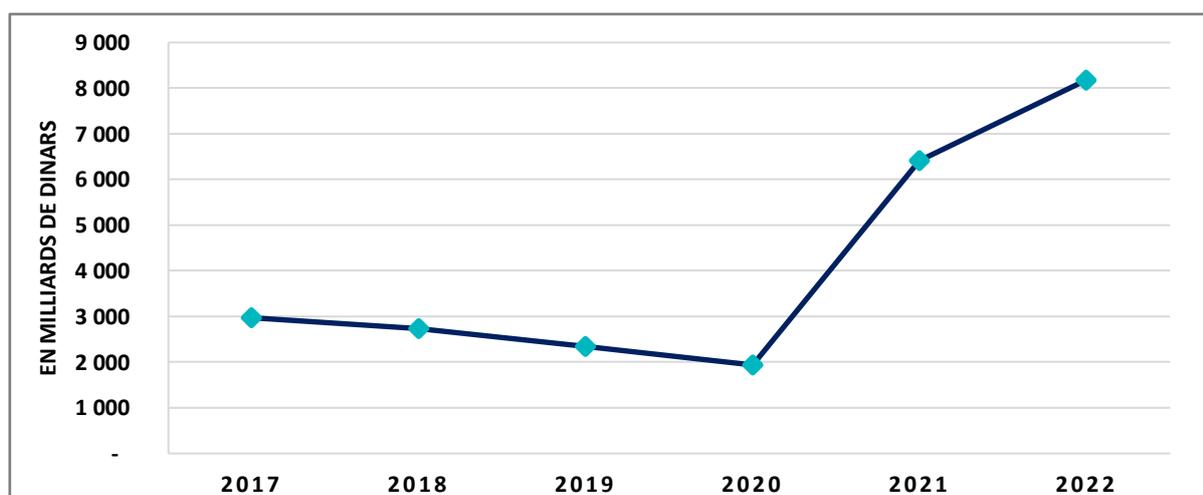
#### V.1.4.2- Liquidité du secteur bancaire

Après la forte augmentation de la liquidité bancaire en 2021 suite au Programme Spécial de Refinancement clôturé en juin 2022, le niveau des actifs liquides continue sa tendance haussière, enregistrant une variation de +27,6 % en 2022 par rapport à l'année précédente (+231,1 % en 2021 par rapport à 2020). Cette augmentation a permis le retour du ratio des

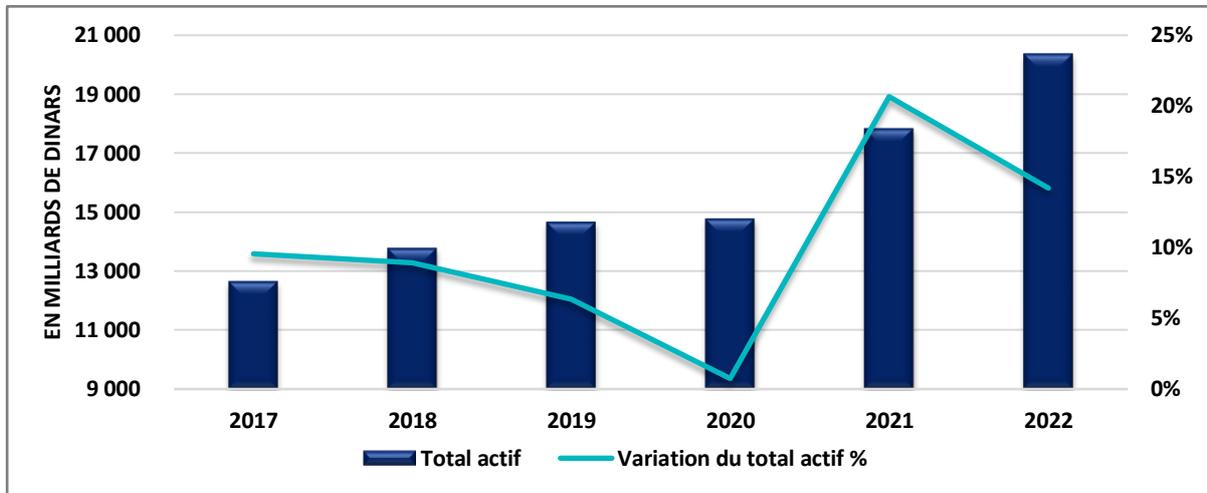
actifs liquides par rapport aux passifs à court terme à son niveau d'exigence réglementaire dépassant ainsi la barre des 100 % passant de 37,14 % en 2020 à 102,06 % en 2021 et à 108,53 % en 2022.

Il est à rappeler que durant les cinq derniers exercices avant 2021, la tendance d'évolution des actifs liquides du système bancaire n'a pas

**Graphique V.8 : Evolution des actifs liquides du secteur bancaire**



Graphique V.9 : Evolution de l'actif du secteur bancaire



cessé de baisser exception faite de l'année 2017 suite au financement non conventionnel.

Comme pour la couverture des passifs à court terme par les actifs liquides, le ratio des actifs liquides par rapport au total actif continue à s'améliorer passant de 35,98 % en 2021 à 40,22 % en 2022 (13,11 % en 2020) avec une augmentation de 14,18 % du total actif en 2022 (+20,66 % en 2021).

La situation consolidée des banques publiques fait ressortir une couverture de plus de 115 % des passifs à court terme par les actifs liquides après avoir enregistré un taux de couverture de 31,54 % en 2020 pour dépasser les 110 % à fin 2021. Une situation qui montre que les tensions sur la liquidité des banques publiques ont été complètement évacuées en 2021 et 2022. Cette amélioration est le résultat de l'augmentation des actifs liquides tirée par l'augmentation de 417,3 % et 24,9 % des créances sur l'administration centrale (obligations et bon de Trésor) à fin 2021 et 2022, respectivement suite au rachat des crédits syndiqués en 2021 et juin 2022 par le Trésor public, en contrepartie d'obligations à concurrence de 2 599,6 milliards de dinars.

Comme pour les banques publiques, les banques privées ont enregistré une amélioration en terme d'actifs liquides couvrant ainsi leurs passifs à court terme à hauteur de 73,80 % à fin 2022 contre 68,90 % à fin 2021, gagnant ainsi 5 points de pourcentage. Cette amélioration du niveau du ratio des actifs liquides par rapport aux passifs à court terme des banques privées est le résultat de la hausse plus rapide des actifs liquides 10,5 % (numérateur du ratio) par rapport à celle des passifs à court terme 3,2 % (dénominateur du ratio).

#### V.1.4.3- Créances non-performantes et provisions

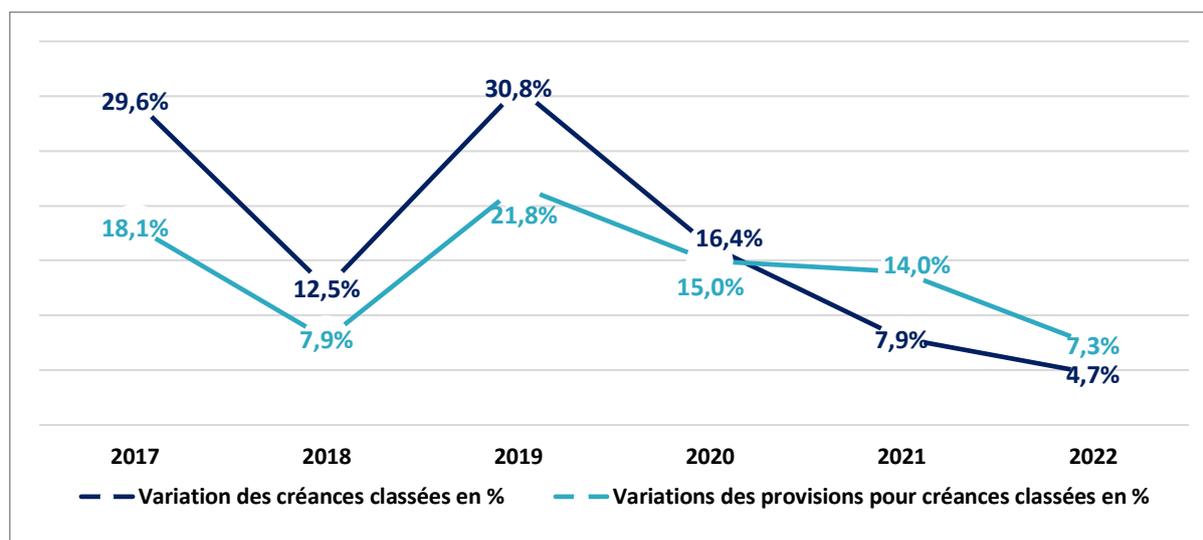
Le rythme de croissance des créances non performantes détenues par les banques continue, pour la troisième année consécutive, son ralentissement enregistrant ainsi une augmentation de 4,7 % en 2022 contre 7,9 % en 2021 et 16,4 % en 2020.

Le ralentissement de l'évolution de ces créances en 2021 par rapport à 2019 et 2020 peut être analysée corrélativement aux mesures d'allègement prise par l'autorité monétaire<sup>26</sup>

<sup>26</sup> Article 4 de l'instruction n°05-2020 du 06 avril 2020, portant mesures exceptionnelles d'allègement

de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

**Graphique V.10 : Evolution des variations des créances classées et leurs provisions en %**



**Tableau V.11 : Ratios des créances classées et taux de provisionnement**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
Créances classées nettes des provisions/FPR <sup>27</sup>	44,87%	60,75%	69,20%	67,42%	65,64%
Taux de créances classées	13,49%	15,60%	17,17%	21,06%	21,35%
Taux de créances classées nettes de provisions	6,80%	8,44%	9,47%	11,05%	10,96%
Taux de provisions des créances classées	49,59%	45,88%	44,85%	47,53%	48,65%
<b>Banques privées</b>					
Créances classées nettes des provisions/FPR	13,37%	14,56%	13,97%	13,25%	10,46%
Taux de créances classées	7,11%	8,19%	9,66%	9,63%	9,11%
Taux de créances classées nettes de provisions	3,04%	3,39%	3,36%	3,16%	2,58%
Taux de provisions des créances classées	57,27%	58,69%	65,24%	67,14%	71,69%
<b>Secteur bancaire</b>					
Créances classées nettes des provisions/FPR	39,35%	52,57%	59,56%	58,15%	56,24%
Taux de créances classées	12,70%	14,76%	16,36%	19,64%	19,86%
Taux de créances classées nettes de provisions	6,33%	7,87%	8,81%	10,07%	9,94%
Taux de provisions des créances classées	50,12%	46,69%	46,14%	48,73%	49,94%

<sup>27</sup> FPR : fonds propres réglementaires.

notamment la possibilité donnée aux banques et établissements financiers, à leur discrétion, de reporter le paiement des tranches de crédit arrivant à échéance, au cas par cas, ou procéder au rééchelonnement des créances de leur clientèle sans pour autant affecté leur classement.

Ainsi, le taux de créances classées par rapport au total créances hors crédits consortiaux s'est stabilisé à 19,86 % en 2022 contre 19,64 % à fin 2021. Le taux de créances classées par rapport au total créances y compris les crédits consortiaux est de 16,63 %, soit un niveau stable par rapport à l'année précédente (16,62 % en 2021).

Représentant 31,03 % du total créances classées à fin 2022 (32,3 % à fin 2021), les créances classées des dispositifs d'aide à l'emploi<sup>28</sup> ont contribué à hauteur de 12,8 % à l'évolution du total créances non performantes contre une contribution de 28,6 % à la fin de l'année précédente. Hors créances des dispositifs d'aide à l'emploi, le taux de créances classées par rapport au total créances est ramené à 15,15 % en 2022 (14,4 % en 2021), un niveau inférieur de 5 points de pourcentage par rapport au taux

de créances classées globales. Quant au taux de provisionnement de ces créances hors dispositifs d'aide à l'emploi, il dépasse les 50 % soit 57,92 % à fin 2022 contre 55,30 % à fin 2021.

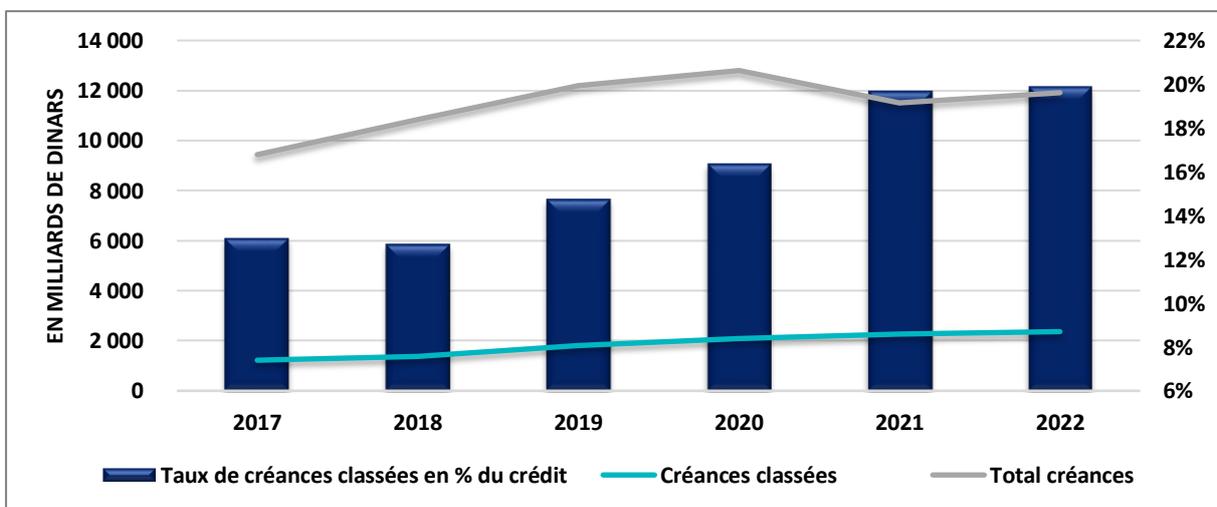
Le taux de provisionnement des créances classées du secteur bancaire est passé de 48,73% à fin 2021 à 49,94% à fin 2022 s'approchant ainsi de la barre des 50 % contre un niveau de provisionnement de 46,14 % en 2020.

La situation consolidée par type de banque enregistre des ratios des créances non performantes relativement stables entre 2021 et 2022.

Le niveau de provisionnement des créances classées des banques privées a atteint 71,69% à fin 2022 contre 67,14 % à fin 2021, soit un niveau supérieur à celui enregistré au niveau des banques publiques qui a connu une légère amélioration passant de 47,53% à fin 2021 à 48,65% à fin 2022.

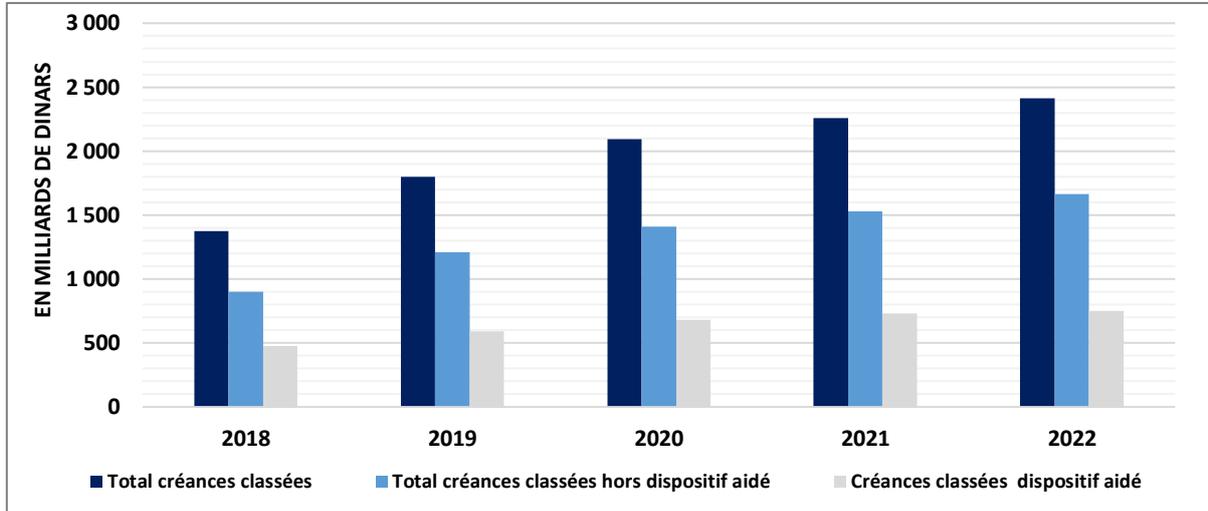
Le taux de créances classées nettes des provisions par rapport au total créances de secteur bancaire s'est stabilisé à 10 % entre 2021 et 2022.

**Graphique V.11 : Evolution du total des créances classées du secteur bancaire**



<sup>28</sup> ANADE (ex ANSEJ), CNAC et ANGEM.

**Graphique V.12 : Evolution du total des créances classées des dispositif d'aide à l'emploi du secteur bancaire**



#### V.1.4.4- Rentabilité des banques

Au cours de l'année 2022, le secteur bancaire algérien a continué de récolter les résultats des différentes mesures qui ont été prises par la Banque d'Algérie pour contenir les effets de la crise sanitaire conjugué aux résultats liés à la reprise de l'activité économique.

Par conséquent, la rentabilité des fonds propres (ROE) enregistre des niveaux dépassant 13% soit 14,35 % en 2021 et 13,47 % en 2022 après

avoir enregistré un taux de 11,62 % en 2020. Cette amélioration est le résultat direct de la hausse du niveau de rendement, dont le résultat (avant impôts) a connu un rebond considérable de +29,3 % entre fin 2020 et fin 2021.

Quant au ratio du rendement des actifs (ROA) du secteur bancaire a connu un léger recul de 0,34 point de pourcentage enregistrant un taux de 1,38 % à fin 2022 contre 1,72 % à fin 2021. Ce résultat reflète une baisse en termes de résultat avant impôt de l'ordre de 3,8%.

**Graphique V.13 : Evolution du ratio du rendement des fonds propres (ROE)**

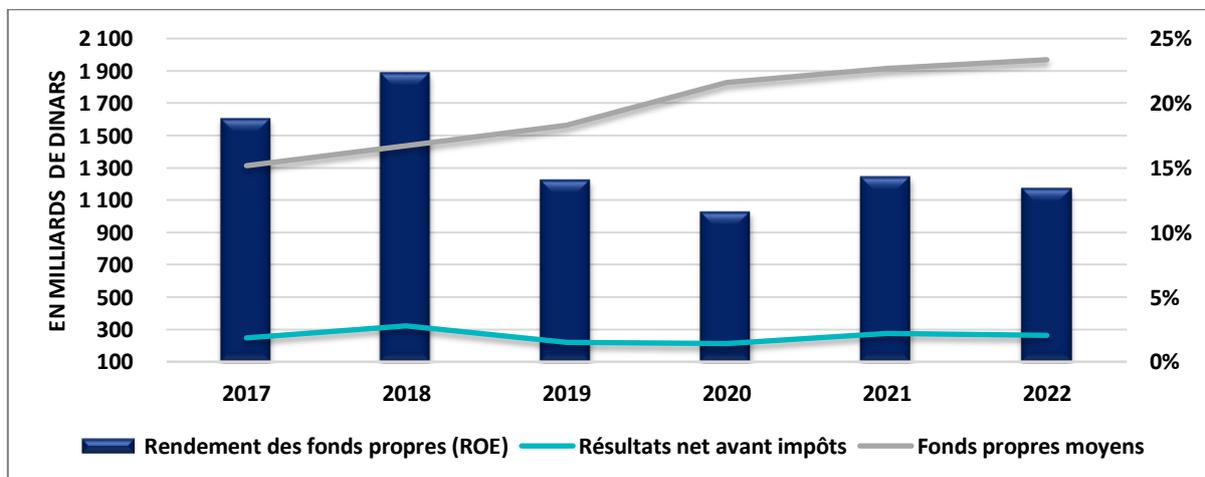


Tableau V.12 : Indicateurs de rentabilité des banques

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
ROE <sup>29</sup>	22,72%	12,31%	10,78%	13,47%	11,97%
ROE (avant provisions)	30,55%	24,66%	14,89%	18,82%	16,05%
Ratio : couverture des charges par les produits	163,94%	130,09%	128,19%	137,10%	131,49%
ROA <sup>30</sup>	2,27%	1,26%	1,23%	1,53%	1,14%
Marge bancaire <sup>31</sup>	3,96%	3,39%	3,33%	3,02%	3,27%
<b>Banques privées</b>					
ROE	21,22%	22,51%	15,10%	18,29%	20,11%
ROE (avant provisions)	25,36%	30,49%	18,35%	20,70%	20,29%
Ratio : couverture des charges par les produits	164,61%	156,49%	146,43%	164,17%	167,61%
ROA	3,38%	3,16%	2,73%	2,90%	3,06%
Marge bancaire	6,57%	6,85%	6,16%	5,58%	5,37%
<b>Secteur bancaire</b>					
ROE	22,41%	14,08%	11,62%	14,35%	13,47%
ROE (avant provisions)	29,49%	25,67%	15,43%	19,16%	16,83%
Ratio : couverture des charges par les produits	164,06%	134,61%	131,34%	141,28%	137,06%
ROA	2,42%	1,51%	1,43%	1,72%	1,38%
Marge bancaire	4,32%	3,85%	3,70%	3,37%	5,36%

Les banques publiques ont vu leur résultat avant impôts consolidé baisser de 8,75% entre 2021 et 2022. Cette baisse du résultat net a dégagé une rentabilité des fonds propres (ROE) passant de 13,47% à fin 2021 à 11,97% à fin 2022. Comme pour le (ROE), le rendement des actifs (ROA), a connu une légère baisse passant de 1,53 % en 2021 à 1,14 % en 2022 suite à la hausse importante de 22,2 % des actifs moyens (dénominateur du ratio).

Au terme de l'année 2022, la rentabilité des banques privées s'est consolidée pour enregistrer une amélioration du ratio des fonds

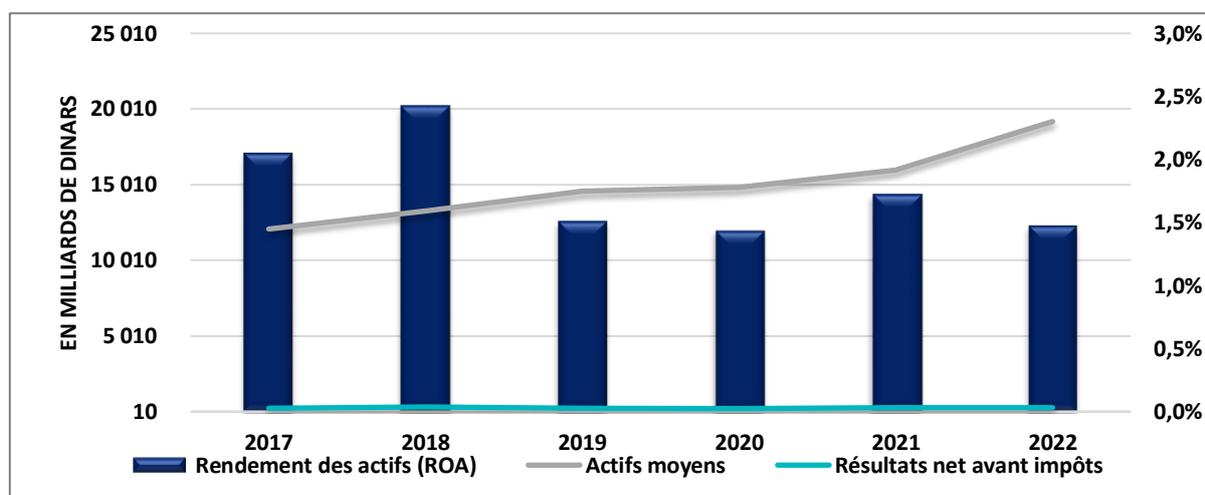
propres (ROE) passant de 18,29 % en 2021 à 20,11 % en 2022. Cette amélioration notable est tirée par la hausse importante de 13,71 % du résultat avant impôts. La hausse du résultat avant impôts a induit une hausse du ratio des rendements des actifs (ROA) de 0,16 point de pourcentage à la fin de l'année sous revue passant ainsi de 2,90 % en 2021 à 3,06 % en 2022.

<sup>29</sup> Résultat/ fonds propre moyen

<sup>30</sup> Résultat/Actif moyen

<sup>31</sup> PNB/total des actifs moyens

**Graphique V.14 : Evolution du ratio du rendement des Actifs (ROA) et ses composantes**



#### V.1.4.5- Marge d'intermédiation bancaire

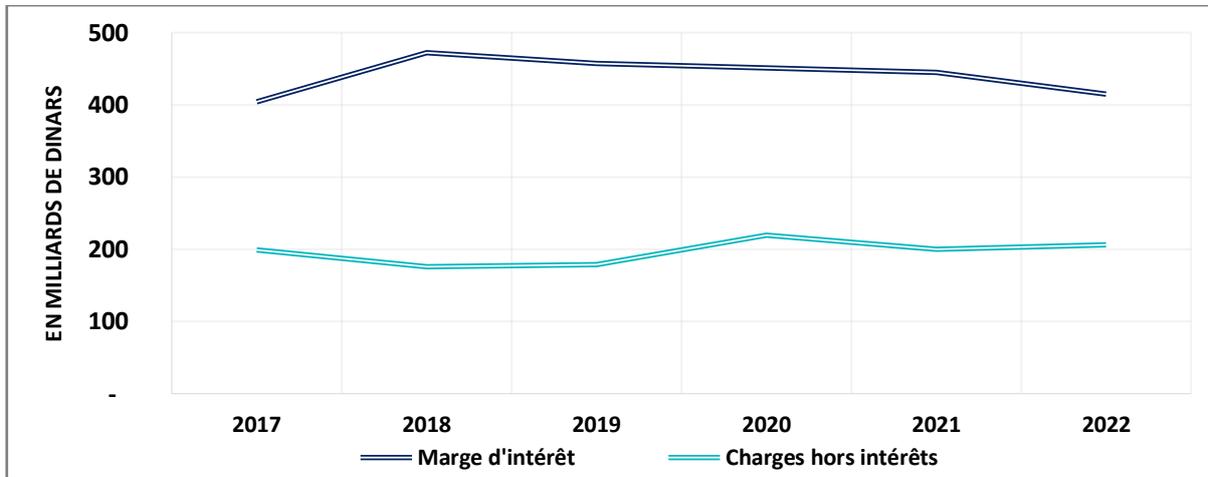
L'activité du secteur bancaire a connu une stabilité en terme de résultats entre 2021 et l'année sous revue. Le ratio de marge d'intérêts rapporté au revenu brut a enregistré, à fin 2022 le même niveau enregistré à fin 2021 qui est de 78% (78,69% en 2022 et 78,45% en 2021).

Quant au ratio des charges hors intérêts rapportées au revenu brut, il a connu une hausse de 4,7 points de pourcentage à fin 2022 suite à la hausse de 10,1% des charges hors intérêts contre une baisse de 8,6 % de ces dernières enregistrée l'année précédente.

**Tableau V.13 : Marges d'intermédiation des banques**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
A- Marge d'intérêt/Revenu brut	80,79%	81,71%	72,99%	78,27%	79,12%
B- Charges hors intérêts/Revenu brut	26,39%	28,12%	34,51%	33,07%	38,18%
<b>Banques privées</b>					
A- Marge d'intérêt/Revenu brut	71,14%	69,72%	75,34%	79,07%	77,36%
B- Charges hors intérêts/Revenu brut	40,49%	39,46%	41,46%	42,99%	45,47%
<b>Secteur bancaire</b>					
A- Marge d'intérêt/Revenu brut	78,78%	78,89%	73,47%	78,45%	78,69%
B- Charges hors intérêts/Revenu brut	29,34%	30,79%	35,93%	35,29%	39,96%

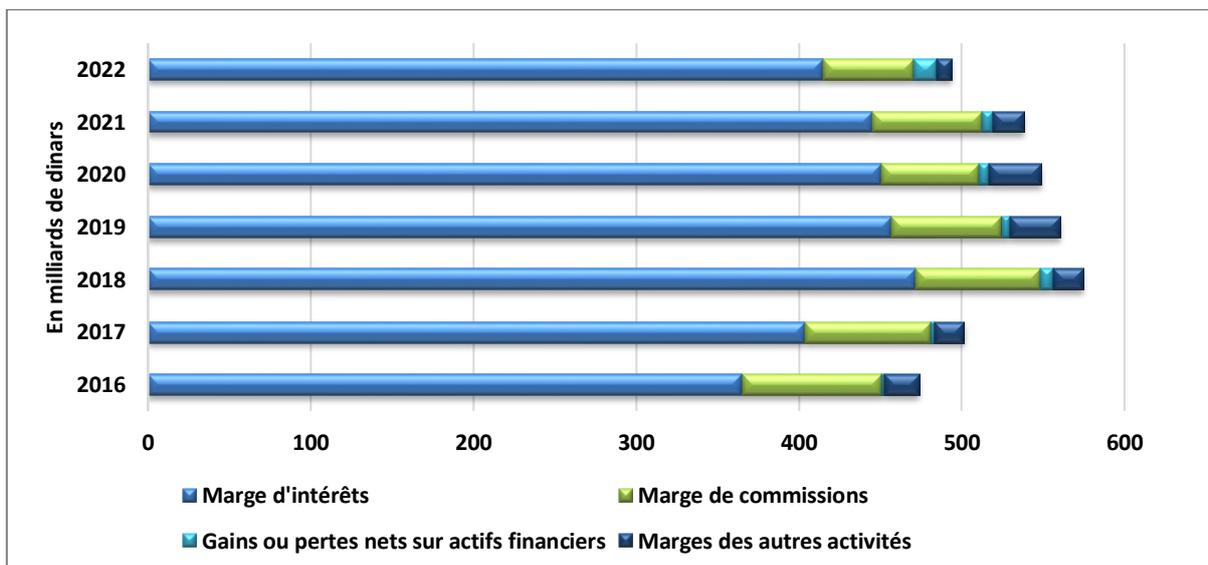
Graphique V.15 : Evolution des marges et charges bancaires



Le ratio de marge d'intérêt des banques s'est légèrement amélioré passant de 78,27% à fin 2021 à 79,12% à fin 2022 en contexte de hausse du niveau des charges hors intérêts par rapport aux revenus brut qui est passé de 33,07 % en 2021 à 38,18 % en 2022. Les banques privées quant à elles, ont connu un léger recul en terme du ratio de marge d'intérêt, passant de 79,07 % en 2021 à 77,36% en 2022 et une légère hausse en terme du ratio de charges hors intérêts, passant de 42,99 % en 2021 à 45,47 % en 2022.

La situation consolidée des banques enregistre un recul en termes de marge d'intérêt, principale composante du produit net bancaire (PNB), résultant de la hausse des intérêts et charges assimilées de 36,95 % contre une hausse de 10,09% des intérêts et produits assimilés entre 2021 et 2022. Par conséquent, le PNB a connu une baisse importante de 4,7 % à fin 2022 (contre une baisse de 1,91 % à fin 2021). Cette tendance persiste depuis 2018, et ce malgré la réduction du taux directeur sur la période, le ramenant à 3 % en 2021, ce qui interpelle sur la réactivité des banques quant à la transmission

Graphique V.16 : Evolution du PNB et ses composantes



**Tableau V.14 : Répartition du Produit net bancaire des banques**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Banques publiques</b>					
Produit net Bancaire	100%	100%	100%	100%	100%
Charges générales d'exploitation	21%	24%	23%	27%	31%
Dotation aux amortissements et provisions	32%	57%	53%	54%	45%
Provisions pour risques de crédit	-10%	-17%	-12%	-30%	-24%
Pertes hors exploitation	0%	0%	0%	0%	0%
Impôt sur le bénéfice	14%	9%	15%	9%	13%
Marge de profit	43%	27%	22%	40%	36%
<b>Banques privées</b>					
Produit net Bancaire	100%	100%	100%	100%	100%
Charges générales d'exploitation	35%	34%	36%	37%	37%
Dotation aux amortissements et provisions	27%	33%	44%	29%	28%
Provisions pour risques de crédit	-12%	-12%	-24%	-18%	-22%
Pertes hors exploitation	0%	0%	0%	0%	0%
Impôt sur le bénéfice	15%	12%	16%	14%	13%
Marge de profit	35%	33%	29%	38%	44%
<b>Secteur bancaire</b>					
<b>Produit net Bancaire</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Charges générales d'exploitation	24%	26%	26%	29%	32%
Dotation aux amortissements et provisions	31%	51%	51%	48%	41%
Provisions pour risques de crédit	-10%	-16%	-15%	-28%	-24%
Pertes hors exploitation	0%	0%	0%	0%	0%
Impôt sur le bénéfice	14%	10%	15%	11%	13%
Marge de profit	41%	29%	23%	39%	38%

des mesures de politique monétaire notamment en terme de financement de l'économie en contexte de conditions monétaires confortables.

En revanche, la part de la marge de profit dans la répartition du PNB ne cesse d'augmenter depuis l'année 2020, passant de 23 % en 2020 à 39 % en 2021 et 38 % en 2022 avec une forte

augmentation du résultat net après impôt de 66,5 % à fin 2021.

L'analyse des principaux indicateurs de solidité financière pour l'exercice 2022, montre que l'activité du secteur bancaire algérien reste stable, enregistrant des niveaux de solvabilité et de liquidité dépassant les normes minimales exigées. La rentabilité des banques reste

appréciable avec une qualité du portefeuille crédits qui demeure inchangée par rapport à l'année précédente, mais à des niveaux élevés de créances classées. À cet effet, l'amélioration de la qualité du portefeuille crédits des banques, notamment celle publiques, demeure l'enjeu majeur du secteur bancaire et passe en premier lieu par le traitement de la problématique des créances dues aux dispositifs aidés et des créances anciennes qui alourdissent le bilan de banques.

### V. 1.5- Activité des établissements financiers

En 2022, l'activité des établissements financiers a relativement baissé comparativement à l'année précédente. À en juger par l'évolution du total de leurs actifs qui a atteint 111,1 milliards de dinars à fin 2022 contre 114,3 milliards de dinars à fin 2021, soit une baisse de 2,8 %. Le faible développement de l'activité de distribution de crédits des établissements financiers depuis leur création interpelle quant à leur stratégie de développement et à leur capacité de financement du secteur économique.

Les ressources des établissements financiers à fin 2022 sont constituées des fonds propres à hauteur de 61,2 milliards de dinars, dont un capital social de 52,5 milliards de dinars, des réserves pour 9 milliards de dinars et des emprunts obtenus pour un montant de 12,4 milliards de dinars.

Les crédits distribués par les établissements financiers s'élèvent à 66,1 milliards de dinars contre 66,5 milliards de dinars à fin 2021, soit une baisse de 1 %. Une grande partie des crédits est accordée aux entreprises privées, soit 64,1 milliards de dinars dont 59,4 milliards de dinars sous forme de crédit-bail (dont 37,9 milliards de dinars de crédit-bail mobilier et 21,5 milliards de dinars de crédit-bail immobilier).

## V.2- DEVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE BANCAIRE

### V.2.1- Activité du Système ARTS

En 2022, le Système ARTS a traité 396 343 virements pour un montant global de 81 929,140 milliards de dinars contre 363 894 virements pour 71 090,145 milliards de dinars en 2021, soit une hausse non négligeable de 8,92 % en volume et de 15,25 % en valeur

Aussi, il a été enregistré une moyenne quotidienne de 1 573 virements pour 325,116 milliards de dinars contre 1 450 opérations pour 283,228 milliards de dinars durant l'année précédente.

Les virements de banque à banque ont enregistré, durant l'année sous revue, un taux de 76,46 % du nombre global des opérations, contre 22,09 % pour les opérations de banque centrale et 1,45 % pour les soldes déversés par les systèmes exogènes (Systèmes ATCI et de règlement-livraison de titres).

En valeur, les opérations de banque centrale ont représenté 52,89 % de la somme globale des virements traités par le Système, soit un peu plus de la moitié du montant global des virements échangés, alors que les opérations de banque à banque et les soldes des systèmes exogènes l'ont été pour 31,32 et 15,79 % respectivement.

En 2022, le nombre de virements clientèle a enregistré un accroissement non négligeable de 11,75 %, passant de 266 180 à 297 469 virements alors que celui des virements de banque à banque a connu une augmentation peu significative de 1,19 % (98 874 virements en 2022 contre 97 714 en 2021).

Concernant la valeur des virements de banque à banque, elle a représenté, durant l'année sous revue, 31,32 % du montant total des opérations contre 20,66 % pour les virements clientèle.

**Tableau V.15 : Virements traités par le système ARTS en 2022 (par types d'opérations)**

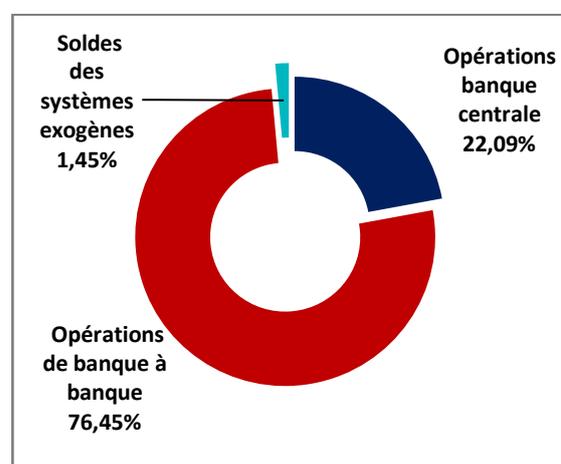
Nature des opérations	Volume	Ratios	Valeurs en milliards de dinars	
			Valeur	Ratios
<b>Opérations de banque centrale (1+2+3+4)</b>	<b>87 555</b>	<b>22,09%</b>	<b>43 333,454</b>	<b>52,89%</b>
Opérations de politique monétaire (1)	1 467	0,37%	14 920,323	18,21%
Opérations fiduciaires (2)	56 868	14,35%	7 205,793	8,79%
Opérations extérieures (3)	26 261	6,62%	14 965,345	18,27%
Opérations sur valeurs d'Etat (4)	2 959	0,75%	6 241,993	7,62%
<b>Opérations de banque à banque</b>	<b>303 023</b>	<b>76,46%</b>	<b>25 658,267</b>	<b>31,32%</b>
Banque d'Algérie	6 327	1,60%	883,046	1,08%
Autre participants	296 696	74,86%	24 775,221	30,24%
<b>Soldes des systèmes exogènes</b>	<b>5 765</b>	<b>1,45%</b>	<b>12 937,419</b>	<b>15,79%</b>
Système A.T.C.I	5 544	1,40%	12 933,138	15,79%
Système de règlement/livraison des titres	221	0,05%	4,281	0,00%
<b>Total des opérations traitées en 2022</b>	<b>396 343</b>	<b>100,00%</b>	<b>81 929,140</b>	<b>100,00%</b>
<b>Total des opérations traitées en 2021</b>	<b>363 894</b>		<b>71 090,145</b>	
<b>Taux d'évolution (%)</b>	<b>8,92%</b>		<b>15,25%</b>	
<b>Moyenne quotidienne en 2022 (/252 JO)</b>	<b>1 573</b>		<b>325,116</b>	

Source : Direction des Systèmes de paiements (Banque d'Algérie)

En termes de comparaison, la valeur des virements clientèle et celle des virements de banque à banque ont enregistré, en 2022, une assez importante augmentation de 37,13 % pour les premiers et 10,65 % pour les seconds.

La volumétrie globale des opérations traitées par le Système a évolué de 8,92 %, passant de 363 894 opérations en 2021 à 396 343 opérations en 2022, soit une hausse de 32 449 opérations. Cette évolution trouve son explication notamment dans la très forte augmentation enregistrée par les opérations de banque à banque.

**Graphique V.17: Volume des virements traités par le système ARTS -2022-**

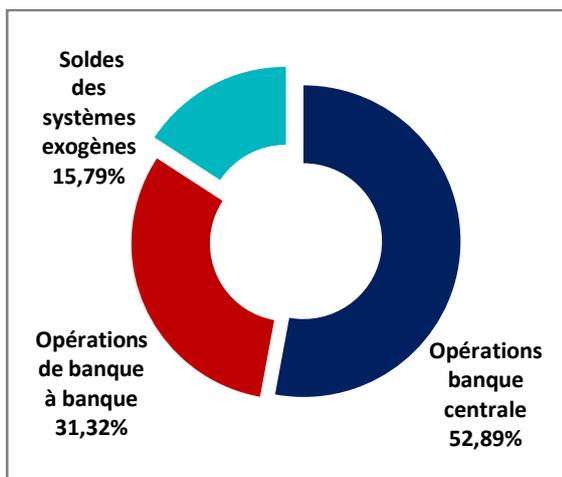


Quant à la valeur globale des opérations traitées par le Système ARTS durant l'année sous revue, elle est passée de 71 090,145 milliards de dinars à 81 929,140 milliards de dinars, soit un important accroissement de 15,25 % dû surtout aux importantes hausses intervenues dans les opérations de banque à banque et les soldes des systèmes exogènes.

Les soldes déversés dans le Système ARTS par les systèmes exogènes en 2022 ont été largement dominés par ceux du Système ATCI, avec des taux de 99,97 % en valeur et 96,17 % en volume contre 0,03 % et 3,83 % respectivement pour ce qui concerne les soldes déversés par le système de règlement-livraison des titres.

En ce qui a trait à la ventilation des virements traités par le Système ARTS en 2022 par tranches de montants, il est à signaler que les transferts de fonds dont le montant unitaire se situant au-delà du seuil d'un million de dinars, ont représenté des taux de 99,99 % en valeur et 94,69 % en volume. Quant aux virements urgents pour des montants inférieurs à 1 million de dinars, ils ont représenté 0,01 % en valeur et 5,31 % en volume.

**Graphique V.18: Valeur des virements traités par le système ARTS -2022-**



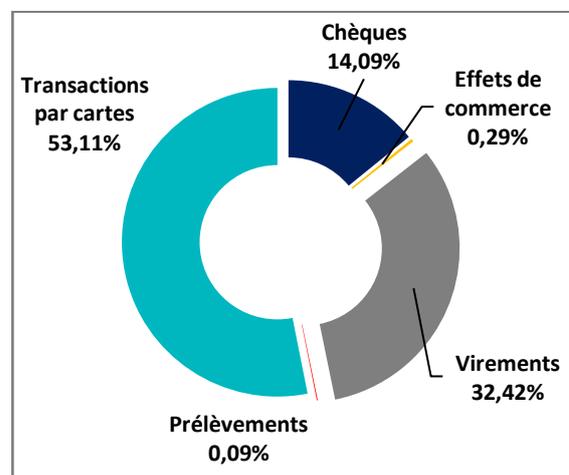
### V.2.2- Activité du Système ATCI

Le Système ATCI a enregistré, en 2022, un volume de 54,928 millions d'opérations de paiements pour une valeur de 20 166,329 milliards de dinars contre 48,018 millions d'opérations pour 17 980,117 milliards de dinars en 2021, soit une importante augmentation de 14,39 % en volume et 12,16 % en valeur.

Ainsi, il a atteint, durant la même année, une moyenne quotidienne de 218 millions d'opérations pour une valeur de 80,025 milliards de dinars contre 191 millions d'opérations pour 71,634 milliards de dinars l'année d'avant.

Les transactions par cartes et les virements traités par le Système ATCI en 2022 ont été les plus utilisés avec des taux de 53,11 % et 32,42 % respectivement par rapport la volumétrie globale des moyens de paiement échangés. Ainsi, d'une année à l'autre, les moyens de paiement de nature essentiellement électronique (virements, prélèvements et transactions par cartes) sont en train de conforter leur dominance sur le marché des paiements, contrairement aux moyens de papier classique (chèques et effets de commerce).

**Graphique V.19: Volume des opérations du système ATCI -2022-**



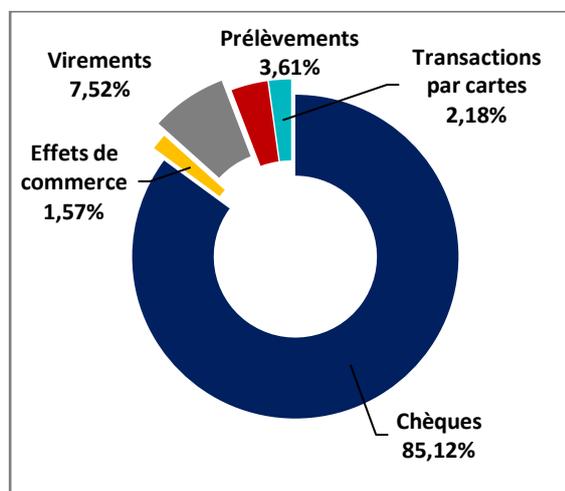
**Tableau V.16 : Paiements traités par le système ATCI en 2022 (par type d'opérations)**

Volume en millions d'opérations et valeurs en milliards de dinars				
Type d'opération	Volume	Valeur	Ratios volume (%)	Ratios valeur (%)
Chèques	7,742	17 165,394	14,09%	85,12%
Effets de commerce	0,160	316,711	0,29%	1,57%
Virements	17,805	1 516,462	32,42%	7,52%
Prélèvements	0,048	728,929	0,09%	3,61%
Transactions par cartes	29,173	438,833	53,11%	2,18%
<b>Total des opérations télécompensées en 2022</b>	<b>54,928</b>	<b>20 166,329</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>
<b>Total des opérations télécompensées en 2021</b>	<b>48,018</b>	<b>17 980,117</b>		
<b>Taux d'évolution (%)</b>	<b>14,39%</b>	<b>12,16%</b>		
<b>Moyenne quotidienne en 2022 (/252 jours ouvrés)</b>	<b>0,218</b>	<b>80,025</b>		

Source : CPI spa.

A contrario, la valeur des chèques télécompensés en 2022 s'est élevée à un montant de 17 165,394 milliards de dinars sur une somme globale télécompensée de 20 166,329 milliards de dinars, soit une quote-part de 85,12 %, alors que celle des virements dont les montants télécompensables sont inférieurs à un million de dinars représente un taux de 7,52 %.

**Graphique V.20: Valeurs des opérations du système ATCI -2022-**



Le Système ATCI a enregistré, durant l'année sous revue, un total de rejets s'élevant à 227 853 opérations pour 398,470 milliards de dinars, soit des taux de rejet faible de 0,41 % en volume et 1,98 % en valeur.

Les effets de commerce (lettres de change et billets à ordre) qui sont toujours échangés dans leur format papier, ont été les plus impactés par les rejets avec des taux de 38,41 % en volume et 12,72 % en valeur.

Par ailleurs, il importe de signaler que les acteurs de la place bancaire (banques, Algérie Poste et Trésor public) comptent, en étroite relation avec l'opérateur du Système ATCI, le CPI spa, mettre en production le projet de dématérialisation des effets de commerce avant la fin de l'année 2023.

En termes d'évolution, le volume global des instruments de paiement télécompensés en 2022 a augmenté de 14,39 % en volume par rapport à l'année précédente et ce, en raison notamment de l'important accroissement enregistré aussi

bien par les transactions par cartes, les prélèvements que les virements.

En effet, les transactions par cartes continuent à progresser d'une année à l'autre (22,23 % en 2022), traduisant les importants efforts fournis par les adhérents au système monétique interbancaire (banques et Algérie Poste) dans le sens du développement des transactions par cartes en particulier et des paiements électroniques en général.

Aussi, la valeur des différents moyens de paiements télécompensés a évolué de 12,16 % par rapport à celle enregistrée l'année précédente, notamment pour les chèques, les virements et les prélèvements avec des taux d'accroissement de 12,90 %, 10,25 % et 10,22 % respectivement.

En 2022, les retraits de fiduciaire sur les DAB/GAB ont représenté 86,66 % du volume global des transactions monétiques interbancaires et 94,45 % du total de leur valeur, ce qui reflète la nette tendance des porteurs de cartes à privilégier l'utilisation du cash sur les paiements par cartes. Preuve en est les faibles taux d'utilisation des cartes en interbancaire pour les paiements sur TPE (auprès des commerçants accepteurs) et ceux sur internet (auprès des Web-marchands).

Les retraits sur DAB/GAB ainsi que les paiements par cartes ont connu, en volume et en valeur, de très fortes augmentations, pouvant s'expliquer par la tendance de la clientèle des banques et d'Algérie Poste à privilégier l'utilisation de la carte bancaire sur tout autre moyen de paiement.

**Tableau V.17 : Evolution des transactions par cartes durant l'année 2022**

Types d'opérations	Année 2021		Année 2022		Taux d'évolution	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
<b>Retraits sur DAB/GAB*</b>	21,503	413,558	25,281	414,472	17,57%	0,22%
<b>Paiements par cartes</b>	2,355	14,122	3,879	24,232	64,71%	71,59%
Dont paiements sur TPE	2,349	14,104	2,150	18,552	-8,47%	31,54%
Dont paiements par internet	0,006	0,018	1,729	5,680	28716,67%	31455,56%
Remboursements de paiements sur TPE & internet	0,009	0,078	0,013	0,130	44,44%	66,67%
<b>Total des transactions par cartes</b>	23,867	427,758	29,173	438,834	22,22%	2,59%

(\*) : Y compris Algérie Poste

Source : CPI spa.

Ainsi, les retraits sur DAB/GAB sont passés de 21,503 millions d'opérations pour 413,558 milliards de dinars en 2021 à 25,281 millions d'opérations pour 414,472 milliards de dinars en 2022, soit des taux d'accroissement de 17,57 % en volume et 0,22 % en valeur.

Quant aux paiements par cartes opérés en 2022, les banques et Algérie Poste ont enregistré 3,879 millions de transactions pour 24,232 milliards de dinars contre 2,355 millions de transactions pour 14,122 milliards de dinars en 2021, soit des taux d'augmentation de 64,77 % en volume et 71,59 % en valeur.

### V.2.3- Activité monétique

Par ailleurs, les statistiques du GIE Monétique au 29 décembre 2022, indiquent que :

- Sur un total de 13 585 773 cartes bancaires en circulation, les banques ont émis 3 461 317 cartes CIB (soit un taux de 25,48 %) alors qu'Algérie Poste en a émis 10 124 456 cartes (soit un taux de 74,52 %) ;
- Le total des cartes mises en circulation par les banques et Algérie Poste à fin 2022 a enregistré un taux d'accroissement de 17,02 % ;
- Le total des cartes CIB et Eddahabia actives est passé de 3 788 855 cartes en 2021 (soit un taux d'activité de 32,64 %) à 4 039 473 cartes en 2022 (soit un taux d'activité de 29,73 %) ;
- Un parc monétique de 3 640 DAB/GAB et 46 263 TPE, en accroissement de 30,53 % pour les premiers et 23,17 % comparativement à l'année 2021, est mis à la disposition des porteurs de cartes et des commerçants accepteurs, soit une moyenne de 3 732 cartes émises par DAB/GAB et 294 cartes émises par TPE, ce qui reste insignifiant en termes de points d'acceptation ;
- 291 web-marchands étaient homologués contre 153 à fin 2021, soit une augmentation de 90,20 % ; cet accroissement, quoiqu'important, reste loin des objectifs tracés par les pouvoirs publics à travers la promulgation de la loi sur le commerce électronique en mai 2018 ;

**Tableau V.18 : Situation des cartes pour les années 2021 et 2022**

Nature des cartes	Situation des cartes en 2021			Situation des cartes en 2022		
	CIB	Eddahabia	Total des cartes	CIB	Eddahabia	Total des cartes
Nombre de cartes en circulation (1)	2 768 285	8 841 339	11 609 624	3 461 317	10 124 456	13 585 773
Nombre de cartes actives (2)	855 303	2 933 552	3 788 855	1 063 997	2 975 476	4 039 473
Taux d'activité (1/2)	<b>30,90%</b>	<b>33,18%</b>	<b>32,64%</b>	<b>30,74%</b>	<b>29,39%</b>	<b>29,73%</b>

Source : GIE.

- En 2022, les établissements émetteurs de cartes (CIB et Eddahabia) ont enregistré en intra bancaire et en interbancaire comparativement à l'année antérieure, un total de :
  - 128,035 millions de transactions de retraits pour 2 387,708 milliards de dinars contre 87,723 millions de transactions de retraits pour 1 728,937 milliards de dinars (soit une assez forte évolution de 45,95 % en volume et 38,10 % en valeur) ;
  - 2,713 millions de transactions de paiements sur TPE pour 21,246 milliards de dinars contre 2,151 millions de transactions de paiements sur TPE pour 15,113 milliards de dinars (soit une hausse significative de 21,13 % en volume et 40,38 % en valeur) ;
  - 9,048 millions de transactions par internet pour 18,151 milliards de dinars contre 7,821 millions de transactions par internet pour 11,176 milliards de dinars (soit une augmentation de 15,69 % en volume et 62,41 % en valeur) ;
- Les paiements par mobile autorisés par la Banque d'Algérie en intrabancaire ont enregistré, durant les seuls mois de novembre et décembre 2022, une très importante volumétrie de 4,185 millions de transactions pour une valeur globale de 2,954 milliards de dinars, ce qui est une prémisse très encourageant pour le développement des paiements électroniques en Algérie.

### V.3-INDICATEURS DE LA CENTRALE DES RISQUES ET DES IMPAYES

#### V.3.1- La centrale des risques

Les déclarations des crédits par les banques et les établissements financiers à la centrale des risques, à fin 2022, montrent que le nombre de bénéficiaires de crédit a atteint 1 078 613 contre 987 700 en 2021, soit une augmentation de 9,2 %. Les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels) représentent, à eux seuls, 97,14 % du nombre total de bénéficiaires de crédit, soit 1 047 767 contre seulement 30 846 entreprises (2,86 %).

Le montant de l'encours des crédits par caisse et des crédits par signature effectivement utilisés déclarés à la centrale des risques à fin décembre 2022 s'élève à 9 688,45 milliards de dinars, dont 341,72 milliards de dinars d'intérêts courus, contre 9 917,7 milliards de dinars à fin décembre 2021, soit une diminution de 2,31 %. La part des crédits par caisse représente 79,21 % des crédits déclarés et celle des crédits par signature 17,26 %. Les intérêts courus s'élèvent, quant à eux, à 3,53 %.

Les garanties prises en contrepartie des crédits accordés, déclarées à la centrale durant cet exercice, représentent 44 498 milliards de dinars, dont 33 630 milliards de dinars de garanties réelles et 10 868 milliards de dinars de garanties personnelles, en augmentation de 1,26 % comparativement à l'exercice précédent.

#### V.3.2- La centrale des impayés

Les fichiers des incidents de paiement et des interdictions de chèquiers gérés par la centrale des impayés constituent les pièces maîtresses du volet afférent à la prévention et à la lutte contre l'émission de chèques sans provision, dans la mesure où préalablement à toute délivrance de chèquiers à leurs clients, les banques, le Trésor public et les services financiers d'Algérie Poste sont tenus de consulter cette centrale.

L'évolution de l'activité de centralisation des incidents de paiement évaluée à travers les données déclarées à la centrale des impayés durant l'exercice 2022 par rapport à l'année 2021, montre que les incidents de paiement ont augmenté de 3,55 % en nombre et de 24,02 % en valeur, représentant ainsi 41 896 chèques correspondant à 102,55 milliards de dinars contre 40 460 chèques d'une valeur de 82,69 milliards de dinars en 2021.

Le nombre de déclarations de régularisation est passé de 10 759 en 2021 à 10 470 en 2022, en baisse de 2,7 %.

Le nombre d'interdictions de chéquiers, déclaré à cette centrale, a également connu une tendance haussière, passant ainsi de 7 597 à fin 2021 à 9 343 à fin 2022, soit une progression de 22,98 %.

D'autre part, en application des dispositions relatives à la prévention et à la lutte contre l'émission de chèques sans provision, et suite aux demandes formulées par les établissements déclarants, 263 interdictions de chéquiers ont été annulées ou levées en 2022 contre 300 en 2021, en baisse de 12,33 %.

Sur un autre plan, les données générées par le système de télé-compensation interbancaire des paiements de masse (ATCI) révèlent que 49 224 chèques sont rejetés en télé-compensation, durant l'exercice 2022, pour motif « défaut de provision ». Par contre, pour la même période, seulement 41 896 chèques ont été déclarés à la centrale des impayés comme étant des incidents de paiement pour insuffisance ou défaut de provision.

La majorité des chèques impayés déclarés à cette centrale durant l'exercice 2022, ont une

valeur supérieure à cinquante milles (50 001) dinars. Ils représentent 68,90 % du total des chèques rejetés.

La répartition par secteur juridique du nombre d'incidents de paiement déclarés durant l'année 2022 montre que dans le secteur privé, la clientèle des « particuliers » représente la part la plus importante avec 45,90 % du nombre d'incidents enregistrés, les entreprises et les professionnels représentent, à eux deux, 54,10 %.

Concernant le secteur public, les établissements à caractère industriel et commercial « EPIC » demeurent à l'origine de 89,88 % du nombre d'incidents de paiements enregistrés contre 10,12 % pour les autres formes juridiques.

Enfin, l'exercice 2022 a été marqué par l'entame des travaux de la première phase du projet de modernisation de la centrale des impayés. La Banque d'Algérie étant particulièrement attentive à préserver et à améliorer la fiabilité et la sécurité des instruments de paiement, elle vise, à travers ce projet, à renforcer le rôle de la centrale des impayés dans le dispositif de prévention et de lutte contre l'émission de chèques sans provision.



**BALANCE DES  
PAIEMENTS,  
POSITION EXTÉRIEURE  
GLOBALE  
ET TAUX DE CHANGE**



## CHAPITRE VI : BALANCE DES PAIEMENTS, POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE ET TAUX DE CHANGE

**+18,47** milliards \$ (2022)

**-1,48** milliard \$ (2021)

**Solde global**

**+26,77** milliards \$ (2022)

**+1,23** milliard \$ (2021)

**Solde de la balance commerciale**

En 2022 et malgré la hausse légère des importations, la remontée des prix des hydrocarbures conjuguées à celle des quantités exportées s'est traduite par un excédent du solde de la balance commerciale et du compte courant de la balance des paiements.

Les déficits du compte courant de la balance des paiements depuis 2014 résultent autant des prix relativement bas du pétrole et de la faiblesse des exportations hors hydrocarbures, que du niveau très élevé des importations qui ont augmenté de plus de 40 % entre 2010 et 2014.

En situation de faiblesse des investissements directs étrangers et de non recours aux financements extérieurs (endettement extérieur), ces déficits ont été financés quasi exclusivement par des prélèvements sur les réserves de change (hors or). Ceci explique la rapide érosion de ces réserves, dont le stock a reculé de près de 53 % entre fin 2017 et fin 2021.

### VI.1- ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde global de la balance des paiements, qui demeure très proche de celui du compte courant et de capital en raison de la faiblesse relative des opérations financières entre les résidents et les non-résidents, a considérablement augmenté en 2022, affichant un excédent de 18,47 milliards de dollars contre un déficit de 1,48 milliard de dollars une année auparavant.

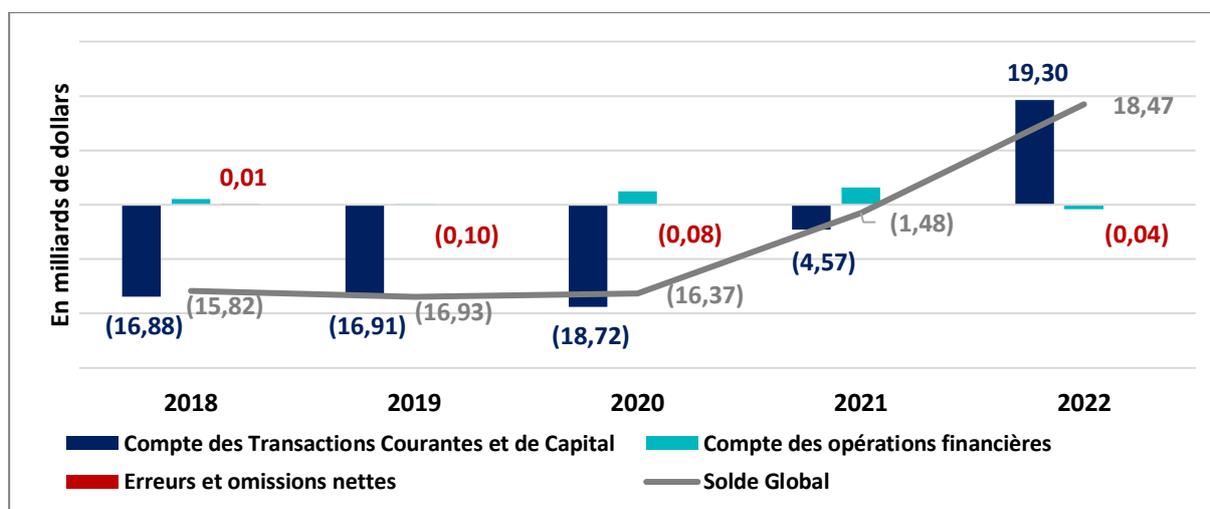
### VI.1.1- Compte des transactions courantes et de capital

Après avoir enregistré en 2021 un déficit de l'ordre de 4,57 milliards de dollars, le solde de la balance courante et de capital a enregistré un excédent de 19,30 milliards de dollars en 2022 et ce, malgré les déficits cumulés de la balance des services, de la balance des revenus primaires et de celle du compte de capital. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à l'amélioration du solde de la balance commerciale, qui passe de 1,23 milliard de dollars en 2021 à 26,77 milliards de dollars en 2022, dans un contexte de creusement du déficit de la balance des services hors facteurs de 696,63 millions de dollars. Quant au solde de la balance des revenus secondaires (transferts courants), son excédent s'est inscrit en hausse de 182,30 millions de dollars pour s'établir à 2,14 milliards de dollars en 2022.

En contexte de hausse légère des importations de biens, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent de 26,77 milliards de dollars en 2022 contre 1,23 milliard de dollars en 2021, soit une progression de 25,54 milliards de dollars. Les exportations totales de biens (FOB) ont atteint 65,53 milliards de dollars en 2022, en hausse de 26,89 milliards de dollars par rapport à 2021 (38,64 milliards de dollars).

Les exportations d'hydrocarbures, qui constituent 90,88 % du total des exports, ont

**Graphique VI.1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements (2018-2022)**



quant à elles progressé de 74,84 % en 2022 par rapport à 2021.

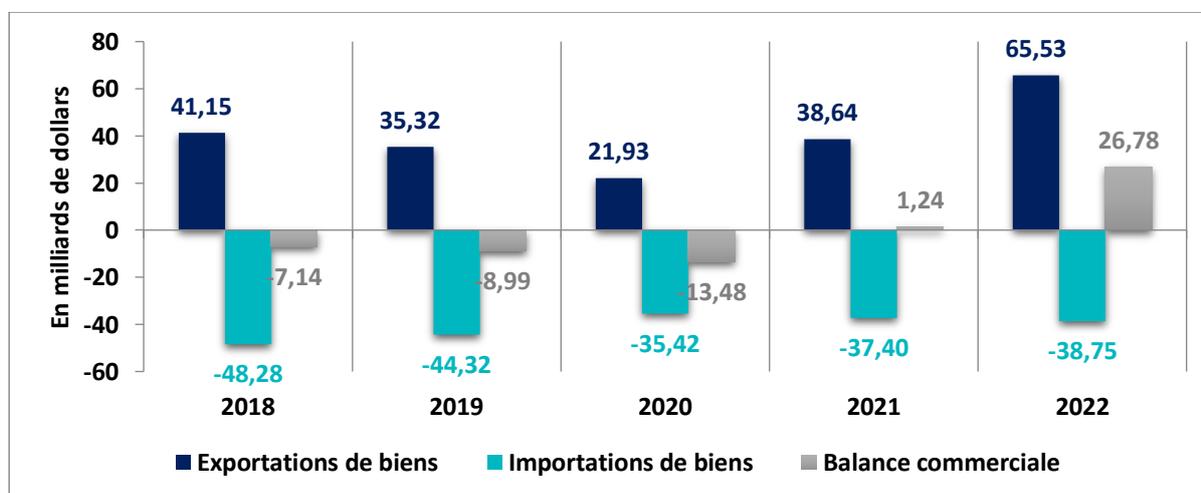
Après la baisse des prix du pétrole entre 2019 et 2020, passant de 64,44 dollars en 2019 à 42,08 dollars en 2020, ce qui correspond à une baisse de 34,70 %, le cours moyen du baril de Brent a connu une progression, pour atteindre 72,75 dollars en 2021 puis 103,65 dollars en 2022 (soit une hausse de 42,47 %).

De leur côté, les cours moyens annuels du gaz naturel (GN) et du gaz naturel liquéfié (GNL)

ont également connu des hausses considérables entre 2021 et 2022 (+178,50 % pour le GN et +104,59 % pour le GNL), et ce dans une conjoncture de baisse des quantités exportées.

Cette hausse des prix du pétrole et du gaz a induit une augmentation des exportations d'hydrocarbures, passant de 34,06 milliards de dollars en 2021 à 59,55 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 25,49 milliards de dollars.

**Graphique VI.2 : Evolution des postes de la balance commerciale (2018-2022)**



**Tableau VI.1 : Composition des exportations par groupes de produits**

	2021		2022		Evolution en %
	Valeur	Part	Valeur	Part	
<b>Hydrocarbures</b>	<b>34 058</b>	<b>88,15%</b>	<b>59 549</b>	<b>90,88%</b>	<b>74,84%</b>
<b>Hors hydrocarbures</b>	<b>4 578</b>	<b>11,85%</b>	<b>5 977</b>	<b>9,12%</b>	<b>30,57%</b>
Electricité	79	1,72%	162	2,72%	106,38%
Produits semi-finis	3 486	76,15%	5 086	85,09%	45,90%
Alimentation	575	12,56%	269	4,51%	-53,15%
Matières premières	182	3,97%	263	4,40%	44,53%
Equipements industriels	188	4,11%	84	1,41%	-55,24%
Biens de consommation non alimentaires	63	1,38%	111	1,85%	75,57%
Equipements agricoles	1	0,02%	2	0,03%	84,76%
Autres	4	0,09%	-	0,00%	-100,00%
<b>Total biens</b>	<b>38 636</b>		<b>65 526</b>		<b>69,60%</b>

Source : Direction de la Balance des paiements (Banque d'Algérie)

Quant aux exportations de biens hors hydrocarbures (FOB), bien que faibles et très peu diversifiées à l'image du système productif, elles ont atteint un record de l'ordre de 5,98 milliards de dollars US à fin 2022, en hausse de 30,57 % par rapport à 2021.

Les exportations de produits semi-finis, qui représentent 85,1% des exportations de biens hors hydrocarbures, ont augmenté de près de 46% passant de 3,486 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 5,086 milliards de dollars à fin décembre 2022. A l'intérieur de ce groupe de produits, les exportations de fertilisants ont enregistré la hausse la plus importante (+ 1,124 milliard de dollars) pour atteindre 3,243 milliards de dollars à fin décembre 2022 contre 2,119 milliards de dollars à fin décembre 2021. Les produits ferreux et en acier ont enregistré la seconde plus forte hausse (+ 252 millions de dollars) passant de 351 millions de dollars à fin décembre 2021 à 603 millions de dollars à fin décembre 2022. Enregistrant la troisième plus forte hausse (+ 209 millions de dollars), les exportations de ciment ont atteint 424 millions

de dollars à fin décembre 2022 contre 215 millions de dollars à fin décembre 2021.

Les exportations de produits bruts, qui représentent 4,4 % des exportations de biens hors hydrocarbures, ont augmenté de près de 81 millions de dollars passant de 182 millions de dollars à fin décembre 2021 à 263 millions de dollars à fin décembre 2022. L'essentiel de cette hausse s'explique par l'augmentation des exportations de phosphate de 102 millions de dollars (98 millions de dollars à fin décembre 2021 contre 200 millions de dollars à fin décembre 2022).

Quant aux importations de biens, après avoir affiché des baisses consécutives durant la période de (2016-2020), elles ont enregistré une hausse cette année de l'ordre de 3,61 %, passant de 37,405 milliards de dollars en 2021 à 38,757 milliards de dollars en 2022.

La hausse des importations de biens concerne essentiellement les groupes de produits « produits semi finis », les « matières premières » et les « Biens alimentaires ». En ce

**Tableau VI.2 : Composition des importations par groupes de produits**

	2021		2022		Evolution en %
	Valeur	Part	Valeur	Part	
<b>Hydrocarbures Energie</b>	<b>513</b>	<b>1,37%</b>	<b>581</b>	<b>1,50%</b>	<b>13,35%</b>
<b>Hors hydrocarbures</b>	<b>36 892</b>	<b>98,63%</b>	<b>38 176</b>	<b>98,50%</b>	<b>3,48%</b>
Produits semi-finis	7 313	19,55%	9 581	24,72%	31,02%
Alimentation	8 877	23,73%	10 369	26,75%	16,81%
Matières premières	3 401	9,09%	4 036	10,41%	18,67%
Equipements industriels	9 158	24,48%	8 321	21,47%	-9,14%
Biens de consommation non alimentaires	6 498	17,37%	5 282	13,63%	-18,71%
Equipements agricoles	247	0,66%	204	0,53%	-17,49%
Autres	1 398	3,74%	383	0,99%	-72,60%
<b>Total biens</b>	<b>37 405</b>		<b>38 757</b>		<b>3,61%</b>

Source : Direction de la Balance des paiements (Banque d'Algérie)

qui concerne les groupes « Biens de consommation non alimentaires », « Equipements agricoles » et « Equipements industriels » ils ont connu une baisse en 2022 comparativement à 2021.

Les importations de produits semi finis, qui représentent 24,72 % du total des importations de biens, ont connu la plus forte hausse (2,27 milliards de dollars) passant ainsi de 7,31 milliards de dollars en 2021 à 9,58 milliards de dollars en 2022. Cette hausse résulte essentiellement de celle des importations des Polyacétals, autres polyéthers et résines époxydes (+233 millions de dollars), des Polymères de l'éthylène (+212 millions de dollars) ainsi que les produits laminés plats en fer ou en acier (+196 millions de dollars).

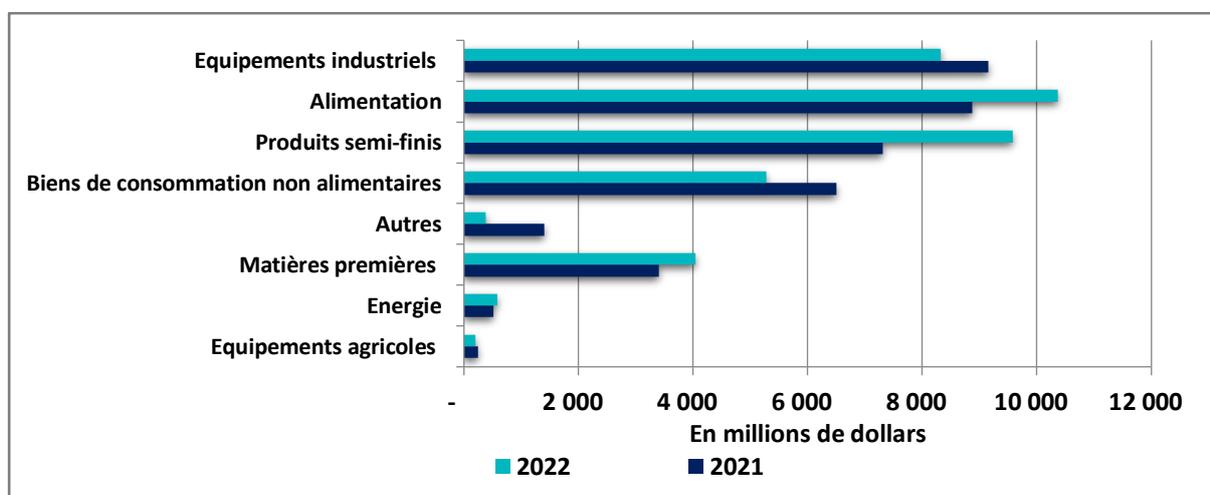
Les importations des biens alimentaires, qui représentent 26,7 % du total des importations de biens, ont enregistré la deuxième plus forte hausse (+ 1,492 milliard de dollars) passant ainsi de 8,877 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 10,369 milliards de dollars à fin décembre 2022. Cette hausse a concerné en premier lieu les importations de céréales

(+ 1,228 milliard de dollars). Il est à rappeler, qu'au cours de l'année 2022, les cours mondiaux de plusieurs produits de base et notamment alimentaires demeurent largement supérieurs à leurs niveaux de 2021 et ce, en dépit d'un début de baisse des prix qui semble s'enclencher à partir du mois de juin 2022.

Concernant les matières premières (10,4 % du total des importations de biens, leurs importations ont enregistré la troisième plus forte hausse (+ 636 millions de dollars) passant ainsi de 3,401 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 4,037 milliards de dollars à fin décembre 2022. Cette hausse a concerné au premier lieu les importations de graines et fruits oléagineux (+ 367 millions de dollars) et celles de graisses et huiles animales ou végétales (+ 233 millions de dollars).

Avec des parts de 21,47 % et 13,63 % du total des importations de biens, les importations des équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires ont connu des baisses de 837 millions de dollars et de 1,22 milliard de dollars respectivement, entre décembre 2021 et décembre 2022.

Graphique VI.3 : Evolution des importations de biens par groupes de produits



Représentant une part de 0,53 % dans le total des importations de biens, les importations des produits agricoles ont baissé de 43 millions de dollars en 2022 comparativement à 2021, passant de 247 millions de dollars à 204 millions de dollars. Cette baisse résulte essentiellement de celle des importations des accessoires de tuyauterie en fonte, fer ou acier.

Les importations d'énergie qui représentent 1,50% du total des importations de biens en 2022 ont légèrement augmenté, passant de 513 millions de dollars à fin décembre 2021 à 581 millions de dollars à fin décembre 2022.

Concernant le déficit du poste des « services hors revenus des facteurs », il a connu une hausse en 2022 de l'ordre de 697 millions de dollars comparativement à 2021. Il a atteint 4,38 milliards de dollars contre 3,68 milliards de dollars en 2021. Ce déficit est induit par un faible niveau des exportations (3,55 milliards de dollars), par rapport aux importations qui ont atteint 7,93 milliards de dollars en 2022 contre 6,91 milliards de dollars en 2021.

Dans le détail, les importations de services en 2022 ont concerné à hauteur de 39,67 % les services de transports, à 30,41 % les autres services aux entreprises et à près de 8,21 % les services de construction.

Les importations du service transport, fortement liées aux importations de biens, ont connu une progression en 2022 puisqu'elles ont atteint 3,15 milliards de dollars contre 2,71 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 438 millions de dollars. Les importations des autres services aux entreprises, qui représentent 30,41 % dans le total des importations de services, ont atteint 2,40 milliards de dollars en 2022 contre 2,08 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 319 millions de dollars.

Les importations des services de construction ont quant à elles connu une légère baisse en 2022 par rapport à 2021 de l'ordre de 118 millions de dollars. Ces services avaient atteint 771 millions de dollars en 2021, puis ont baissé en 2022 pour enregistrer 653 millions de dollars.

S'agissant du poste des revenus primaires (revenus des facteurs), son déficit s'est sensiblement accentué, passant de 4,01 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 5,20 milliards de dollars à fin décembre 2022. Cette hausse du déficit s'explique par la progression des transferts des associés de la compagnie

**-795 millions \$ (2022)**

**+3,16 milliards \$ (2021)**

**Solde du compte financier**

naionale des hydrocarbures dans un contexte mondial marqué par la hausse des cours du baril en 2022.

Quant au poste des revenus secondaires (transferts courants), il continue d'enregistrer des excédents et ce depuis plusieurs années, avec une légère augmentation de ce dernier en 2022 comparativement à 2021. En effet ce dernier est passé de 1,95 milliard de dollars à fin décembre 2021 à 2,17 milliards de dollars à fin décembre 2022.

Enfin, le compte de capital a enregistré un déficit de l'ordre de 17,74 millions de dollars à fin 2022 contre un déficit de 53,48 millions de dollars à fin 2021.

#### VI.1.2- Compte financier

Le solde du compte financier (hors avoirs de réserve) a enregistré un déficit de 795 millions de dollars en 2022 contre un excédent de 3,16 milliards de dollars en 2021. Cette baisse s'explique notamment par la baisse des investissements directs étrangers en 2022, mais aussi par l'allocation exceptionnelle des droits de tirage spéciaux initiée par le Fonds Monétaire International, qui avait impacté le solde du compte financier en 2021.

En ce qui concerne le poste des investissements directs nets, il a connu des entrées nettes de 19,97 millions de dollars à fin décembre 2022 contre 921,20 millions de dollars à fin décembre 2021. En effet, l'année 2022 affiche un solde exceptionnel concernant les investissements étrangers en Algérie, causé par des désinvestis-

**+19,97 millions \$ (2022)**

**+921,02 millions \$ (2021)**

**Investissements directs nets**

sements importants opérés cette année-là. L'Etat algérien ayant acquis via le Fonds National d'Investissement (FNI), les parts de VEON Holding dans le capital d'Omnium Télécom Algérie (OTA), les transferts financiers au titre de cette cession se sont élevés à près de 682 millions de dollars. Cette entreprise a également connu un autre désinvestissement de l'actionnaire Global Telecom Holding S.A.E de l'ordre de 68 millions de dollars US durant la même année.

Ainsi, les flux nets des investissements étrangers en Algérie sont passés de 870 millions en 2021 à 91 millions de dollars en 2022 (prêts intragroupes compris).

S'agissant des investissements algériens à l'étranger, ils ont connu en 2022 comparativement à l'année 2021 un accroissement significatif, puisqu'ils ont donné lieu à des sorties nettes de l'ordre de 71,13 millions de dollars contre des entrées nettes de 51,54 millions de dollars en 2021. Les investissements algériens à l'étranger se sont ouverts cette année à un nouveau créneau avec les transferts effectués par quatre banques publiques, à savoir la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), la Banque Nationale d'Algérie (BNA), le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), pour l'ouverture de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie.

#### VI.2- POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

Les importants déficits de la balance des paiements enregistrés depuis 2014 se sont traduits par une forte contraction des réserves

officielles de change. Celles-ci sont passées de 182,22 milliards de dollars US à fin décembre 2011 à 114,14 milliards de dollars US à fin 2016, pour se positionner à 45,30 milliards de dollars US à fin décembre 2021, soit une érosion du stock des réserves de plus de 75 % en l'espace de 10 années, représentant ainsi une baisse moyenne annuelle de près de 14 milliards de dollar US.

**60,99 milliards \$ (2022)**

**45,30 milliards \$ (2021)**

**Stock des avoirs de réserve**

Suite à l'excédent de la balance commerciale enregistré durant l'année en cours, le niveau des avoirs de réserve évalué à fin 2022 s'est apprécié et affiche un montant de 60,99 milliards de dollars US (hors or monétaire).

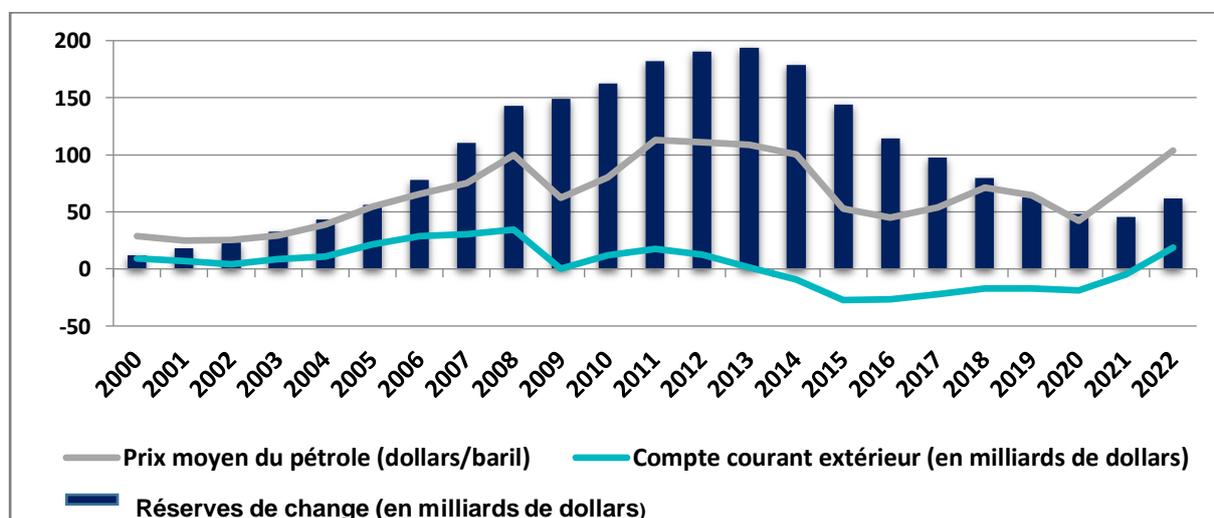
Malgré les successions de baisses du stock des avoirs de réserves, leur niveau demeure cependant, encore appréciable, et représente près de 16 mois d'importation de biens et services ; d'autant que le niveau de la dette extérieure à moyen et long termes reste bas (0,90 % du PIB 2022). Le niveau atteint par ces

réserves explique la résilience de l'économie nationale à la baisse drastique des prix du pétrole survenu à partir de juin 2014. C'est pourquoi, outre la préservation nécessaire d'un niveau adéquat, en mois d'importation, conforme aux bonnes pratiques internationales, il devient impératif que l'allocation de ces réserves de change s'oriente en priorité et davantage vers le financement des importations de biens et services, concourant à la croissance de l'investissement productif marchand dans les industries manufacturières et les services productifs, seul garant de la diversification de l'économie nationale et de l'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

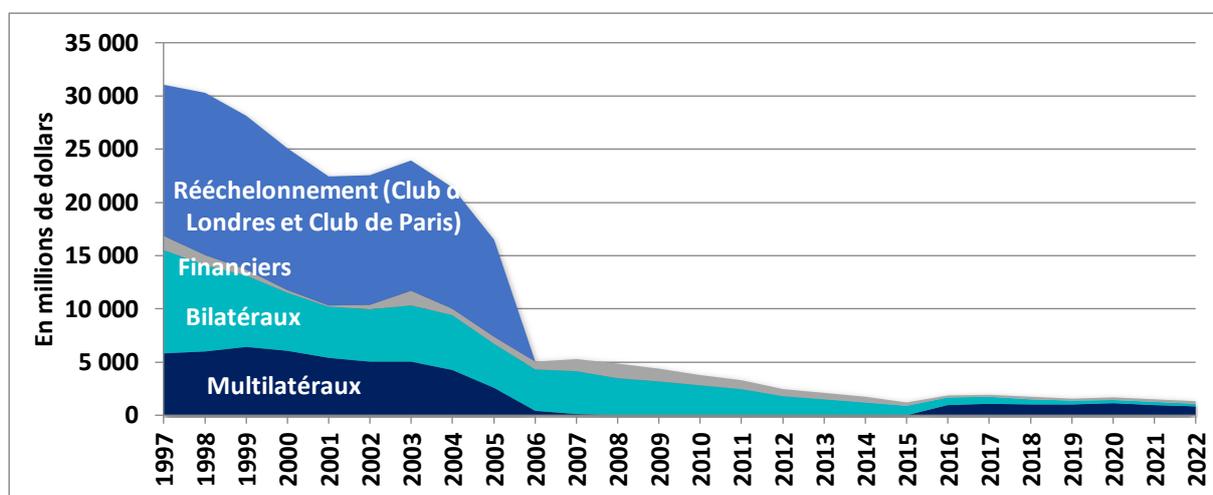
S'agissant de la dette extérieure totale, elle s'est établie à 3,036 milliards de dollars à fin 2022 contre 3,070 milliards de dollars à fin 2021.

Concernant l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes, il est évalué à 1,292 milliard de dollars à fin 2022 contre 1,473 milliard de dollars à fin 2021. Cette baisse de l'encours de la dette à moyen et long termes de l'ordre de 181 millions de dollars résulte du remboursement en principal de 148 millions de dollars, de nouvelles mobilisations de l'ordre de 53 millions de dollars US et d'un effet de taux

**Graphique VI.4 : Evolution des réserves de change**



Graphique VI.5 : Encours de la dette à moyen et long termes par type de crédits



de change favorable pour l'Algérie de 79 millions de dollars sur l'encours de 2022. A titre indicatif, l'ensemble des mobilisations en 2022 ont concerné les avances en trésorerie consenties par des entreprises-mères à leurs filiales en Algérie pour un montant total de 53 millions de dollars US.

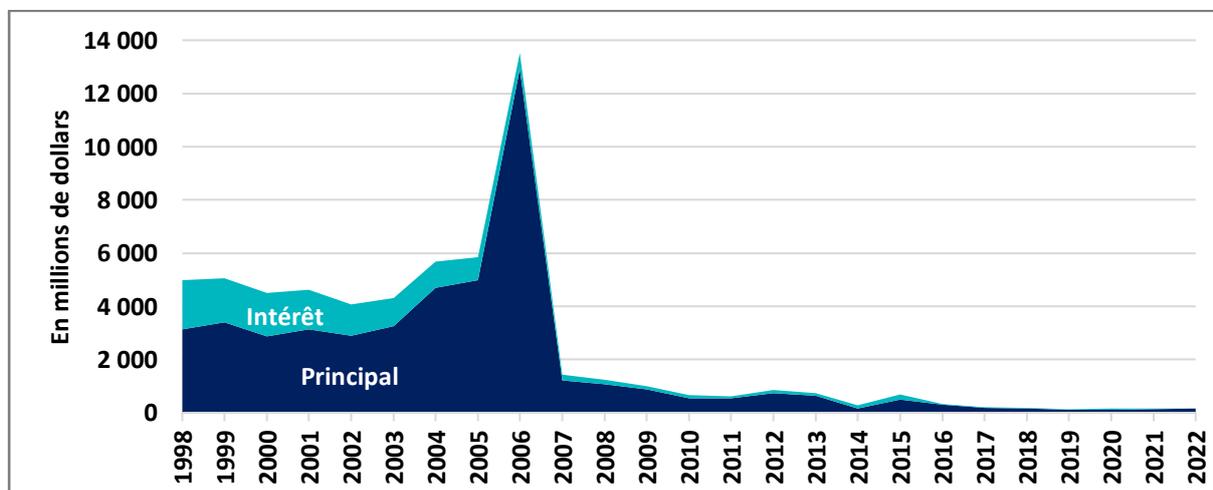
La structure de l'encours de la dette à moyen et long termes par type de crédit, à fin 2022, fait ressortir la prédominance des crédits multilatéraux, qui s'établissent à 862 millions de dollars contre 984 millions de dollars en 2021. Cette catégorie de crédit représente près

de 67 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes contre 15 % pour les crédits bilatéraux, avec un encours de 195 millions de dollars US.

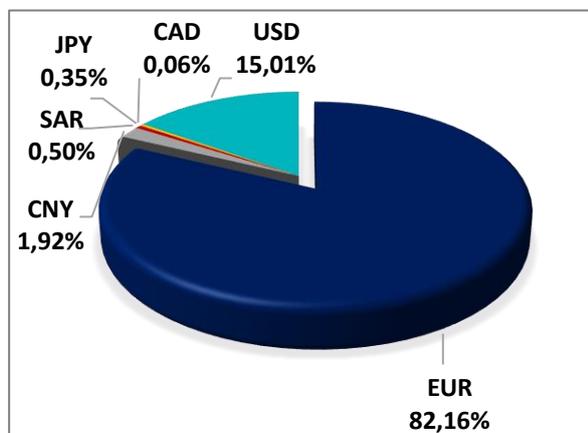
En ce qui concerne les crédits financiers, représentés pour l'essentiel par ceux des maisons mères à leurs filiales en Algérie, leur encours a légèrement augmenté, pour s'établir à 235 millions de dollars contre 212 millions de dollars à fin 2021.

Quant à l'encours de la dette à court terme, supérieur à celui de la dette à moyen et long

Graphique VI.6 : Service de la dette extérieure à moyen et long termes



**Graphique VI.7: Structure de la dette extérieure globale par devises au 31/12/2022**



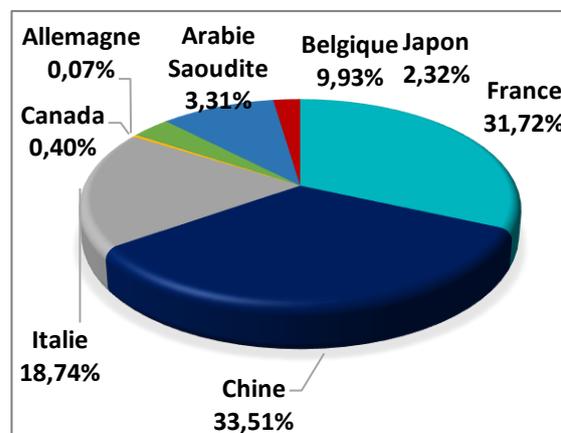
terme pour la neuvième année consécutive, il a augmenté en 2022 pour s'établir à 1,744 milliard de dollars contre 1,597 milliard de dollars en 2021. Cette dette à court terme représente, pour l'essentiel, les crédits acheteurs accordés à plusieurs opérateurs économiques résidents pour financer leurs importations de biens et services.

En phase avec le faible niveau de la dette extérieure, depuis sa forte réduction au cours de la seconde moitié des années 2000, le service de la dette extérieure à moyen et long termes à fin 2022 est composé de 148 millions de dollars en remboursement du principal et 17 millions de dollars en intérêts. Pour mémoire, ce service dépassait le milliard de dollars avant 2009.

En conséquence, le ratio du service de la dette extérieure à moyen et long terme rapporté aux exportations de biens et services s'établit à 0,24 % en 2022 contre 0,40 % en 2021, après avoir atteint 59 % en 1999. Ce très faible niveau du ratio de service de la dette extérieure confirme la très bonne soutenabilité de la dette à moyen et long termes.

En ce qui concerne la structure de la dette à moyen et long terme par devises, elle montre que la part libellée en dollars a atteint 15,01 %

**Graphique VI.8: Structure de la dette bilatérale par pays au 31/12/2022**



en 2022, alors que celle libellée en euro a affiché un taux de 82,16 % à fin 2022. Les parts relatives des autres devises demeurant très faibles.

Quant à la répartition de la dette à moyen et long termes par taux d'intérêt à fin 2022, elle révèle que la dette extérieure à moyen et long termes en 2022 est constituée à 100 % de dette à taux d'intérêt fixe de ce fait, le taux moyen annuel pondéré de la dette à moyen et long termes est resté stable et s'est établie à 1,70 %.

### VI.3- TAUX DE CHANGE

L'année 2022 a connu des niveaux historiques d'appréciation de la valeur du dollar américain face à la majorité des principales devises, et ce, dans un contexte de reprise de l'activité économique mondiale et en raison de la hausse des taux d'intérêt par la FED face à l'envolée de l'inflation. En moyenne annuelle, le dollar américain s'est apprécié en 2022 d'environ 12,3 % face à l'euro et de 11,6 % face à la livre sterling et de 4,5 % face au yuan chinois contre des dépréciations respectives de 3,6 %, de 6,9 % et 6,6% en 2021. Aussi, le dollar s'est apprécié contre le rand d'Afrique du sud et contre le dollar canadien alors qu'il a enregistré des dépréciations en 2021 contre ces mêmes monnaies.

**Tableau VI.3 : Évolution des principales monnaies contre une unité du dollar américain (USD) en moyenne annuelle**

Monnaie	2021	2022	Variation
<b>Euro</b>	0,8457	0,9496	<b>12,32%</b>
<b>Livre Sterling</b>	0,7267	0,8113	<b>11,59%</b>
<b>Yuan Chinois</b>	6,4490	6,7372	<b>4,47%</b>
<b>Yen Japonais</b>	109,7543	131,8981	<b>19,81%</b>
<b>Rand Afrique du Sud</b>	14,7787	16,3559	<b>10,67%</b>
<b>Réal Brésilien</b>	5,3944	5,1640	<b>-4,27%</b>
<b>Dollar Canadien</b>	1,2539	1,3016	<b>3,80%</b>

Par contre, le cours poursuit sa tendance à la hausse face au yen japonais et enregistre +19,8 % en 2022 mais se déprécie face au réal Brésilien de 4,3 % contre une appréciation de 4,6 % en 2021.

Dans un tel contexte et malgré la reprise des prix du pétrole et de l'activité économique, nationale et internationale, la tendance du dinar algérien en 2022 a reflété principalement l'évolution du dollar américain face à l'euro. En moyenne annuelle, le dinar algérien s'est encore déprécié en 2022 de 4,9 % face au dollar américain mais s'est apprécié de 6,8% face à l'euro contre des dépréciations respectives de 6,1 % et de 9,3 % en 2021.

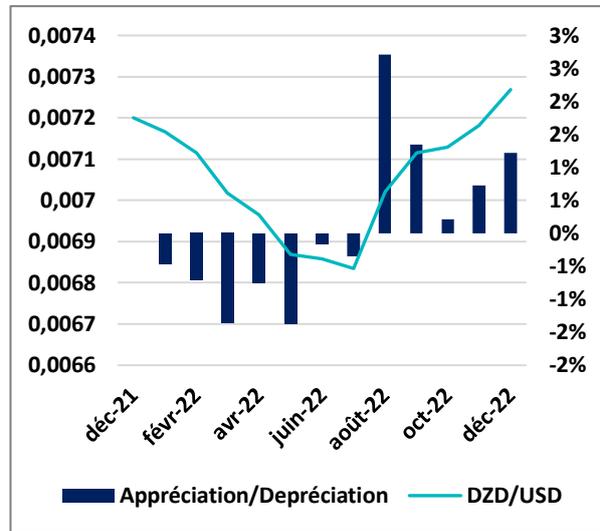
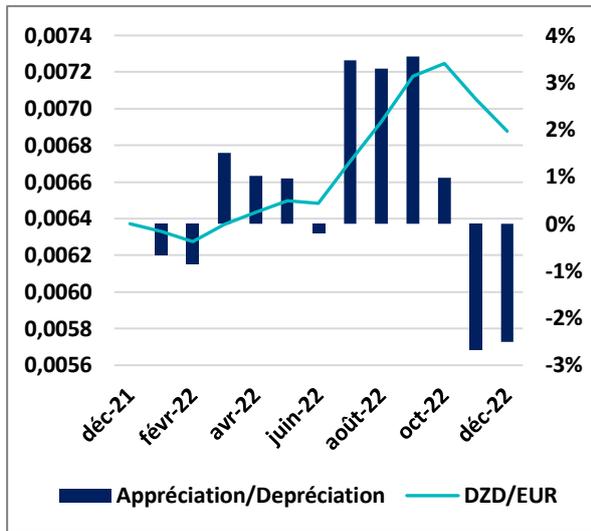
Face au dollar américain, le cours du dinar algérien, en moyenne mensuelle, a enregistré jusqu'à juillet 2022 des dépréciations mensuelles de moins de 2 %, cependant et depuis le mois d'août, le dinar algérien s'est apprécié contre le dollar tout au long des cinq derniers mois de l'année. En moyenne mensuelle, le dinar algérien face au dollar américain s'est apprécié de 1 % entre décembre 2021 et décembre 2022.

Par contre, et après s'être déprécié en janvier et février 2022 de 0,7 % et 0,9 % face à l'euro, le dinar algérien a connu une période

d'appréciation, interrompue par une dépréciation au mois de juin (-0,2 %), qui a duré jusqu'au mois d'octobre. Toutefois, les deux derniers mois de l'année ont été marqué par des dépréciations respectives de 2,5 % et de 2,7 %. L'ensemble de ces variations mène à une appréciation du cours du dinars face à l'euro de 7,9% entre décembre 2021 et décembre 2022.

Le taux de change, qui joue un rôle majeur dans le rétablissement des déséquilibres en agissant sur la balance des paiements, sur la production et sur les prix, doit être aligné à sa valeur d'équilibre. Au niveau national, l'amélioration du solde budgétaire et l'excédent du compte courant ont été les faits marquant de la situation économique en 2022. Etant fortement liées aux fondamentaux qui définissent le taux de change d'équilibre, l'évolution de ces deux variables, entre autres, a dégagé un misalignement positif du taux de change effectif réel (TCER) par rapport à son niveau d'équilibre. Ce renforcement du TCER a laissé une marge à la Banque d'Algérie pour agir sur le marché des changes et utiliser le taux de change en tant que levier pour faire face à la trajectoire que prend l'inflation depuis quelques mois.

Graphique VI.9 : Evolution mensuelle du cours du dinar algérien





**CHAPITRE VII**



**FINANCES  
PUBLIQUES**



## CHAPITRE VII : FINANCES PUBLIQUES

**0,7 % (2022)**

**3,8 % (2021)**

**Déficit budgétaire rapporté au PIB**

L'année 2022 a été caractérisée par une augmentation appréciable des recettes budgétaires en contexte de hausse moindre des dépenses, ce qui a engendré un déficit budgétaire annuel de 192,7 milliards de dinars, néanmoins il est à noter que ce dernier s'est fortement réduit par rapport à l'année 2021 où il a culminé à 838,6 milliards de dinars, soit 3,8 % du PIB contre 0,7 % en 2022.

L'amélioration enregistrée, de 77 % en 2022 par rapport à 2021, du solde budgétaire, résulte de la hausse plus conséquente des recettes budgétaires que celle des dépenses budgétaires. Ainsi, les recettes ont enregistré une progression de 43,5 % induite par la très forte augmentation des recettes des hydrocarbures (116,8 %) alors que les dépenses budgétaires ont augmenté de 30 %.

Les prêts nets du Trésor et le solde des comptes spéciaux ont connu des baisses respectives de 13 % et de 128 % en 2022 par rapport à 2021, induisant une amélioration de 50 % du déficit global du budget qui a atteint 791,3 milliards de dinars en 2022 par rapport à celui enregistré en 2021 de 1 588,8 milliards de dinars. Soit 2,3 % du PIB contre 7,2 % en 2021.

### VII.1- Recettes budgétaires

En 2022, les recettes budgétaires ont augmenté de 2 869,8 milliards de dinars par rapport à 2021 enregistrant un total de 9 467,3 milliards

**2,3 % (2022)**

**7,2 % (2021)**

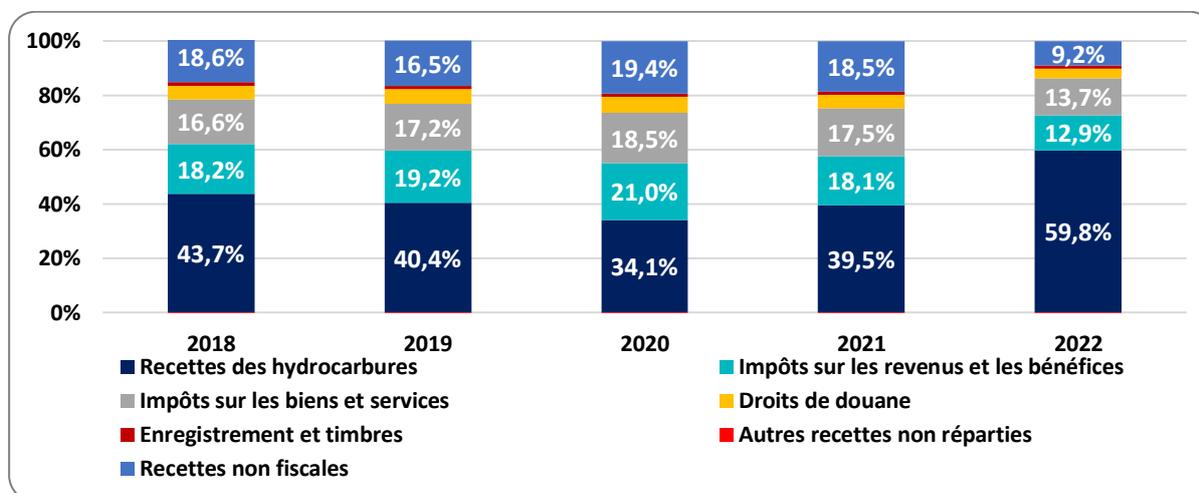
**Déficit du solde global rapporté au PIB**

de dinars à fin 2022 contre 6 597,5 milliards de dinars à fin 2021, soit une hausse de 43,5 %. Cette augmentation des recettes budgétaires résulte principalement de la hausse de la fiscalité pétrolière (une hausse de 3 048,5 milliards de dinars par rapport à l'année précédente). Rapportées au PIB, celles-ci ont augmenté en 2022 par rapport à 2021, enregistrant 34,2 % en 2022 contre 29,9 % en 2021. En revanche, le ratio recettes hors hydrocarbures sur PIB, a diminué en 2022 par rapport à 2021 passant de 18,0 % en 2021 à 13,8 % en 2022. Quant au ratio recettes hors hydrocarbures sur PIB Hors hydrocarbures, il a diminué de 3,2 points de pourcentage en 2022 pour atteindre un taux de 20,0 % en 2022 contre 23,2 % l'année précédente.

Sous l'effet de la hausse des prix des hydrocarbures, les recettes des hydrocarbures continuent de croître au même rythme que l'année précédente, passant de 2 609,2 milliards de dinars fin 2021 à 5 657,7 milliards de dinars fin 2022, soit une augmentation de 116,8 %. Aussi, les recettes des hydrocarbures rapportées aux recettes budgétaires totales, ont atteint 59,8 % en 2022 contre 39,5 % en 2021.

L'année 2022 a enregistré un total des recettes hors hydrocarbures de 3 809,6 milliards de dinars contre 3 981,9 milliards de dinars en 2021, soit une diminution de 4,3 % par rapport à 2021. Leur part dans les recettes budgétaires totales est passée de 60,4 % en 2021 à 40,2 % en 2022. Elles financent 39,4 % des dépenses

Graphique VII.1 : Structure des recettes budgétaires totales

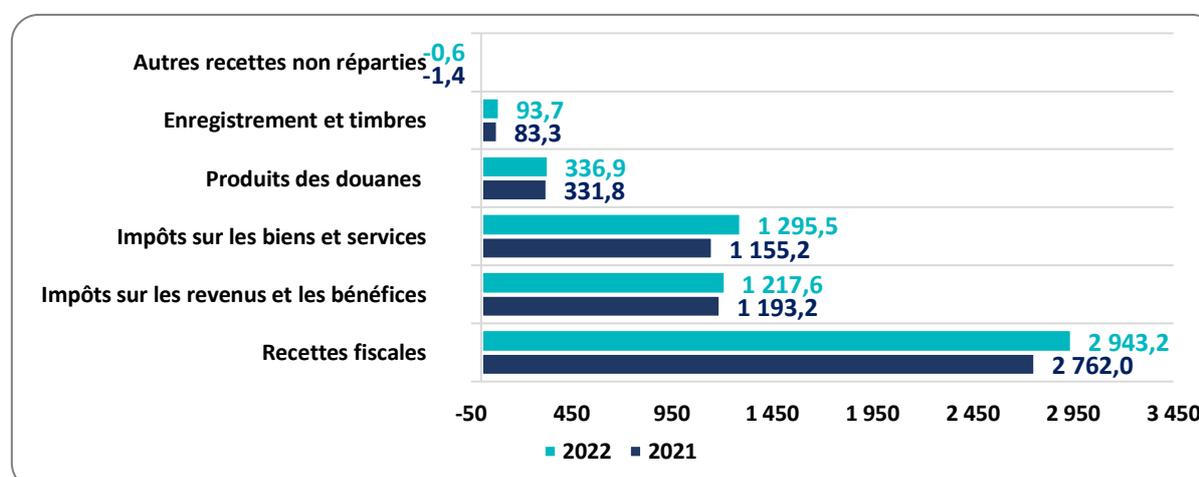


totales, contre 53,5 % en 2021 et ne couvrent les dépenses courantes qu'à hauteur de 50,3 % contre 72,7 % en 2021.

Les recettes fiscales, qui représentent 77,3 % des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 6,6 % (+181,2 milliards de dinars) en 2022 pour atteindre 2 943,2 milliards de dinars en 2022 contre 2 762 milliards de dinars en 2021. Cela est dû à l'augmentation de toutes leurs composantes, à savoir le poste « impôts sur les biens et services » (+140,3 milliards de dinars), le poste « enregistrement et timbre » (+10,4 milliards de dinars), le poste « impôts sur les

revenus et les bénéfices » (+24,5 milliards de dinars), le poste « produits des douanes » (+5,1 milliards de dinars) et le poste « autres recettes non réparties » (+0,9 milliards de dinars). L'évolution des structures des impôts sur les revenus et bénéfices et des impôts sur les biens et services révèle la prédominance de la part des impôts sur les salaires (IRG) dans la fiscalité directe d'une part et des prélèvements et TVA sur les importations dans la fiscalité indirecte d'autre part. Quant à la part des prélèvements et de la TVA sur les produits pétroliers dans la fiscalité indirecte, il est utile de rappeler qu'elle

Graphique VII.2 : Composition des recettes fiscales en milliards de dinars



**Tableau VII.1 : Evolution de la structure des recettes fiscales (en % des recettes fiscales totales)**

	2018	2019	2020	2021*	2022*
<b>Impôts sur revenus et bénéfices</b>	44,4	44,5	45,1	43,2	41,4
<b>Impôts sur Biens et services</b>	40,5	39,9	39,8	41,8	44
<b>Droits de douanes</b>	12	12,7	12,5	12	11,4
<b>Enregistrement et timbres</b>	3,3	2,9	2,6	3	3,2
<b>Autres recettes non réparties</b>	-0,1	-0,04	-0,02	-0,1	-0,02

Source : Direction Générale du Trésor.

(\*) : Situations provisoires.

représentait 20 % des impôts sur les biens et services en 1997. Au cours des années 2000, cette part n'a cessé de diminuer jusqu'à devenir quasi nulle ces dernières années. Pour les taxes sur les produits pétroliers (carburants), elles se sont élevées à 188 milliards de dinars en 2022 contre 185 milliards de dinars en 2021, soit une hausse de 3 milliards de dinars.

Les recettes non fiscales ont atteint 866,4 milliards de dinars en décembre 2022 contre 1 219,9 milliards de dinars en décembre 2021, elles représentent 9,2% des recettes totales en 2022 contre 18,5% en 2021, soit un repli de 29% par rapport à l'année précédente. Le recul est expliqué par la baisse de 397,6 milliards de

dinars (44,2%) des dividendes versés par la Banque d'Algérie, où ils ont atteint un total de 502,8 milliards de dinars en 2022 contre 900,4 milliards de dinars en 2021.

## VII.2- Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires totales qui ont été plutôt stables ces dernières années et qui ont même diminué de 10,8 % en 2020, ont enregistré une augmentation de 29,9 % en 2022 s'établissant à 9 660 milliards de dinars contre 7 436,1 milliards de dinars en 2021 (+2 223,9 milliards de dinars). Le ratio des dépenses bud-

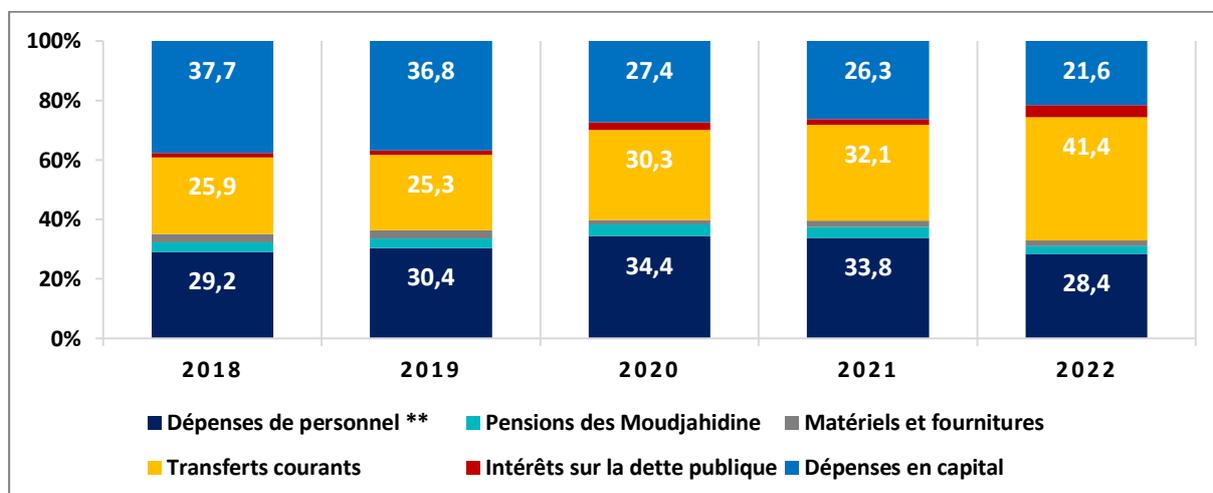
**Tableau VII.2 : Evolution des dépenses courantes**

	2021*	2022*	Variation
<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 479,7</b>	<b>7 573,3</b>	<b>38,2 %</b>
<b>Dépenses de personnel</b>	2 512,5	2 745,3	9,3 %
<b>Pensions des moudjahidines</b>	266,1	241,4	-9,3 %
<b>Matériel et fournitures</b>	170,9	201,4	17,8 %
<b>Transferts courants (dont) :</b>	2 386,2	3 995,4	67,4 %
<b>Subventions des hôpitaux</b>	387,4	472,3	21,9 %
<b>Subventions des EPA</b>	531,1	613,3	15,5 %
<b>Intérêts de la dette publique</b>	143,9	390,1	171,0 %

Source : Direction Générale du Trésor.

(\*) : Situations provisoires.

Graphique VII.3 : Structure des dépenses budgétaires



gétaires totales rapportées au PIB s'élève alors à 34,9 % en 2022 contre 33,7 % en 2021. De même, les dépenses totales représentent 50,7 % du PIB hors hydrocarbures contre 43,3 % en 2021.

Cette augmentation des dépenses provient principalement (à 94 %) d'une hausse des dépenses courantes de 38,2 %, une variation jamais atteinte depuis les augmentations salariales en 2011. En effet, cette croissance est portée par l'augmentation des transferts courants de 67 %. Les transferts courants représentent désormais 41,4 % des dépenses budgétaires totales contre 32 % en 2021 et s'établissent à 3 995,4 milliards de dinars.

Il importe aussi de noter que les charges de la dette publique ont été multipliées par 2,7 et se sont établies à 390,1 milliards de dinars contre 143,9 milliards de dinars ce qui a contribué à la hausse des dépenses totales à hauteur de 11,1 %.

La part des dépenses en capital<sup>32</sup> dans les dépenses totales a diminué en 2022 et affiche 21,6 % contre 26,3 % l'année précédente. En

revanche, la valeur de ces dépenses suit une tendance haussière après la pandémie, enregistrant une croissance de 6,6 % en 2022 contre 3,3 % en 2021.

Cet accroissement des dépenses d'équipement résulte principalement d'une augmentation des opérations en capital qui y a contribué à hauteur de 88,5 %. Les différents secteurs ont enregistré des variations moins importantes en valeur. En revanche, par rapport à leurs niveaux de l'année précédente, les dépenses dans certains secteurs ont connu des augmentations considérables notamment dans les industries manufacturières. Les évolutions des dépenses en capital dans les autres secteurs se présentent comme suit :

- Energies et mines : une forte augmentation de 90,9 % (de 11,53 milliards de dinars en 2021 à 22,02 milliards de dinars en 2022),
- Industries manufacturières : elles sont passées de 1,18 milliard de dinars à 15,01 milliards de dinars.

<sup>32</sup> Les dépenses en capital sont constituées des dépenses d'équipement (investissement) et des opérations en capital (dotations aux comptes

d'affectation spéciale, bonification des taux d'intérêt, paiement des arriérés, contribution au budget de la CNAS...)

**Tableau VII.3 : Structure des dépenses d'équipement  
(En % des dépenses d'équipement totales)**

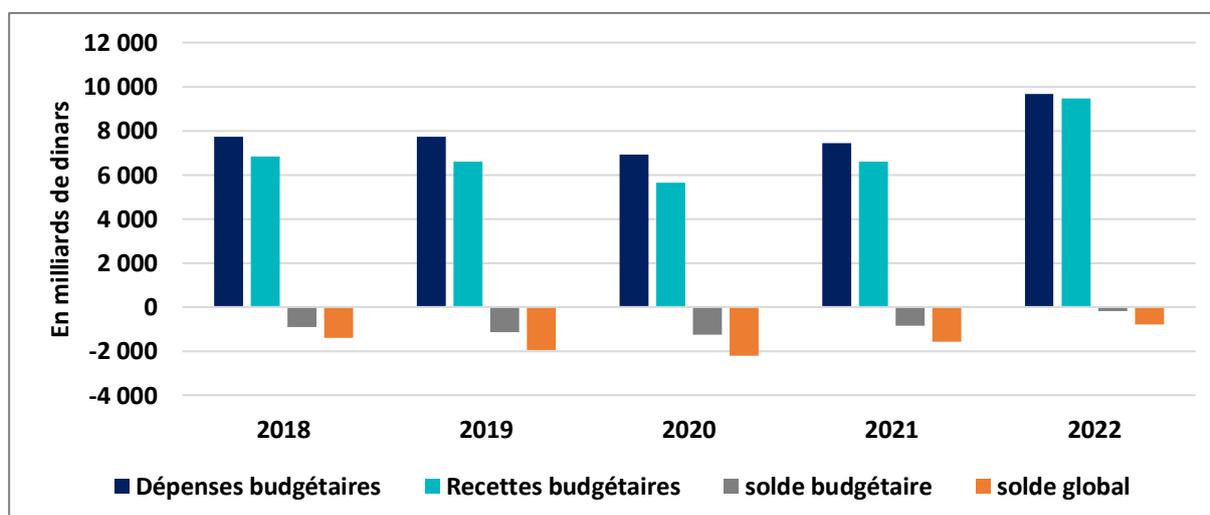
	2018	2019	2020	2021*	2022*
<b>Mines et Energies</b>	1,97	0,72	0,57	0,59	1,06
Electrification et distribution de gaz	1,97	0,72	0,57	0,59	1,06
<b>Agriculture - Hydraulique</b>	9,04	9,13	6,75	10,58	9,22
<b>Infrastructures économiques et administratives</b>	27,78	43,67	42,36	55,13	33,09
<b>Education-Formation</b>	5,13	5,96	3,82	5,02	7,63
<b>Infrastructures Socio-culturelles</b>	4,67	3,17	3,43	3,06	5,23
<b>Habitat</b>	19,06	18,06	20,35	23,05	14,33
<b>Divers</b>	8,81	14,17	17,64	10,44	17,00
<b>Opérations en capital</b>	17,94	0,07	1,18	0,87	6,32

Source : Direction Générale du Trésor.

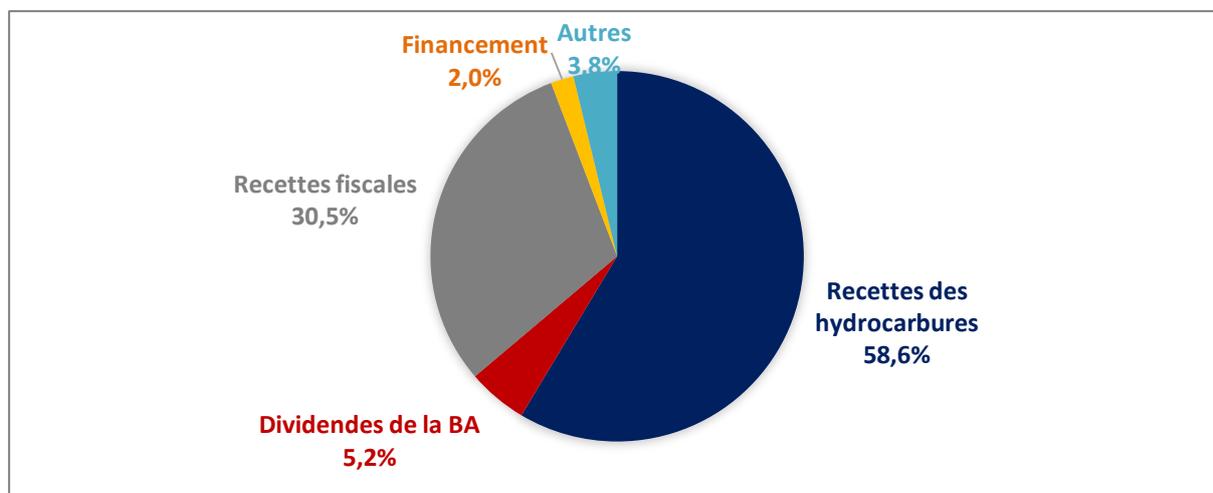
(\*) : Situations provisoires.

- Agriculture et Hydraulique : une baisse de 7,03 % (de 206,94 milliards de dinars en 2021 à 192,38 milliards de dinars en 2022),
- Infrastructures Economiques et Administratives : un recul de 35,99 % (de 1078,48 milliards de dinars en 2021 à 690,29 milliards de dinars en 2022),
- Education-Formation : augmentation de 92,07 % passant de 98,23 milliards de dinars en 2021 à 159,21 milliards de dinars en 2022,
- Infrastructures Socio-Culturelles : une augmentation de 82,14 % pour s'établir à 109,05 milliards de dinars en 2022 contre 59,87 milliards de dinars en 2021,
- Habitat : une baisse de 33,67 % passant de 450,86 milliards de dinars en 2021 à 299,05 milliards de dinars en 2022,

**Graphique VII.4 : Indicateurs des finances publiques**



Graphique VII.5 : Financement des dépenses budgétaires



- Opération en capital : une forte augmentation de 678,92 % pour s'établir à 131,86 milliards de dinars.

### VII.3- Capacité de financement

La crise sanitaire du COVID-19 et la chute des prix du pétrole ont contribué fortement au creusement du solde budgétaire de l'Etat ces trois dernières années. L'année 2022 enregistre néanmoins une amélioration de la situation des finances publiques et le déficit budgétaire s'est raffermit de 77 % en une année. Il s'établit ainsi à 192,68 milliards de dinars (0,7 % du PIB) contre un déficit de 838,55 milliards de dinars en 2021 (3,8 % du PIB).

Le flux d'épargne publique de 2022 a été de 1 893,6 milliards de dinars contre 1 117,8 milliards de dinars en 2021, soit un ratio épargne/recette totales de 20,0 % contre 16,9 % en 2021. Par ailleurs, il est à noter qu'en dépit des déficits budgétaires de ces dernières années, la situation des finances publiques n'a pas enregistré une épargne négative. Rapportée au PIB, l'épargne publique continue de progresser et passe de 5,1 % en 2021 à 6,8 % en 2022.

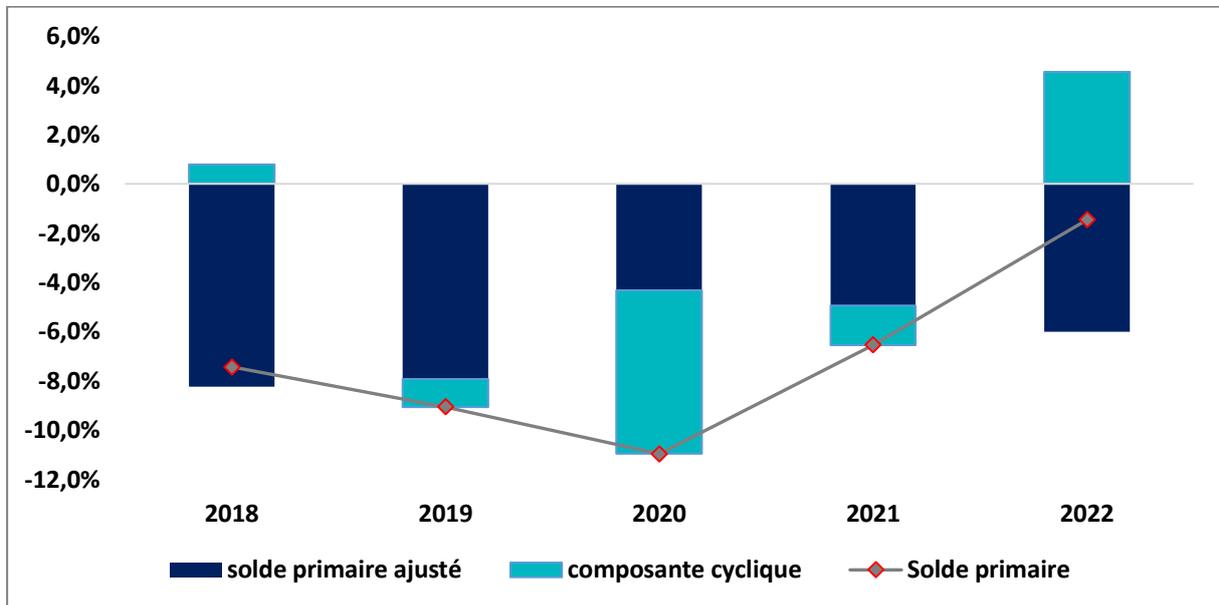
En 2022, ce montant d'épargne publique a financé les dépenses en capital de l'Etat à

hauteur de 90,8 % contre 57,1 % en 2021, dégageant ainsi un besoin de financement au titre du solde budgétaire de 192,7 milliards de dinars. Cependant, au titre du solde global du Trésor, et avec une baisse des prêts nets du Trésor de 12,7 %, le besoin de financement a été de 791,3 milliards de dinars, soit un recul de 50,2 % au cours d'une seule année.

Hors dividendes de la Banque d'Algérie, les déficits du solde budgétaire et du solde global du Trésor auraient été, respectivement, de 2,5 % et de 4,7 % du PIB en 2022 contre 7,9 % et 11,3 % du PIB en 2021. Les dividendes de la Banque d'Algérie ont permis ainsi de couvrir 5,2 % du total des dépenses budgétaires.

A la différence des trois années précédentes, la composante cyclique a joué en faveur de la situation des finances publiques et les conjonctures économiques nationale et internationale ont permis de combler un éventuel écart entre les recettes de l'Etat et les nouvelles dépenses introduites dans le budget de l'année 2022.

Graphique VII.6 : Décomposition du solde primaire





# **TABLEAUX STATISTIQUES**



# SOMMAIRE

<b>TABLEAU 1 : ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES AUX PRIX COURANTS .....</b>	<b>113</b>
<b>TABLEAU 2 : RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB AUX PRIX COURANTS .....</b>	<b>114</b>
<b>TABLEAU 3 : RÉPARTITION SECTORIELLE DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL .....</b>	<b>115</b>
<b>TABLEAU 4 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES .....</b>	<b>116</b>
<b>TABLEAU 5 : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION (GRAND ALGER).....</b>	<b>117</b>
<b>TABLEAU 6 : REVENU DES MÉNAGES .....</b>	<b>118</b>
<b>TABLEAU 7 : POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHÔMAGE .....</b>	<b>119</b>
<b>TABLEAU 8 : SITUATION DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR .....</b>	<b>120</b>
<b>TABLEAU 9 : RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....</b>	<b>121</b>
<b>TABLEAU 10 : DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....</b>	<b>122</b>
<b>TABLEAU 11 : DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....</b>	<b>123</b>
<b>TABLEAU 12 : SITUATION MONÉTAIRE .....</b>	<b>124</b>
<b>TABLEAU 13 : SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE .....</b>	<b>125</b>
<b>TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE PAR MATURITÉ .....</b>	<b>126</b>
<b>TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE PAR SECTEUR .....</b>	<b>127</b>
<b>TABLEAU 16 : INDICATEURS DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE DES BANQUES .....</b>	<b>128</b>
<b>TABLEAU 17/1 : BALANCE DES PAIEMENTS ÉVALUÉE EN U.S. DOLLARS .....</b>	<b>129</b>
<b>TABLEAU 17/2 : BALANCE DES PAIEMENTS ÉVALUÉE EN DINARS .....</b>	<b>130</b>
<b>TABLEAU 18 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS .....</b>	<b>131</b>
<b>TABLEAU 19 : EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES .....</b>	<b>132</b>
<b>TABLEAU 20 : ENCOURS ET STRUCTURE DE LA DETTE EXTÉRIEURE .....</b>	<b>133</b>



**Tableau 1 : Origine et emploi des ressources aux prix courants**

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
(En milliards de dinars)					
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>20 393,5</b>	<b>20 500,2</b>	<b>18 476,9</b>	<b>22 079,3</b>	<b>27 688,8</b>
<b>Dépense Intérieure Brute</b>	<b>21 687,1</b>	<b>21 808,3</b>	<b>20 396,8</b>	<b>22 018,9</b>	<b>24 575,6</b>
Consommation	12 087,7	12 646,8	12 300,5	13 644,7	15 242,0
Publique	3 519,5	3 760,4	3 472,1	3 846,5	4 287,2
Privée	8 568,3	8 886,4	8 828,4	9 798,2	10 954,9
Investissement brut	9 599,4	9 161,5	8 096,3	8 374,2	9 333,5
Formation brute de capital fixe	8 211,3	7 868,3	7 101,9	7 696,5	8 251,8
Variations de stocks	1 388,1	1 293,2	994,5	677,7	1 081,8
<b>Épargne intérieure brute</b>	<b>8 305,8</b>	<b>7 853,4</b>	<b>6 176,4</b>	<b>8 434,6</b>	<b>12 446,8</b>
(En pourcentage du PIB)					
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Dépense Intérieure Brute</b>	<b>106,3</b>	<b>106,4</b>	<b>110,4</b>	<b>99,7</b>	<b>88,8</b>
Consommation	59,3	61,7	66,6	61,8	55,0
Publique	17,3	18,3	18,8	17,4	15,5
Privée	42,0	43,3	47,8	44,4	39,6
Investissement brut	47,1	44,7	43,8	37,9	33,7
Formation brute de capital fixe	40,3	38,4	38,4	34,9	29,8
Variations des stocks	6,8	6,3	5,4	3,1	3,9
<b>Épargne intérieure brute</b>	<b>40,7</b>	<b>38,3</b>	<b>33,4</b>	<b>38,2</b>	<b>45,0</b>

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 2 : Répartition sectorielle du PIB aux prix courants**

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
	(En milliards de dinars)				
Hydrocarbures	4 548,8	3 991,0	2 575,1	4 912,1	8 617,4
Autres secteurs (valeurs ajoutées)	15 844,8	16 509,2	15 901,8	17 167,2	19 071,5
Agriculture	2 421,6	2 529,1	2 546,9	2 688,3	3 207,8
Industries hors hydrocarbures	1 110,9	1 161,7	1 148,4	1 230,8	1 354,1
Bâtiments et travaux publics + sces petroliers	2 346,6	2 492,0	2 367,3	2 578,2	2 896,4
Services hors administrations publiques	5 419,1	5 527,5	5 159,1	5 667,8	6 142,7
Services des administrations publiques	3 002,8	3 179,7	3 199,6	3 398,1	3 695,9
Droits et taxes à l'importation***	1 543,9	1 619,3	1 480,6	1 604,0	1 774,6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>20 393,5</b>	<b>20 500,2</b>	<b>18 476,9</b>	<b>22 079,3</b>	<b>27 688,8</b>
	(En pourcentage du PIB)				
Hydrocarbures	22,3	19,5	13,9	22,2	31,1
Autres secteurs	77,7	80,5	86,1	77,8	68,9
Agriculture	11,9	12,3	13,8	12,2	11,6
Industries hors hydrocarbures	5,4	5,7	6,2	5,6	4,9
Bâtiment et travaux publics	11,5	12,2	12,8	11,7	10,5
Services hors administrations publiques	26,6	27,0	27,9	25,7	22,2
Services des administrations publiques	14,7	15,5	17,3	15,4	13,3
	(Variation annuelle en pourcentage)				
Hydrocarbures	23,0	-12,3	-35,5	90,7	75,4
Autres secteurs	4,4	4,2	-3,7	8,0	11,1
dont : Agriculture	9,1	4,4	0,7	5,6	19,3
Industries hors hydrocarbures	6,7	4,6	-1,1	7,2	10,0
Bâtiment et travaux publics + sp	6,5	6,2	-5,0	8,9	12,3
Services hors administrations publiques	4,9	2,0	-6,7	9,9	8,4
Services des administrations publiques	-2,3	5,9	0,6	6,2	8,8
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>8,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-9,9</b>	<b>19,5</b>	<b>25,4</b>

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires

\*\*\* Y compris la taxe sur la valeur ajoutée

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 3 : Répartition sectorielle de la croissance du PIB réel**

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
	( En pourcentage)				
Hydrocarbures	-6,4	-4,9	-10,2	10,5	-0,6
Autres secteurs (hors hydrocarbures)	2,9	2,7	-3,9	2,3	4,3
Agriculture	3,5	2,7	1,7	-1,9	5,8
Industrie hors hydrocarbures	3,9	4,0	-3,5	5,3	5,2
Mines et carrières	18,1	-0,2	-0,5	2,2	6,2
Énergie et eau	3,2	4,9	-2,3	7,5	6,5
Industries agro-alimentaires	3,7	2,5	1,8	5,6	5,4
Sidérurgie, construction mécanique et électricité	1,7	15,5	-24,9	9,4	0,9
Chimie, plastiques, caoutchouc	5,8	3,7	1,3	3,5	7,3
Textiles, confection, bonneterie	1,9	4,3	-3,1	0,3	6,7
Cuirs et chaussures	5,9	5,3	-15,7	5,4	20,1
Matériaux de construction	3,4	-1,3	-5,3	3,3	4,0
Bois, papiers et lièges	6,5	1,0	-10,5	2,0	11,0
Industries diverses	2,8	5,4	1,9	-1,8	2,9
Bâtiments et travaux publics + services pétroliers	5,2	3,8	-3,1	4,7	3,3
Services hors administrations publiques	3,2	3,1	-6,7	4,9	5,5
Services des administrations publiques	2,8	1,9	-0,1	1,5	2,8
Droits et taxes à l'importation	-12,0	9,0	-13,2	-17,7	-6,3
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	-0,1	-1,9	-11,6	-0,4	3,4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-5,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>
Absorption intérieure brute	0,6	0,3	-6,7	-0,1	3,2
Consommation	2,7	1,9	-2,1	3,0	2,7
Publique	2,3	1,4	-0,1	1,2	2,2
Privée	2,8	2,1	-3,0	3,7	2,9
Formation brute du capital fixe	2,5	-3,6	-5,2	5,8	2,4
Exportations de biens et services non facteurs	-3,7	-6,1	-11,3	13,4	0,0
Importations de biens et services non facteurs	-3,8	-6,9	-16,0	-4,1	0,1

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 4 : Indice de la production industrielle des entreprises publiques**

	(%)	2018	2019	2020	2021	2022
		(1989 = 100)				
Eau et Énergie	6,9	487,9	520,4	505,8	547,3	587,5
Hydrocarbures	17,8	122,9	122,4	112,4	116,4	120,7
Industries extractives	2,7	112,6	106,6	106,0	110,3	117,3
Industries mécanique et électrique	26,3	41,9	48,7	32,3	33,6	28,4
Matériaux de construction	8,8	158,0	140,0	130,6	118,3	116,2
Industries chimiques	7,0	54,4	52,0	47,2	43,4	46,1
Industries alimentaires	14,5	51,5	54,1	53,6	61,7	63,3
Textiles	9,2	10,1	10,0	8,7	7,7	6,9
Cuirs et peaux	2,2	5,9	6,8	4,4	4,0	5,7
Bois et papier	4,6	20,0	17,1	13,6	13,2	13,5
Industries diverses		9,3	14,3	15,1	12,6	16,3
<b>Indice général :</b>	<b>100,0</b>	<b>106,7</b>	<b>109,5</b>	<b>100,9</b>	<b>105,7</b>	<b>103,1</b>
Indice général hors hydrocarbures		101,6	105,4	97,2	102,3	98,1
Indice général des produits manufacturés		53,4	53,5	46,3	46,4	43,6
		(Variation annuelle en pourcentage)				
Eau et Énergie		0,4	6,7	-2,8	8,2	7,3
Hydrocarbures		-3,6	-0,4	-8,2	3,6	2,9
Industries extractives		-3,1	-5,3	-0,6	4,1	0,7
Industries mécanique et électrique		-12,0	16,2	-33,7	4,0	-20,3
Matériaux de construction		34,5	-11,4	-6,7	-9,4	-1,8
Industries chimiques		8,4	-4,4	-9,2	-8,1	5,4
Industries alimentaires		25,0	5,0	-0,9	15,1	2,7
Textiles		-30,8	-1,0	-13,0	-11,5	-10,2
Cuirs et peaux		15,7	15,3	-35,3	-9,1	40,0
Bois et papier		4,7	-14,5	-20,5	-2,9	2,6
Industries diverses		55,0	53,8	5,6	-16,6	25,0
<b>Indice général :</b>		<b>4,9</b>	<b>2,6</b>	<b>-7,9</b>	<b>4,8</b>	<b>2,2</b>
Indice général hors hydrocarbures		7,6	3,7	-7,8	5,2	1,9
Indice général des produits manufacturés		3,9	0,2	-13,5	0,2	-5,1

\*Le changement de l'échantillon d'entreprises pour la construction de l'indice est intervenu à partir de 2007

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 5 : Indices des prix à la consommation 1/ (Grand Alger)**

	(%)	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Indices des prix à la consommation 1/</b>		(2001 = 100)				
Alimentation, boissons non alcoolisées	43,1	213,43	212,24	212,68	234,22	265,58
Habillement - Chaussures	7,5	193,16	205,92	218,03	229,93	245,38
Logement - Charges	9,3	159,73	162,14	164,39	166,82	170,82
Meubles et articles d'ameublement	5,0	156,81	164,71	171,35	179,74	190,78
Santé, Hygiène corporelle	6,2	173,06	178,43	185,49	194,32	208,22
Transports et communication	15,9	209,25	211,77	217,67	221,25	223,09
Éducation, Culture, Loisirs	4,5	144,84	164,48	170,60	185,12	205,73
Divers	8,6	264,26	279,05	298,72	329,73	368,09
<b>Indice général</b>	<b>100,0</b>	<b>202,25</b>	<b>206,20</b>	<b>211,18</b>	<b>226,44</b>	<b>247,42</b>
<b>Indices des prix à la consommation 1/</b>		(Variation annuelle en pourcentage) 2/				
Alimentation, boissons non alcoolisées	3,4	-0,6	0,2	10,1	13,4	
Habillement - Chaussures	5,5	6,6	5,9	5,5	6,7	
Logement - Charges	0,9	1,5	1,4	1,5	2,4	
Meubles et articles d'ameublement	5,4	5,0	4,0	4,9	6,1	
Santé, Hygiène corporelle	4,1	3,1	4,0	4,8	7,2	
Transports et Communication	5,5	1,2	2,8	1,6	0,8	
Éducation, Culture, Loisirs	4,6	13,6	3,7	8,5	11,1	
Divers	7,3	5,6	7,0	10,4	11,6	
<b>Indice général</b>	<b>4,27</b>	<b>1,95</b>	<b>2,42</b>	<b>7,23</b>	<b>9,27</b>	

1/ Cet indice comprend 261 articles et se rapporte aux ménages de la région d'Alger

2/ Moyenne d'une année par rapport à la moyenne de l'année précédente

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 6 : Revenu des ménages**

	2016	2017	2018	2019	2020
	(En milliards de dinars)				
<b>Traitements et salaires 1/</b>	<b>5 308,2</b>	<b>5 439,3</b>	<b>5 482,9</b>	<b>5 888,5</b>	<b>5 899,4</b>
Agriculture	267,4	285,2	326,4	333,6	343,8
Administration	3 130,9	3142,4	3031,6	3 252,8	3425,8
Autres secteurs	1 909,9	2011,7	2124,9	2 302,1	2129,8
<b>Revenus travailleurs indépendants</b>	<b>6 045,2</b>	<b>6 392,5</b>	<b>6 832,1</b>	<b>6 965,2</b>	<b>6 501,0</b>
<b>Paiements de transfert</b>	<b>2 210,3</b>	<b>2 304,9</b>	<b>2 449,3</b>	<b>2 450,2</b>	<b>2 453,6</b>
<b>Revenu brut</b>	<b>13 563,7</b>	<b>14 136,7</b>	<b>14 764,3</b>	<b>15 303,9</b>	<b>14 854,0</b>
<b>Revenu disponible</b>	<b>11 101,0</b>	<b>11 670,2</b>	<b>12 152,6</b>	<b>12 533,4</b>	<b>12 055,6</b>

1/ Y compris les cotisations sociales

Source : Office National des Statistiques

**Tableau 7 : Population active, emploi et chômage**

	2015	2016	2017	2018	2019*
(En milliers ; sauf indication contraire)					
<b>Population active</b>	<b>11 932</b>	<b>12 117</b>	<b>12 298</b>	<b>12 463</b>	<b>12 730</b>
Agriculture	917	865	1 102	1 067	1 083
Autres secteurs	11 015	11 252	11 196	11 396	11 647
<b>Population effectivement occupée</b>	<b>10 594</b>	<b>10 845</b>	<b>10 859</b>	<b>11 001</b>	<b>11 280</b>
Agriculture	917	865	1 102	1 067	1 083
Autres secteurs	9 677	9 980	9 757	9 934	10 197
Industrie	1 377	1 465	1 493	1 434	1 450
Bâtiment et travaux publics	1 776	1 895	1 847	1 774	1 890
Transport et communication, Commerce et service	6 524	6 620	6 417	6 726	6 857
Chômeurs	1 338	1 272	1 440	1 462	1 449
<b>( En pourcentage de la population active)</b>	<b>11,2</b>	<b>10,5</b>	<b>11,7</b>	<b>11,7</b>	<b>11,4</b>

\* Activité, emploi et chômage MAI 2019  
Source : Office National des Statistiques

Tableau 8 : Situation des Opérations du Trésor

	2018	2019	2020	2021***	2022****
	(En milliards de dinars)				
<b>Total des recettes budgétaires et dons</b>	<b>6 826,9</b>	<b>6 601,6</b>	<b>5 640,9</b>	<b>6 597,5</b>	<b>9 467,3</b>
Recettes des hydrocarbures*	2 887,1	2 668,5	1 921,6	2 609,2	5 657,7
Fonds de Régulation des Recettes flux brut	437,4	0,0	526,9	682,1	2 295,8
Fonds de Régulation des Recettes net					
Recettes hors hydrocarbures	3 939,7	3 933,1	3 719,4	3 981,9	3 809,6
Recettes fiscales	2 711,8	2 843,5	2 625,2	2 762,0	2 943,2
Impôts sur les revenus et les bénéfiques	1 203,8	1 264,7	1 183,4	1 193,2	1 217,6
Impôts sur les biens et services	1 097,1	1 134,1	1 044,7	1 155,2	1 295,5
Produits des douanes	324,2	362,1	328,2	331,8	336,9
Enregistrement et timbres	88,4	83,7	69,3	83,3	93,7
Autres recettes non réparties	-1,7	-1,2	-0,4	-1,4	-0,6
Recettes non fiscales	1 228,0	1 089,6	1 094,2	1 219,9	866,4
Produits des domaines et autres	188,5	203,7	178,4	208,3	261,9
Dividendes de la Banque d'Algérie	1 000,0	800,0	800,0	900,4	502,8
Autres entreprises publiques	39,5	85,9	115,8	111,2	101,7
Dons	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0
<b>Total dépenses budgétaires</b>	<b>7 732,1</b>	<b>7 741,3</b>	<b>6 902,9</b>	<b>7 436,1</b>	<b>9 660,0</b>
Dépenses courantes	4 813,7	4 895,2	5 009,3	5 479,7	7 573,7
Dépenses de personnel **	2 254,1	2 353,7	2 373,1	2 512,6	2 745,3
Pensions des Moudjahidine	241,8	252,7	266,8	266,1	241,4
Matériels et fournitures	216,2	216,4	109,5	170,9	201,4
Transferts courants	1 999,8	1 958,6	2 088,3	2 386,2	3 995,4
dont: Services de l'Administration	795,3	816,4	806,4	918,5	1 085,5
Intérêts sur la dette publique	101,8	113,9	171,7	143,9	390,1
Dépenses en capital	2 918,4	2 846,1	1 893,5	1 956,4	2 086,3
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-905,2</b>	<b>-1 139,8</b>	<b>-1 261,9</b>	<b>-838,5</b>	<b>-192,7</b>
Solde des comptes spéciaux	26,4	38,2	48,0	-48,9	13,8
Prêts nets du Trésor	517,2	863,0	984,6	701,4	612,4
<b>Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement</b>	<b>-1 396,0</b>	<b>-1 964,6</b>	<b>-2 198,5</b>	<b>-1 588,8</b>	<b>-791,3</b>
Allocation au Fonds d'assainissement					
Solde primaire 1/	-1 294,2	-1 850,7	-2 026,8	-1 444,9	-401,1
<b>Solde global</b>	<b>-1 396,0</b>	<b>-1 964,6</b>	<b>-2 198,5</b>	<b>-1 588,8</b>	<b>-791,3</b>
<b>Financement</b>	<b>1 396,0</b>	<b>1 964,6</b>	<b>2 198,5</b>	<b>1 588,8</b>	<b>791,3</b>
Bancaire + Fonds de régulation des recettes	1 301,1	1 694,1	1 836,1	3 414,2	617,7
Non bancaire	97,8	272,2	364,2	-1 818,6	183,0
Extérieur	-2,9	-1,7	-1,8	-6,7	-9,5

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

\* Y compris le dividende versé par la compagnie nationale des hydrocarbures

\*\* Rémunérations, pensions, allocations, rentes d'accident de travail et cotisations y afférentes

\*\*\* Données actualisées / \*\*\*\* Données provisoires / Source : Direction Générale du Trésor

**Tableau 9 : Recettes de l'Administration Centrale**

	2018	2019	2020	2021*	2022**
	(En milliards de dinars)				
<b>Total : Recettes budgétaires et dons</b>	<b>6 826,9</b>	<b>6 601,6</b>	<b>5 640,9</b>	<b>6 597,5</b>	<b>9 467,3</b>
Recettes des hydrocarbures	2 887,1	2 668,5	1 921,6	2 609,2	5 657,7
dont : Fonds de Régul. des Recettes (flux)	437,4	0,0	526,9	682,1	2 295,8
Recettes hors hydrocarbures	3 939,7	3 933,1	3 719,4	3 981,9	3 809,6
Recettes fiscales	2 711,8	2 843,5	2 625,2	2 762,0	2 943,2
Impôts sur le revenus et les bénéfiques	1 203,8	1 264,7	1 183,4	1 193,2	1 217,6
Impôts sur les salaires	707,3	774,5	766,5	818,0	703,8
Autres	496,4	490,2	416,8	375,2	513,9
Impôts sur les biens et services	1 097,1	1 134,1	1 044,7	1 155,2	1 295,5
TVA et prélèvements sur importations	509,1	521,4	445,4	477,2	534,9
TVA et prélèvements sur activité intérieure	415,8	419,4	404,4	442,9	479,8
TVA-TC-TSA sur transactions intérieures	335,7	334,0	313,6	338,4	387,1
Tabacs (TIC)	80,1	85,4	90,8	104,5	92,7
TVA sur produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement sur produits pétroliers	142,7	165,0	161,0	184,6	188,3
Autres impôts	25,3	23,1	27,7	45,8	86,8
Autres contributions indirects	4,2	5,2	6,1	4,7	5,8
Autres recettes non réparties	-1,7	-1,2	-0,4	-1,4	-0,6
Droits de douane	324,2	362,1	328,2	331,8	336,9
Enregistrement et timbres	88,4	83,7	69,3	83,3	93,7
Recettes non fiscales	1 228,0	1 089,6	1 094,2	1 219,9	866,4
Produits des domaines et divers	188,5	203,7	178,4	208,3	261,9
Dividendes de la Banque d'Algérie	1 000,0	800,0	800,0	900,4	502,8
Autres	39,5	85,9	115,8	111,2	101,7
Dons	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0
	(En pourcentage du total des recettes)				
<b>Total : Recettes budgétaires et dons</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Recettes des hydrocarbures	42,3	40,4	34,1	39,5	59,8
Recettes hors hydrocarbures	57,7	59,6	65,9	60,4	40,2
Recettes fiscales	39,7	43,1	46,5	41,9	31,1
Impôts sur le revenus et les bénéfiques	17,6	19,2	21,0	18,1	12,9
Impôts sur les biens et services	16,1	17,2	18,5	17,5	13,7
Droits de douane	4,7	5,5	5,8	5,0	3,6
Enregistrement et timbres	1,3	1,3	1,2	1,3	1,0
Recettes non fiscales	18,0	16,5	19,4	18,5	9,2
Dons	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0

\* Données actualisées

\*\*Données provisoires / Source : Direction Générale du Trésor

Tableau 10 : Dépenses de l'Administration Centrale

	2018	2019	2020	2021**	2022***
	(En milliards de dinars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>7 732,1</b>	<b>7 741,3</b>	<b>6 902,9</b>	<b>7 436,1</b>	<b>9 660,0</b>
Dépenses courantes	4 813,7	4 895,2	5 009,3	5 479,7	7 573,7
Dépenses de personnel *	2 254,1	2 353,7	2 373,1	2 512,6	2 745,3
Traitements, salaires et allocations	1 850,1	1 951,1	1 926,4	2 056,2	2 253,9
Cotisations sur salaires	404,0	402,5	446,6	456,4	491,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions des Moudjahidine	241,8	252,7	266,8	266,1	241,4
Matériels et fournitures	216,2	216,4	109,5	170,9	201,4
Services de l'administration	795,3	816,4	806,4	918,5	1 085,5
Hôpitaux	322,0	322,6	344,7	387,4	472,2
Autres (Étab. publics à caract. Administ.)	473,3	493,9	461,7	531,1	613,3
Transferts courants hors services Administ.	1 204,5	1 142,1	1 281,9	1 467,7	2 909,9
Actions éducatives et culturelles	14,2	13,3	11,7	13,1	16,2
Fonds de calamité naturelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements internes et externes	14,4	1,1	0,5	2,3	25,4
Fonds spécial de solidarité nationale*	3,3	4,1	2,1	3,2	5,7
Bonification d'intérêts	192,9	12,5	105,9	0,0	297,8
Fonds de Soutien : Emploi de jeunes	23,7	23,3	0,0	13,1	82,7
Autres transferts	956,1	1 087,8	1 161,7	1 436,0	2 482,0
Intérêts sur la dette publique	101,8	113,9	171,7	143,9	390,1
Dépenses en capital	2 918,4	2 846,1	1 893,5	1 956,4	2 086,3
Prêts nets du Trésor	517,2	863,0	984,6	701,4	612,4
Solde des comptes d'affectation	-26,4	-38,2	-48,0	48,9	-13,8
Allocation au Fonds d'assainissement	1,0	5,0	17,0	30,0	42,0
<b>Total de dépenses :</b>	<b>8 223,8</b>	<b>8 571,2</b>	<b>7 856,5</b>	<b>8 216,4</b>	<b>10 300,6</b>
	(En pourcentage du total des dépenses)				
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>94,0</b>	<b>90,3</b>	<b>87,9</b>	<b>90,5</b>	<b>93,8</b>
Dépenses courantes	58,5	57,1	63,8	66,7	73,5
Dépenses de personnel	27,4	27,5	30,2	30,6	26,7
Traitements et salaires	22,5	22,8	24,5	25,0	21,9
Matériels et fournitures	2,6	2,5	1,4	2,1	2,0
Services de l'administration	9,7	9,5	10,3	11,2	10,5
Intérêts sur la dette publique	1,2	1,3	2,2	1,8	3,8
Dépenses en capital	35,5	33,2	24,1	23,8	20,3
Prêts nets du Trésor	6,3	10,1	12,5	8,5	5,9
Solde des comptes d'affectation	-0,3	-0,4	-0,6	0,6	-0,1
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,1	0,2	0,4	0,4
<b>Total de dépenses</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* Solidarité nationale + Fonds de compensation

\*\* Données actualisées

\*\*\*Données provisoires

Source : Direction Générale du Trésor

**Tableau 11 : Dette publique intérieure de l'Administration Centrale**

	2018	2019	2020**	2021**	2022***
	(En milliards de dinars ; fin de périodes)				
<b>Total dette intérieure</b>	<b>7 436,2</b>	<b>8 751,1</b>	<b>9 423,4</b>	<b>13 703,6</b>	<b>15 259,7</b>
Dette courante	1 004,3	1 301,3	1 469,2	2 682,9	3 460,7
Bons du Trésor et titres assimilés	1 004,3	1 301,3	1 469,2	2 682,9	3 460,7
Autres *	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette d'assainissement	6 039,5	7 066,4	7 482,3	10 696,7	11 481,4
Crédits à long terme de la Banque d'Algérie	5 556,2	6 556,2	6 556,2	6 556,2	6 516,2
Avance exceptionnelle de la Banque d'Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances rachetées	181,1	208,0	623,9	3 838,3	4 663,0
Entreprises publiques, EPIC & agro-industries	163,0	199,0	162,9	126,5	134,0
Dette d'assainissement complémentaire	0	0,0	452,0	452,0	452,0
Dette des agriculteurs	18,1	9,0	9,0	9,0	9,0
Obligations de rachat des crédits syndiqués	0	0	0	2 079,7	2 614,1
Obligations de placement de liquidité	0	0	0	1 171,1	1 453,9
Mise à niveau des fonds propres des banques	302,2	302,2	302,2	302,2	302,2
Bons (CNR)	0,0	0,0	0,0	0	0
Bons (CNAS)	0,0	0,0	0,0	0	0
Autres (emprunt national)*	192,4	183,4	181,9	34	27,7
Dette envers le CCP	200,0	200,0	290,0	290,0	290,0
Pour mémoire :					
Dette intérieure en pourcentage du PIB	36,5	42,7	51,0	62,1	55,1
PIB	20 393,5	20 500,2	18 476,9	22 079,3	27 688,8

\* Montant reçu par le Trésor

\*\* Données actualisées

\*\*\*Données provisoires

Source : Direction Générale du Trésor

Tableau 12 : Situation monétaire

	2018	2019	2020	2021*	2022
(En milliards de dinars ; fin de périodes)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>9 485,6</b>	<b>7 598,7</b>	<b>6 518,2</b>	<b>6 559,1</b>	<b>8 650,4</b>
Banque centrale	9 572,4	7 638,6	6 576,3	6 596,5	8 716,2
Banques commerciales	-86,8	-39,9	-58,1	-37,4	-65,8
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>7 151,1</b>	<b>8 907,9</b>	<b>11 141,4</b>	<b>13 494,4</b>	<b>14 304,9</b>
Crédits intérieurs	16 302,1	17 877,7	20 535,7	22 703,4	23 148,5
Crédits à l'État (nets)	6 325,7	7 019,9	9 353,5	12 908,7	13 033,3
Banque centrale	3 857,8	4 782,4	6 480,3	6 116,1	4 806,9
Banques commerciales	1 362,4	1 051,1	1 319,7	5 192,6	6 522,7
Dépôts aux CCP et au Trésor	1 105,5	1 186,4	1 553,5	1 599,9	1 703,7
Crédits à l'économie	9 976,3	10 857,8	11 182,3	9 794,7	10 115,2
Fonds de prêts de l'État	-19,6	-13,3	-13,3	-13,0	-10,3
Engagements extér. à moyen et long terme	-3,7	-3,6	-4,3	-4,2	-3,9
Autres postes (nets)	-9 127,6	-8 952,9	-9 376,8	-9 191,8	-8 829,4
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>16 636,7</b>	<b>16 506,6</b>	<b>17 659,6</b>	<b>20 053,5</b>	<b>22 955,3</b>
Monnaie	11 404,1	10 975,2	11 901,8	13 590,3	15 370,4
Circulation fiduciaire (hors banques)	4 926,8	5 437,6	6 138,3	6 712,2	7 392,8
Dépôts à vue dans les banques	5 371,8	4 351,2	4 210,0	5 278,2	6 273,9
Dépôts au Trésor et CCP	1 105,5	1 186,4	1 553,5	1 599,9	1 703,7
Quasi-monnaie	5 232,6	5 531,4	5 757,8	6 463,2	7 584,9
(Variation annuelle en pourcentage)					
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>11,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>7,0</b>	<b>13,6</b>	<b>14,3</b>
Monnaie	11,1	-3,8	8,4	14,2	12,9
Quasi-monnaie	11,1	5,7	4,1	12,3	17,4
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>90,8</b>	<b>24,6</b>	<b>25,1</b>	<b>21,1</b>	<b>6,0</b>
Crédits intérieurs	20,1	9,7	14,9	10,6	2,0
Crédits à l'État (nets)	34,8	11,0	33,2	38,0	1,0
Crédits à l'économie	12,3	8,8	3,0	-12,4	3,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	81,3	80,5	96,1	90,8	82,8
Monnaie/PIB	55,8	53,5	64,7	61,6	55,4
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	24,1	26,5	33,4	30,4	26,7
Crédits à l'économie/PIB	48,8	53,0	60,8	44,4	36,5
Monnaie/M2	68,5	66,5	67,4	67,8	66,9
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	29,6	32,9	34,8	33,5	32,2
Multiplicateur monétaire	2,7	2,5	2,6	2,5	2,5

\*Données définitives

Source : Banque d'Algérie

**Tableau 13 : Situation de la Banque d'Algérie**

	2018	2019	2020	2021	2022
(En milliards de dinars ; fin de période)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>9 572,4</b>	<b>7 638,6</b>	<b>6 576,3</b>	<b>6 596,5</b>	<b>8 716,2</b>
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>-3 366,6</b>	<b>-1 005,7</b>	<b>302,6</b>	<b>1 546,2</b>	<b>503,2</b>
Crédits à l'État	3 857,8	4 782,4	6 480,3	6 116,1	4 806,9
Crédits aux banques	0,0	160,0	205,7	1 680,0	1 636,6
Autres crédits	2,3	2,2	2,1	2,6	3,0
Autres postes nets	-7 226,8	-5 950,2	-6 385,5	-6 252,5	-5 943,2
<b>Base monétaire</b>	<b>6 205,8</b>	<b>6 632,9</b>	<b>6 878,9</b>	<b>8 142,7</b>	<b>9 219,4</b>
Circulation fiduciaire	4 986,8	5 508,9	6 195,7	6 768,9	7 512,8
Dépôts : banques, étab.fin., autres inst.	1 219,0	1 124,0	683,2	1 373,9	1 706,7
(Variation annuelle en milliards de dinars)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-1 748,4</b>	<b>-1 933,8</b>	<b>-1 062,3</b>	<b>20,2</b>	<b>2 119,7</b>
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>1 777,5</b>	<b>2 360,9</b>	<b>1 308,3</b>	<b>1 243,6</b>	<b>-1 043,0</b>
Crédits à l'État	1 890,4	924,6	1 697,9	-364,2	-1 309,2
Crédits aux banques	0,0	160,0	45,7	1 474,3	-43,4
Autres crédits	0,1	-0,1	-0,1	0,5	0,4
Autres postes nets	-113,1	1 276,6	-435,3	133,0	309,3
<b>Base monétaire</b>	<b>29,1</b>	<b>427,1</b>	<b>246,0</b>	<b>1 263,8</b>	<b>1 076,7</b>
Circulation fiduciaire	205,1	522,1	686,8	573,2	743,9
Dépôts : banques, étab. fin, autres inst.	-176,0	-95,0	-440,8	690,7	332,8
(Variation annuelle en pourcentage)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-15,4</b>	<b>-20,2</b>	<b>-13,9</b>	<b>0,3</b>	<b>32,1</b>
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>-34,6</b>	<b>-70,1</b>	<b>-130,1</b>	<b>411,0</b>	<b>-67,5</b>
Crédits à l'État	96,1	24,0	35,5	-5,6	-21,4
Crédits aux banques	-	-	28,6	716,7	-2,6
<b>Base monétaire</b>	<b>0,5</b>	<b>6,9</b>	<b>3,7</b>	<b>18,4</b>	<b>13,2</b>
Circulation fiduciaire (hors B.A.)	4,3	10,5	12,5	9,3	11,0
Dépôts des banques, étab. fin, autres inst.	-12,6	-7,8	-39,2	101,1	24,2

Source : Banque d'Algérie

**Tableau 14 : Répartition des crédits à l'économie par maturité**

	2018	2019	2020	2021*	2022
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Court terme	2 687,1	3 011,1	3 203,7	3 563,8	3 903,1
Moyen terme	1 683,3	1 665,9	1 654,5	1 484,3	1 470,5
Long terme	5 605,9	6 180,9	6 324,1	4 746,6	4 741,6
<b>Total :</b>	<b>9 976,3</b>	<b>10 857,8</b>	<b>11 182,3</b>	<b>9 794,7</b>	<b>10 115,2</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Court terme	16,9	12,1	6,4	11,2	9,5
Moyen terme	-8,7	-1,0	-0,7	-10,3	-0,9
Long terme	18,3	10,3	2,3	-24,9	-0,1
<b>Total :</b>	<b>12,3</b>	<b>8,8</b>	<b>3,0</b>	<b>-12,4</b>	<b>3,3</b>
(En pourcentage du total)					
Court terme	26,9	27,7	28,6	36,4	38,6
Moyen terme	16,9	15,4	14,8	15,1	14,5
Long terme	56,2	56,9	56,6	48,5	46,9
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* Données définitives

Source : Banque d'Algérie

**Tableau 15 : Répartition des crédits à l'économie par secteur**

	2018	2019	2020	2021*	2022
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Secteur public	4 943,6	5 636,0	5 792,7	4 143,5	4 350,1
Secteur privé	5 032,2	5 221,3	5 389,0	5 650,5	5 764,5
Administration locale	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6
<b>Total :</b>	<b>9 976,3</b>	<b>10 857,8</b>	<b>11 182,3</b>	<b>9 794,7</b>	<b>10 115,2</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Secteur public	14,7	14,0	2,8	-28,5	5,0
Secteur privé	10,2	3,8	3,2	4,9	2,0
Administration locale	8,7	6,1	4,1	11,3	-17,0
<b>Total :</b>	<b>12,3</b>	<b>8,8</b>	<b>3,0</b>	<b>-12,4</b>	<b>3,3</b>
(En pourcentage du total)					
Secteur public	49,6	51,9	51,8	42,3	43,0
Secteur privé	50,4	48,1	48,2	57,7	57,0
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* Données définitives

Source : Banque d'Algérie

**Tableau 16 : Indicateurs de solidité financière des banques**

Indicateurs consolidés	2018	2019	2020**	2021**	2022***
1. Ratio de solvabilité global	19,05%	17,99%	19,17%	21,60%	21,53%
2. Ratio de solvabilité sur Tiers I	14,98%	14,26%	15,38%	17,72%	17,74%
3. Créances improductives / FPR*	39,35%	52,57%	59,56%	58,15%	56,24%
4. Taux de créances classées **	12,70%	14,76%	16,36%	19,64%	19,86%
4a. Taux de créances classées nettes	6,33%	7,87%	8,81%	10,07%	9,94%
5. Taux de provisions des créances classées	50,12%	46,69%	46,14%	48,73%	49,94%
6. Rendement des fonds propres	22,41%	14,08%	11,62%	14,35%	13,47%
7. Rendement des actifs	2,42%	1,51%	1,43%	1,72%	1,38%
8. Marge d'intérêt/Revenu brut	78,78%	78,89%	73,47%	78,45%	78,69%
9. Charges hors intérêt/Revenu brut	29,34%	30,79%	35,93%	35,29%	39,96%
10. Actifs liquides/Total des actifs	19,84%	15,97%	13,11%	35,98%	40,22%
11. Actifs liquides/Passifs à court terme	47,45%	44,23%	37,14%	102,06%	108,53%

\* FPR = Fonds propres réglementaires

\*\* Données actualisées

\*\*\*Données provisoires

Source : Banque d'Algérie

Tableau 17/1 : Balance des paiements évaluée en U.S. dollars

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
(En milliards d'U.S dollars; sauf indication contraire)					
<b>Compte des Transactions Courantes et de Capital</b>	<b>-16,884</b>	<b>-16,911</b>	<b>-18,721</b>	<b>-4,565</b>	<b>19,302</b>
<b>Compte des Transactions Courantes</b>	<b>-16,884</b>	<b>-16,911</b>	<b>-18,681</b>	<b>-4,512</b>	<b>19,319</b>
Total des Biens & Services	-15,701	-15,666	-17,944	-2,453	22,388
Biens	-7,145	-9,001	-13,489	1,232	26,769
Exportations (FOB)	41,146	35,323	21,932	38,636	65,526
Dont: hydrocarbures	38,897	33,244	20,016	34,058	59,549
Autres	2,249	2,079	1,916	4,578	5,978
Importations (FOB)	-48,292	-44,323	-35,421	-37,405	-38,757
Services	-8,555	-6,666	-4,455	-3,684	-4,381
Exportations	3,216	3,236	2,989	3,222	3,544
Importations	-11,771	-9,901	-7,444	-6,907	-7,925
Revenus Primaires	-4,579	-4,251	-2,994	-4,012	-5,204
Recettes	1,168	1,043	0,847	0,689	0,972
Dépenses	-5,747	-5,294	-3,841	-4,701	-6,176
Paiements des intérêts	-0,043	-0,070	-0,041	-0,132	-0,181
Autres	-5,704	-5,224	-3,800	-4,569	-5,995
dont: Part des associés de comp.nat	-3,752	-3,143	-2,010	-3,042	-4,024
Revenus Secondaires	3,396	3,007	2,256	1,953	2,135
Recettes	3,744	3,375	2,604	2,314	2,424
Dépenses	-0,348	-0,368	-0,348	-0,361	-0,289
<b>Compte Capital</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,040</b>	<b>-0,053</b>	<b>-0,018</b>
<b>Compte Financier (2-1)</b>	<b>1,058</b>	<b>0,085</b>	<b>2,429</b>	<b>3,158</b>	<b>-0,795</b>
<b>Acquisition nette d'actifs financiers (1) (3+5)</b>	<b>0,495</b>	<b>1,658</b>	<b>-1,586</b>	<b>0,206</b>	<b>1,438</b>
<b>Acquisition nette de passifs financiers (2) (4+6)</b>	<b>1,554</b>	<b>1,743</b>	<b>0,844</b>	<b>3,364</b>	<b>0,643</b>
Investissements Directs (4-3)	0,620	1,351	1,128	0,921	0,020
Algériens à l'étranger (3)	0,854	0,031	0,015	-0,052	0,071
Étrangers en Algérie (4)	1,475	1,382	1,143	0,870	0,091
Autres Investissements (6-5)	0,438	-1,266	1,301	2,237	-0,815
Avoirs (5)	-0,359	1,627	-1,600	0,258	1,367
1- Crédits commerciaux	-0,222	0,811	-1,774	-0,205	1,291
2- Prêts	-0,254	-0,093	-0,018	0,229	-0,002
3- Numéraire & dépôts	0,118	0,908	0,191	0,234	0,078
Engagements (6)	0,079	0,361	-0,299	2,495	0,552
1- Crédits commerciaux	-0,013	-0,734	-1,087	0,107	0,136
2- Prêts	-0,104	-0,103	-0,087	-0,110	-0,109
3- Numéraire & dépôts	0,196	0,093	0,145	-0,035	0,526
4- Swap d'or	0,000	1,106	0,729	-0,132	0,000
5- Droits de Tirage Spéciaux	0,000	0,000	0,000	2,665	0,000
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>0,005</b>	<b>-0,101</b>	<b>-0,076</b>	<b>-0,071</b>	<b>-0,038</b>
<b>Solde Global</b>	<b>-15,820</b>	<b>-16,927</b>	<b>-16,369</b>	<b>-1,479</b>	<b>18,468</b>
<b>Financement</b>	<b>15,820</b>	<b>16,927</b>	<b>16,369</b>	<b>1,479</b>	<b>-18,468</b>
Variation des réserves officielles (- signifie une augmentation)	15,850	17,034	16,460	4,146	-18,307
Autres créances	0,040	0,093	0,054	0,059	-0,134
Or Monétaire	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Position de réserve auprès du FMI	-0,071	-0,200	-0,145	-0,062	-0,028
Droits de Tirages Spéciaux	0,000	0,000	0,000	-2,665	0,000
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	79,882	62,758	48,167	45,296	60,994
En mois d'importations des biens et services	<b>15,960</b>	<b>13,888</b>	<b>13,484</b>	<b>12,267</b>	<b>15,679</b>
Valeur unitaire des exportations du pétrole brut (Dollars E.U/baril)	71,277	64,440	42,069	72,747	103,650

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires / Source : Banque d'Algérie

Tableau 17/2 : Balance des paiements évaluée en dinars

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
	(En milliards de dinars)				
<b>Compte des Transactions Courantes et de Capital</b>	<b>-1 968,88</b>	<b>-2 018,55</b>	<b>-2 374,44</b>	<b>-616,82</b>	<b>2 740,73</b>
<b>Compte des Transactions Courantes</b>	<b>-1 968,90</b>	<b>-2 018,50</b>	<b>-2 369,40</b>	<b>-609,59</b>	<b>2 743,25</b>
Total des Biens & Services	-1 830,94	-1 869,94	-2 275,85	-331,39	3 179,02
Biens	-833,26	-1 074,32	-1 710,86	166,39	3 801,10
Exportations (FOB)	4 798,28	4 216,15	2 781,66	5 219,99	9 304,39
Dont: hydrocarbures	4 535,99	3 968,00	2 538,63	4 601,44	8 455,59
Autres	262,29	248,14	243,03	618,55	848,80
Importations (FOB)	-5 631,54	-5 290,46	-4 492,53	-5 053,60	-5 503,29
Services	-997,68	-795,63	-564,99	-497,78	-622,08
Exportations	375,00	386,19	379,14	435,35	503,29
Importations	-1 372,68	-1 181,82	-944,13	-933,13	-1 125,37
Revenus Primaires	-534,01	-507,45	-379,70	-542,07	-738,97
Recettes	136,21	124,45	107,45	93,06	137,96
Dépenses	-670,22	-631,90	-487,14	-635,13	-876,93
Paiements des intérêts	-5,04	-8,34	-5,25	-17,77	-25,73
Autres	-665,18	-623,55	-481,90	-617,36	-851,20
dont: Part des associés de comp.nat	-437,50	-375,17	-254,87	-411,04	-571,44
Revenus Secondaires	396,05	358,89	286,15	263,86	303,20
Recettes	436,65	402,86	330,22	312,66	344,26
Dépenses	-40,60	-43,97	-44,07	-48,79	-41,06
<b>Compte Capital</b>	<b>0,02</b>	<b>-0,05</b>	<b>-5,04</b>	<b>-7,23</b>	<b>-2,52</b>
<b>Compte Financier (2-1)</b>	<b>123,41</b>	<b>10,16</b>	<b>308,09</b>	<b>426,63</b>	<b>-112,88</b>
<b>Acquisition nette d'actifs financiers (1) (3+5)</b>	<b>57,77</b>	<b>197,88</b>	<b>-201,10</b>	<b>27,89</b>	<b>204,21</b>
<b>Acquisition nette de passifs financiers (2) (4+6)</b>	<b>181,18</b>	<b>208,05</b>	<b>106,99</b>	<b>454,53</b>	<b>91,33</b>
Investissements Directs (4-3)	72,35	161,23	143,05	124,46	2,84
Algériens à l'étranger (3)	99,61	3,70	1,86	-6,96	10,10
Étrangers en Algérie (4)	171,96	164,93	144,91	117,50	12,94
Autres Investissements (6-5)	51,06	-151,07	165,04	302,18	-115,72
Avoirs (5)	-41,84	194,18	-202,96	34,85	194,11
1- Crédits commerciaux	-25,94	96,81	-224,95	-27,67	183,35
2- Prêts	-29,61	-11,05	-2,30	30,96	-0,30
3- Numéraire & dépôts	13,71	108,42	24,28	31,56	11,06
Engagements (6)	9,22	43,11	-37,92	337,03	78,40
1- Crédits commerciaux	-1,52	-87,56	-137,82	14,40	19,26
2- Prêts	-12,11	-12,35	-11,07	-14,82	-15,49
3- Numéraire & dépôts	22,84	11,07	18,45	-4,68	74,62
4- Swap d'or	0,00	131,96	92,51	-17,86	0,00
5- Droits de Tirage Spéciaux	0,00	0,00	0,00	360,00	0,00
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>0,64</b>	<b>-12,02</b>	<b>-9,70</b>	<b>-9,59</b>	<b>-5,45</b>
<b>Solde Global</b>	<b>-1 844,83</b>	<b>-2 020,41</b>	<b>-2 076,05</b>	<b>-199,78</b>	<b>2 622,40</b>
<b>Financement</b>	<b>1 844,83</b>	<b>2 020,41</b>	<b>2 076,05</b>	<b>199,78</b>	<b>-2 622,40</b>
Variation des réserves officielles (- signifie une augmentation)	1 848,38	2 033,17	2 087,71	560,19	-2 599,46
Autres créances	4,69	11,07	6,79	7,96	-19,00
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve auprès du FMI	-8,24	-23,83	-18,45	-8,38	-3,93
Droits de Tirages Spéciaux	0,00	0,00	0,00	-360,00	0,00

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires / Source : Banque d'Algérie

**Tableau 18 : Composition des importations et des exportations par groupe de produits**

	2018*	2019*	2020*	2021*	2022**
	(En millions de dollars E.U.)				
<b>Importations (f.o.b.)</b>					
Alimentation	8 199	7 694	7 723	8 877	10 369
Energie	977	1 369	890	513	581
Matières premières	1 814	1 921	2 199	3 401	4 037
Produits semi-finis	10 468	9 840	7 614	7 313	9 581
Equipements agricoles	537	437	198	247	204
Equipements industriels	12 824	10 845	8 697	9 158	8 321
Biens de consommation non alimentaires	9 312	7 934	5 577	6 498	5 282
Autres	4 161	4 284	2 523	1 398	383
<b>Total :</b>	<b>48 292</b>	<b>44 323</b>	<b>35 421</b>	<b>37 405</b>	<b>38 757</b>
<b>Exportations (f.o.b.)</b>					
Alimentation	373	408	437	576	269
Energie	38 929	33 255	20 022	34 137	59 711
Matières premières	93	96	71	182	263
Produits semi-finis	1 626	1 445	1 287	3 486	5 086
Equipements agricoles	0	0	0	1	2
Equipements industriels	90	83	77	188	84
Biens de consommation non alimentaires	33	36	37	63	111
<b>Sous Total :</b>	<b>41 144</b>	<b>35 323</b>	<b>21 932</b>	<b>38 632</b>	<b>65 526</b>
Autres	2	0	0	4	0
<b>Total :</b>	<b>41 146</b>	<b>35 323</b>	<b>21 932</b>	<b>38 637</b>	<b>65 526</b>
dont : exportations hors hydrocarbures	2 249	2 079	1 916	4 579	5 978
	(En pourcentage)				
En proportion du total des importations (non compris imp. s/paiements et réparat. matériels)					
Alimentation	17,0	17,4	21,8	23,7	26,8
Equipements industriels	26,6	24,5	24,6	24,5	21,5
Biens de consommation non alimentaires	19,3	17,9	15,7	17,4	13,6
En proportion du total des exportations :					
Exportations hors hydrocarbures	5,5	5,9	8,7	11,9	9,1

\* Données actualisées

\*\* Données provisoires

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

Tableau 19 : Exportations des hydrocarbures

	2018	2019	2020	2021*	2022**
<b>Pétrole brut</b>					
Valeur (millions US \$)	12 117,6	11 231,5	5 509,9	9 740,9	15 309,4
dont : Rapatriement des bénéfices	2 756,4	2 409,2	1 424,5	2 162,7	3 079,0
Volume (millions de barils)	170,1	174,1	131,5	134,7	147,3
(millions de tonnes métriques)	21,7	22,2	16,7	17,1	18,8
Prix d'unité (US \$ par baril)	71,3	64,4	42,1	72,7	103,7
<b>Condensât</b>					
Valeur (millions US \$)	2 527,2	2 192,1	1 136,2	2 030,6	2 254,0
dont : Rapatriement des bénéfices	420,6	334,8	246,5	230,9	243,4
Volume (millions de barils)	38,5	39,1	29,2	27,8	26,7
(millions de tonnes métriques)	4,3	4,4	3,3	3,1	3,0
Prix d'unité (US \$ par baril)	65,6	56,1	38,6	73,2	84,4
<b>Produits pétroliers raffinés</b>					
Valeur (millions US \$)	8 041,5	6 816,0	4 722,5	7 995,2	10 783,8
Volume (millions de barils)	112,9	108,1	115,6	107,4	110,7
(millions de tonnes métriques)	14,3	13,7	14,6	13,6	14,0
Prix d'unité (US \$ par baril)	71,2	63,1	40,8	74,4	97,4
<b>Gaz de pétrole liquéfié (GPL)</b>					
Valeur (millions US \$)	3 401,1	2 434,7	1 821,9	3 585,6	4 200,1
dont : Rapatriement des bénéfices	388,2	215,2	176,9	292,5	278,8
Volume (millions de barils)	71,9	68,0	60,7	63,8	66,1
(millions de tonnes métriques)	6,6	6,3	5,6	5,9	6,1
Prix d'unité (US \$ par baril)	47,3	35,8	30,0	56,2	63,5
<b>Gaz naturel liquéfié (GNL)</b>					
Valeur (millions US \$)	3 565,6	3 731,1	2 419,1	3 834,9	7 703,3
Volume (millions de m3)	21,9	25,2	22,9	24,0	22,2
Volume (billions de BTU)	511,5	599,6	532,8	615,6	540,3
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	7,0	6,2	4,5	6,9	14,3
<b>Gaz naturel (GN)</b>					
Valeur (millions US \$)	9 285,7	6 762,8	4 621,8	7 606,5	19 300,5
dont : Rapatriement des bénéfices	158,0	164,1	228,4	436,7	405,6
Volume (milliards de m3)	38,5	29,0	25,6	39,0	36,0
Volume (billions de BTU)	1 442,3	1 078,6	952,8	1 457,2	1 348,8
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	6,5	6,8	4,9	5,2	14,5
<b>Recettes totales des hydrocarbures (millions US\$)</b>	<b>38 938,7</b>	<b>33 168,2</b>	<b>20 231,5</b>	<b>35 190,8</b>	<b>59 551,2</b>
dont : Part des associés (hydrocarbures)	3 723,2	3 123,3	2 076,3	3 122,8	4 006,7
	(En pourcentage du total des exportations)				
Pétrole brut	31,1	33,9	27,2	27,7	25,7
Autres	68,9	66,1	72,8	72,3	74,3
Condensât	6,5	6,6	5,6	5,8	3,8
Produits pétroliers raffinés	20,7	20,5	23,3	22,7	18,1
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	8,7	7,3	9,0	10,2	7,1
Gaz naturel liquéfié (GNL)	9,2	11,2	12,0	12,0	12,9
Gaz naturel (GN)	23,8	20,4	22,8	21,6	32,4

\* Données actualisées / \*\*Données provisoires / Source : Ministère de l'Énergie

Tableau 20 : Encours et structure de la dette extérieure

	2018***	2019***	2020***	2021***	2022****
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	1,030	1,009	1,106	0,984	0,862
Émissions obligataires	-	-	-	-	-
Crédits bilatéraux	0,495	0,393	0,343	0,254	0,195
Crédits gouvernementaux directs	0,455	0,358	0,308	0,223	0,167
Crédits acheteurs & fourn. assurés	0,040	0,035	0,035	0,031	0,028
Crédits financiers	0,051	0,043	0,033	0,024	0,024
Crédits financiers & Crédits-bails	0,051	0,043	0,033	0,024	0,024
Opérations de reprofilage	-	-	-	-	-
Financement d'acomptes	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux non assurés	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	-	-	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-	-	-
<b>Sous-Total :</b>	<b>1,576</b>	<b>1,445</b>	<b>1,483</b>	<b>1,261</b>	<b>1,057</b>
Soutien de maisons mères à leurs filiales en Algérie *	0,110	0,127	0,183	0,212	0,235
<b>Total dette à moyen et long termes</b>	<b>1,687</b>	<b>1,572</b>	<b>1,665</b>	<b>1,473</b>	<b>1,292</b>
Dette à court terme **	2,319	2,264	1,784	1,597	1,744
<b>Total de la dette extérieure</b>	<b>4,006</b>	<b>3,836</b>	<b>3,449</b>	<b>3,070</b>	<b>3,036</b>

\* A la balance des paiements, le soutien à terme des maisons mères à leurs filiales en Algérie est inclus dans la rubrique "Investissements directs étrangers"

\*\* D'une durée initiale d'une année et moins

\*\*\* Données actualisées

\*\*\*\* Données provisoires

Source : Banque d'Algérie



بنك الجزائر  
BANK OF ALGERIA

---

ISSN 2830-9391